

Jean-Marc PIOTTE

Sociologue, Université du Québec à Montréal

1990

Sens et politique

Pour en finir avec
de grands désarrois

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin
à partir de :

Jean-Marc Pottle, sociologue québécois
Professeur à la retraite, Université du Québec à Montréal (UQAM)

Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois (1990)

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Jean-Marc Pottle, *Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois (1990)*. Montréal : VLB Éditeur, 1990, 188 pp.

[Autorisation accordée le 27 mai 2004.]
(<mailto:piotte.jean-marc@uqam.ca>)

Jean-Marc Pottle enseigne au Département de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal. Militant syndical et il a consacré plusieurs livres et articles à la théorie marxiste des classes, de la nation, de l'État et du parti, ainsi qu'à la lutte syndicale. Il fut de plus co-fondateur des revues *Parti pris* et *Chroniques*.

M. Pottle est spécialisé dans les idéologies politiques et le syndicalisme.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 20 juillet 2004 à Chicoutimi, Québec.



Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

- *La communauté perdue. Petite histoire des militantisme.* Montréal, VLB Éditeur, 1987, 142 p. Collection : Études québécoises. [Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- *Marxisme et pays socialistes.* VLB Éd., 1979, 182 p. [Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- *Un parti pris politique.* VLB Éd., 1979, 250 p. [Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- *Le syndicalisme de combat.* Éd. Albert St-Martin, 1977, 267 p. (épuisé). [Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- En collaboration avec Madeleine Gagnon et Patrick Stram, *Portraits du voyage*, éd. de l'Aurore, 1974.
- *Sur Lénine*, éd. partis pris, 1972. [Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- Direction de *Québec occupé*, éd. parti pris, 1971. [Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- Direction de *La lutte syndicale (chez les enseignants)*, éd. parti pris, 1973.
- Direction de *Les travailleurs contre l'État bourgeois* (avril et mai 1972), éd. de l'Aurore, 1975.
- *La pensée politique de Gramsci*, Paris, éd. Anthropos, et Québec, éd. parti pris, 1970 (traduction en japonais, en espagnol et en portugais). [Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- *La pensée politique de Gramsci.* Paris, Éd. Anthropos, et Montréal, Éd. parti pris, 1970, 302 p. (épuisé). [Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.

Table des matières

[Présentation de l'œuvre et de l'auteur](#)

[Remerciements](#)

[Liminaire](#)

[1 – Les mutations du marxisme](#)

- a) [Comment Marx devient bakouniniste](#)
- b) [La II^e Internationale ou la république socialiste](#)
- c) [Comment Lénine dépasse les prévisions de Bakounine](#)
- d) [L'héritage de Lénine et celui de Bernstein](#)

[2 – Postmodernité et quête de sens](#)

- a) [Lyotard ou la fin du grand récit](#)
- b) [Bell ou la société postindustrielle](#)
- c) [Touraine ou les mouvements sociaux](#)
- d) [Habermas ou l'agir communicationnel](#)
- e) [Gorz ou la quête du sens](#)
- f) [La quête du sens](#)

[3 – Sens et politique](#)

- a) [Remise en question d'un modèle de croissance](#)
- b) [Réguliers et précaires](#)
- c) [Le syndicalisme en question](#)
- d) [L'alternative sociale-démocrate](#)
- e) [L'État et le communautaire](#)
- f) [Une vie signifiante](#)

[UN PROJET PLURIEL](#)

[Bibliographie](#)

Jean-Marc Pottle

Sens et politique.

Pour en finir avec
de grands désarrois



Montréal : vlb éditeur, 1990, 188 pp.

[Retour à la table des matières](#)

Présentation du livre

(description sur la pochette verso du livre)

[Retour à la table des matières](#)

À l'Ouest, tout est calme. Les nouveaux mouvements sociaux qui avaient bouleversé l'ordre établi dans les années 60 et 70 se sont assoupis. Les intellectuels, jadis adeptes du changement, sont devenus postmodernes, attitude idéologique justifiant le désengagement social.

À l'Est, tout bouge. Ceux qui expriment publiquement leurs émotions et leurs idées, les artistes et les intellectuels, réclament pour tous la liberté d'expression. Les consommateurs remettent en question la planification centralisée, les citoyens exigent la démocratisation de l'État.

Dans ce nouvel essai, Jean-Marc Piotte interroge la principale idéologie révolutionnaire du XX^e siècle, le marxisme-léninisme, ainsi que les nouveaux penseurs du postmodernisme comme Jean-François Lyotard. Affirmant vouloir toujours changer le monde, il tente d'esquisser un projet de société qui concilierait développement économique et développement social, poursuite de la liberté et recherche de la justice, efficacité économique et respect de l'environnement.

Jean-Marc Piotte enseigne au département de science politique de l'UQAM. Il a déjà écrit plusieurs ouvrages importants sur le marxisme, le syndicalisme et le militantisme.

Remerciements

[Retour à la table des matières](#)

Je tiens à remercier André Corten, Christian Deblock, Marie-Blanche Tahon et Vincent Van Schendel dont les commentaires ont permis d'enrichir l'une ou l'autre version d'un des trois textes ; Louis Leborgne, qui me dépanne avec beaucoup de gentillesse dans mes démêlés avec le Mac et le traitement de texte ; Gilles Labelle, Marie Leahey et Marc Lesage, qui ont été les compagnons de route critiques et attentifs de l'aventure intellectuelle qu'a constituée ce livre.

Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois

Liminaire

[Retour à la table des matières](#)

À l'Ouest, tout est calme. Les nouveaux mouvements sociaux qui avaient bouleversé l'ordre établi dans les années 60 et 70 se sont assoupis. Des intellectuels, jadis adeptes du changement, sont devenus postmodernes, posture idéologique justifiant le désengagement social. Le Québec s'inscrit évidemment dans cette mouvance dont l'origine remonterait à la crise économique amorcée par le premier choc pétrolier en 73. Ici, l'échec référendaire marque ce passage d'une société animée par des espoirs à une société résignée à ses maîtres. Le PQ, social-démocrate durant son premier mandat, devient néo-libéral dans le second. Il réduit de 12 à 20 % les salaires dans le secteur public et para-public tout en votant des augmentations salariales qui font de la députation du Québec celle qui est la mieux payée au Canada. Par les décrets et la loi 37, il brise les syndicats du secteur public, fer de lance de la combativité du mouvement syndical et pépinière où le PQ recrutait bon nombre de ses militants. Le PQ pave ainsi la voie au retour victorieux du Parti libéral de Bourassa. Depuis lors, les syndicats cherchent maladroitement à se protéger des coups assésés par les gouvernements et le patronat. Depuis lors, les groupes populaires, composante essentielle du mouvement social et national, accordent la priorité aux services à la population et négligent la contestation du pouvoir.

À l'Est, tout bouge. Ceux qui expriment publiquement leurs émotions et leurs idées, les artistes et les intellectuels, réclament pour tous la liberté d'expression. Les consommateurs remettent en question la planification centralisée, bureaucratique, autoritaire et demandent un retour plus ou moins radical au marché. Les citoyens exigent la démocratisation de l'État. Ces trois grands objectifs poursuivis selon des modalités et des rythmes différents par des secteurs plus ou moins larges de la population touchent chacun des pays de l'Est. Beaucoup d'intellectuels de ces pays sont fascinés par les sociétés capitalistes industrialisées : les USA seraient un modèle à imiter. Ils semblent donner raison à Thatcher, Bush et Mulroney qui se pavanent. Vivant au centre de ce qui apparaît souvent à l'Est comme des oasis de liberté et de prospérité, nous en connaissons les manques en terme de justice et de sécurité sociale, nous savons que la progression du P.I.B. y masque la croissance du chômage, de la précarité du travail, de la pauvreté. Comment appuyer les luttes démocratiques des peuples des pays de l'Est sans tomber dans les bras de Thatcher ? Serions-nous condamnés au choix entre socialisme existant réellement et capitalisme tout aussi réel ?

Le tiers-monde recouvre des réalités fort contrastées. Les différences sont sans doute plus nombreuses que les ressemblances entre les Nouveaux pays industrialisés (NPI) et ceux qui s'enfoncent dans la dépendance et la misère. Ces derniers sont traversés par des luttes pour un développement économique et social autogéré. Si on excepte les pays de religion musulmane, le marxisme-léninisme y occupe toujours une place importante parmi les révolutionnaires. Lénine demeure un maître pour bien des leaders asiatiques, latino-américains et africains adeptes de transformations radicales. Malgré la crise qui traverse les pays de l'Est, le marxisme-léninisme n'est pas mort. On peut même prévoir qu'il continuera pour certains de servir de guide dans les pays où la grande propriété foncière n'a pas été démantelée par une réforme agraire.

Les trois textes qui suivent s'inscrivent dans ce contexte idéologique. Ils peuvent être lus séparément l'un de l'autre et dans l'ordre désiré par le lecteur. Cependant, ils ont été écrits dans la succession où ils sont présentés et constituent le résultat d'un questionnement précis, d'un cheminement articulé.

Le premier interroge la principale idéologie révolutionnaire du XX^e siècle, le marxisme-léninisme. Je remonte aux origines de celui-ci, relève les débats entre Marx, Proudhon et Bakounine, entre Kautsky, Bernstein et Luxembourg, entre Lénine et ces derniers, confronte leurs analyses aux grands événements révolutionnaires (1848 et 1871 en France, 1905 et 1917 en Russie) qu'ils ont cherché à comprendre, à expliquer. Cette étude met en lumière les multiples discussions qui ont enrichi le marxisme avant que le marxisme-léninisme ne vienne les occulter. Elle montre comment le léninisme introduit une rupture avec la tradition révolutionnaire du XIX^e siècle. Elle permet de mieux saisir les destins séparés du marxisme-léninisme et de la classe ouvrière. Elle éclaire les bouleversements en cours dans les pays de l'Est, la II^e Internationale semblant prendre sa revanche sur la III^e.

Aux utopies de 68 a succédé la postmodernité comme courant idéologique influent chez les intellectuels et les artistes, chez les étudiants de sciences humaines, de lettres et d'arts. J'interroge Jean-François Lyotard qui a lancé en 1979 ce courant devenu une mode. Je confronte ses analyses à celles de Bell et Touraine sur la société post-industrielle dans le sillage desquelles il dit se situer. Je lui oppose les perspectives utopiques d'Habermas – qui est aussi un adversaire acéré de la postmodernité – et de Gorz. Au-delà de la critique de la postmodernité, je cherche à dégager un espace pour penser le devenir de la société sans tomber dans une philosophie de l'histoire.

Les analyses des deux premiers textes encadrent les éléments du projet de société que j'esquisse dans le troisième. Comment penser ensemble développement économique et développement social, marché et État, poursuite de la liberté et recherche de la justice, efficacité économique et respect de l'environnement ? Comment protéger les sphères d'existence humaine qui n'ont pas encore été colonisées par l'État ou le marché ? Ces réflexions s'organisent autour des effets de la crise économique sur ce qui constitue notre principale activité dans les sociétés industrielles, le travail.

Je ne cherche pas seulement à interpréter l'époque dans laquelle nous vivons : je désire encore changer le monde. Les valeurs de la révolution française – liberté, égalité, fraternité – méritent toujours que nous poursuivions leur réalisation.

Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois

Chapitre I

Les mutations du marxisme

[Retour à la table des matières](#)

Il y a à peine deux siècles naissait le capitalisme industriel en Angleterre. La production de marchandises par un salariat – force de travail achetée par les possesseurs des moyens de production – bouleverse les structures sociales, perturbe l'existence de chaque individu et se répand par vagues successives sur l'ensemble de la planète. Le marché, l'offre et la demande, l'univers des objets, l'argent dominant peu à peu et restructurent la totalité des relations sociales ; le gain, le profit, la productivité, l'accumulation deviennent des valeurs dominantes ; l'idéologie du progrès, de la nouveauté se substitue à celle de la permanence, de la tradition ; la raison instrumentale remplace la foi ; le travail est dorénavant l'activité centrale de chacun.

Pour que l'économie se constitue en instance dominante par rapport aux autres instances sociales, dont l'instance religieuse, pour que le rapport aux choses domine le rapport entre les hommes, il faut que soient brisées toutes les formes communautaires, toutes les relations sociales qui subordonnent l'individu et l'attachent à un statut, une tâche, une localité, qui entravent la mobilité des travailleurs, qui

empêchent la formation d'un marché libre du travail. Karl Polanyi ¹ a très bien décrit ce processus par lequel les classes laborieuses ont été violemment soutirées de leur environnement naturel, des institutions sociales qui les protégeaient, pour être exilées dans les villes et ses usines. Cette blessure mortelle infligée aux institutions dans lesquelles le peuple incarnait son existence entraîne le non-respect de soi-même, la perte des valeurs qui orientaient la vie, la dépravation des mœurs, une dégradation des conditions d'existence fort bien décrite par Victor Hugo dans *Les Misérables* ou par Zola dans ses romans. Cette catastrophe sociale, ce désastre culturel subi par le peuple anglais au XVIII^e siècle pour en extraire et isoler l'élément force de travail, peut être observée aujourd'hui dans certains pays du tiers-monde : les conditions de vie de la population sont saccagées, l'économie domestique basée sur l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, la pêche ou la chasse est détruite, la faim se propage et étend son emprise sur les pauvres ².

Les ouvriers du XVIII^e et XIX^e siècle détestaient l'usine où ils étaient enfermés dans des lieux insalubres, asservis à des cadences infernales, constamment surveillés. Ces nouvelles conditions de travail tranchaient de façon radicale avec la liberté de l'artisan ou avec l'intégration du paysan aux lents mouvements de la nature. Aussi, l'ouvrier avait-il amassé un modeste pécule qu'il fuyait l'usine pour vivre librement, quitte à retourner dans une autre usine lorsque ses maigres économies étaient épuisées. Max Weber définit très bien ce que Polanyi décrit : « Le gain supplémentaire l'attirait moins que la réduction de son travail. Il ne se demandait pas : combien puis-je gagner par jour si je fournis le plus de travail possible ? mais : combien dois-je travailler pour gagner les 2.5 marks que j'ai reçus jusqu'à présent et qui couvrent mes besoins courants ? [...] L'homme ne désire pas « par nature » gagner de plus en plus d'argent, mais il désire, tout simplement, vivre selon son habitude et gagner autant d'argent qu'il lui en faut pour cela ³. » Dans la mesure où le capitalisme, « dans son œuvre d'augmentation de la productivité du travail humain » s'est partout confronté « à la résistance obstinée de ce leitmotiv du travail de l'économie pré-capitaliste ⁴ », on a dû, pour le contraindre au travail, utiliser la menace de la faim et, pour ce faire, liquider les solidarités traditionnelles qui manifestaient un refus de laisser l'individu mourir de faim. Il faudra plus d'une génération d'ouvriers avant que le désir de consommer davantage devienne une habitude culturelle, le travail en usine, une norme culturelle.

Les socialistes et les anarchistes ne sont généralement pas nostalgiques du passé pré-capitaliste. Ils ne veulent pas revenir à un monde dont Dieu était le centre, ou les rapports des hommes entre eux et avec la nature étaient définis par la religion, où la

¹ *La grande transformation*, Gallimard, 1983, 419 p.

² Pas plus que Polanyi, je ne veux laisser entendre que la situation du peuple était meilleure dans les sociétés antérieures au capitalisme. Mais dans la période d'émergence du capitalisme industriel, le peuple ne jouit ni des avantages des sociétés précapitalistes ni de ceux qu'apportera le progrès des sciences, des techniques, de la production. Au nom du marché, des générations entières d'ouvriers ont été sacrifiées au progrès comme le fera par la suite le socialisme au nom de l'État.

³ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Plon, 1964, p. 61.

⁴ *Ibidem*.

tradition et l'autorité tenaient lieu de raison, où les seigneurs, imbus du sens de l'honneur et de la gloire, régnaient paternellement sur un peuple de serfs dont on valorisait l'esprit d'obéissance, de respect, sur un peuple de serfs qui n'avait que la misère physique, intellectuelle, affective comme partage.

Contrairement au féodalisme, dans la nouvelle société chacun est formellement égal à la naissance et devant la loi, chacun est libre de vendre ce qu'il possède ou d'acheter ce qu'il peut payer sur le marché, chacun peut en principe marier qui il veut. Les socialistes et les anarchistes reconnaissent les changements apportés par la révolution bourgeoise. Ils sont résolument modernes : ils croient au progrès. Ils adhèrent totalement aux valeurs de la grande révolution française et reprochent à la bourgeoisie de limiter l'exercice de ces valeurs à leur propre classe. Quelle liberté a le prolétariat qui n'obtiendra définitivement en France le droit d'élire ses députés qu'avec la III^e République, qu'après la Commune de Paris (les femmes ne conquerront ce droit qu'au XX^e siècle), qui n'a pratiquement pas le droit à une instruction élémentaire, qui a la liberté de vendre sa force de travail à qui veut l'acheter mais qui n'a pas la liberté de ne pas la vendre sous peine de crever de faim, qui ne peut transmettre à ses enfants que cet avenir sans horizon ? Quelle égalité existe-t-il entre le fils de bourgeois qui hérite de son père richesse, pouvoir et culture, et le fils de prolétaire qui n'hérite que de la liberté de vendre sa force de travail à qui veut l'exploiter ? Par le vol, le bris de machines, les luttes syndicales, la création de coopératives, les luttes politiques, des ouvriers se révoltent contre les conditions de vie auxquelles les soumet le capitalisme. Les anarchistes insistent sur la lutte contre la domination du capital, de l'État et des églises, tandis que les socialistes mettent l'accent sur la lutte contre l'exploitation du capital, mais tous deux cherchent à donner un discours au vaste et protéiforme mouvement ouvrier qui se développe.

Karl Marx ressemble aux autres intellectuels révolutionnaires du XIX^e siècle par le caractère utopique de sa vision de l'avenir : le communisme, société sans classe, sans division ville/campagne, sans division travail intellectuel /travail manuel, sans oppression de la femme par l'homme, sans État ; le communisme, société de l'abondance ; le communisme où les individus totalement libres constitueraient une société transparente qui ne serait pas que la simple somme des individus et où le tout ne dominerait pas les parties ¹. le communisme bref, le rêve de l'impossible paradis. Karl Marx se distingue des autres intellectuels révolutionnaires par le caractère rigoureux de son analyse de la société présente, par sa volonté d'expliquer scientifiquement le fonctionnement du capitalisme. Contrairement à l'agitateur Bakounine qui courait les manifestations de rue, Marx a passé sa vie dans le calme poussiéreux des bibliothèques acquérant une connaissance encyclopédique de l'univers social, poussant à l'obsession son souci de tout connaître : ne répondit-il pas à Engels qui l'incitait à terminer son œuvre maîtresse, *Le Capital*, qu'il devait auparavant lire un livre venant de paraître sur la propriété foncière en Russie et, pour ce faire, apprendre le russe ?

¹ G. Labelle et J.-M. Piotte, « Marx, l'individu moderne et le politique », in *Un siècle de marxisme*, Éd. L. Beaudry, C. Deblock et J.-J. Gislain. PUQ, 1990, pp. 137-152.

C'est le caractère rigoureux de son œuvre qui en fait un des fondateurs des sciences humaines et qui rend sa lecture incontournable pour ceux qui se passionnent pour la compréhension de notre société. Mais je ne m'intéresserai ici ni au scientifique ni à l'utopique Marx : je veux examiner le programme socialiste qu'il propose au mouvement ouvrier, la transition entre le capitalisme et le communisme, l'État socialiste.

a) Comment Marx devient bakouniniste

[Retour à la table des matières](#)

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, rédigé peu avant la révolution de 48, Marx et son ami Engels définissent ainsi l'État de transition : « Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives ¹. »

Le prolétariat n'a pas à détruire l'État bourgeois. Il doit conquérir le suffrage universel. (À cette époque, le droit de vote, lorsqu'il existait, était limité à peu près partout à la bourgeoisie : le prolétariat et évidemment les femmes en étaient exclus.) Grâce à celui-ci, il doit conquérir la majorité, la démocratie, la suprématie politique. Cette « conquête de la démocratie » ne se fera pas sans luttes de masse, mais elle implique que le prolétariat, par ses représentants, obtienne finalement la majorité des suffrages. Le prolétariat utilisera alors sa majorité gouvernementale et les appareils d'État existants pour centraliser l'ensemble de l'économie entre ses mains ².

Lorsque la révolution éclate en France en février 1848 et met fin à la monarchie de juillet, Marx se trouve à Bruxelles où il milite dans l'« Association démocratique ». Il sera expulsé vers Paris en mars. Il ne restera en France qu'un mois, se rendant plutôt en Allemagne pour participer aux bouleversements politiques qui s'y vivaient.

¹ Éd. sociales, 1966, p. 67.

² Le texte du *Manifeste* n'est pas limpide et comporte certaines ambiguïtés. Ainsi Marx et Engels affirment aussi : « En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette lutte éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie. » Ed. Sociales, 1966, p. 50.

Marx n'a donc pas connu directement les événements politiques qui secouent la France en 48, mais il leur consacra une série d'articles qui seront par la suite réunis en volume sous le titre *Les luttes de classes en France* (1848-1850) : nous y reviendrons.

Proudhon avait pressenti l'explosion populaire de février 48. Mais lui, qui avait en horreur toute violence, était terrifié par l'approche de la république. Ses sarcasmes visaient non Louis-Philippe et ses partisans, mais les démocrates : il alla jusqu'à appuyer l'interdiction des réunions publiques de ceux-ci par ceux-là. Il est abasourdi par la chute du règne de Louis-Philippe et l'avènement de la république. Son attitude se distingue donc radicalement de celle du révolutionnaire Bakounine qui s'empresse de gagner Paris lorsque la révolution de février éclate : « Déjà sur mon chemin, tout m'amusait (...) j'aspirais par tous mes sens et par tous mes pores l'ivresse de l'atmosphère révolutionnaire. C'était une fête sans commencement et sans fin ¹... »

Très tôt, cependant, Proudhon accepte la révolution : « L'événement accompli est désormais irrévocable, c'est sottise de regarder en arrière. Je n'eusse pas fait la révolution du 24 février ; l'instinct populaire en a décidé autrement (...) je suis avec tout le monde ². » L'anarchiste Proudhon qui avait tonné contre le rôle oppresseur de tout État, l'incapacité révolutionnaire de tout gouvernement le rôle contre-révolutionnaire du suffrage universel, accepte d'être élu député au début de juin 48 ! Quinze jours plus tard, il appuie la répression des ouvriers qui s'insurgent contre la dissolution des « ateliers nationaux » mis sur pied pour donner du travail aux chômeurs. Il se le reprochera amèrement par la suite : « Pour moi, le souvenir des journées de juin pèsera éternellement comme un remords sur mon cœur (...) Il faut avoir vécu dans cet isolement qu'on appelle une Assemblée nationale, pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent (...) J'ai manqué, par hébétude parlementaire, à mon devoir de représentant. J'étais là pour voir, et je n'ai pas vu ; pour jeter l'alarme, et je n'ai pas crié ³. »

Marx analyse très soigneusement toute cette période qui va de l'établissement de la république en février 48 à l'abolition du suffrage universel en mai 1850, en passant par l'écrasement du prolétariat parisien en juin 48, prolétariat qui voulait élargir la démocratie politique en démocratie sociale. Cette analyse menée en terme de luttes de classes et de fractions de classes entraînerait Marx à modifier, quoique de façon peu claire, ses positions du *Manifeste* sur la transition. Marx mentionne que l'instauration du suffrage universel fait des paysans, qui constituent la majorité, les arbitres du sort de la France. Il affirme que le prolétariat doit obtenir son appui, mais sans trop nous dire comment : « Les ouvriers français ne pouvaient faire un seul pas en avant, ni toucher à un seul cheveu du régime bourgeois, avant que la masse de la nation placée

¹ Bakounine in Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, t. 1. Petite coll. Maspero, 1980, pp. 140-142.

² Proudhon, in Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, t. 1, p. 59.

³ *Ibid.*, pp. 72-73.

entre le prolétariat et la bourgeoisie, la paysannerie et la petite bourgeoisie soulevées contre ce régime, contre la domination du capital, ait été contrainte par la marche de la révolution à se rallier aux prolétaires comme à leur avant-garde. C'est seulement par l'effroyable défaite de juin que les ouvriers pouvaient acheter cette victoire ¹. » La défaite de juin aurait convaincu le prolétariat de se regrouper « de plus en plus autour du *socialisme révolutionnaire*, autour du *communisme* pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de *Blanqui*. Ce socialisme est la *déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat*, comme point de transition nécessaire pour arriver à la *suppression des différences de classes* en général (...). L'espace réservé à cet exposé ne permet pas, écrit Marx, de développer davantage ce sujet ² ». Hélas ! car on ne sait trop ce que signifie cette « dictature du prolétariat », expression utilisée pour la première fois, et si elle est compatible avec une possible conquête démocratique du pouvoir. Deux ans plus tard, alors que l'espoir d'une révolution européenne prochaine s'est estompé, Marx affirmera que la classe ouvrière anglaise peut réaliser le socialisme grâce au suffrage universel parce qu'elle est majoritaire : « Mais, pour la classe ouvrière anglaise, suffrage universel et pouvoir politique sont synonymes ; là, les prolétaires forment la grande majorité de la population ; par de longues guerres civiles – qu'ils n'ont pas, il est vrai, menées ouvertement – ils se sont élevés à la claire conscience de leur situation de classe (...) Le suffrage universel serait donc, en Angleterre, une conquête qui contiendrait plus d'esprit socialiste que n'importe quelle autre mesure qu'on a honorée de ce nom, sur le continent. Cette conquête aurait pour conséquence inévitable la *suprématie politique de la classe ouvrière* ³. »

Après la vague révolutionnaire de 48 qui balaie l'Europe, la réaction triomphe sur tout le continent. En France, Napoléon III prend le pouvoir et impose son ordre. En 1863, deux ans avant sa mort, le vieil anarchiste Proudhon publie *Du principe fédératif* où il accepte pour la première fois l'existence d'un État d'un État que, dans les termes contemporains, on pourrait nommer minimal, d'un État où le pouvoir viendrait d'en bas, d'un État dit fédéral. Dans cet ouvrage, Proudhon semble admettre que l'ordre politique ne peut se dissoudre dans l'ordre économique, dans un marché qui serait auto-régulé par des contrats liant des entreprises autogérées. Et l'ordre politique implique autorité : « L'ordre politique repose fondamentalement sur deux principes contraires, l'Autorité et la Liberté (...) L'Autorité suppose invinciblement une Liberté qui la reconnaît ou la nie ; la Liberté à son tour, dans le sens politique du mot suppose également une Autorité qui traite avec elle, la refrène ou la tolère. Supprimez l'une des deux, l'autre n'a plus de sens : l'Autorité, sans une Liberté qui discute, résiste ou se soumet est un vain mot ; la Liberté, sans une Autorité qui lui fasse contrepoids, est un non-sens ⁴. »

¹ *Les luttes de classes en France* (1848-1850). Éd. sociales, 1970, p. 51.

² *Ibid.*, p. 147.

³ Maximilien Rubel, *Pages de Karl Marx*, T. 2, *Révolution et socialisme*. Payot 1970, p. 99.

⁴ P.-J. Proudhon, *Du principe fédératif* in *Œuvres complètes*, t. 14. Éd. Lib. Marcel Rivière, 1959, p. 271.

La fédération est un contrat politique par lequel les citoyens d'une commune, les communes d'une province, les provinces d'un État, les États sacrifient certains droits en s'obligeant réciproquement et également les uns envers les autres sur certains points particuliers. Cette autorité est alors exercée par les délégués de la fédération élus au suffrage universel ¹. Le citoyen conserve toute sa liberté et sa souveraineté, sauf pour ce qui est sacrifié dans le contrat politique. Et ce qui est délégué ne peut jamais excéder ce qui est conservé : « L'Autorité chargée de son exécution ne peut jamais l'emporter sur ses constituantes, je veux dire que les attributions fédérales ne peuvent jamais excéder en nombre et en réalité celles des autorités communales ou provinciales, de même que celles-ci ne peuvent excéder les droits et les prérogatives de l'homme et du citoyen ². » Cet État fédéral peut avoir un rôle d'initiateur ou de surveillance, mais guère plus, même au niveau des services publics : « L'État n'est pas un entrepreneur de services publics, ce qui serait l'assimiler aux industriels qui se chargent à forfait des travaux de la cité. L'État, soit qu'il édicte, soit qu'il agisse ou surveille, est le générateur et le directeur suprême du mouvement ; si parfois il met la main à la manœuvre, c'est à titre de première manifestation, pour donner l'impulsion et poser un exemple. La création opérée, l'installation ou l'inauguration faite, l'État se retire, abandonnant aux autorités locales et aux citoyens l'exécution du nouveau service ³. »

Proudhon, comme tous les anarchistes d'ailleurs, refuse que les échanges soient dominés par ce qu'il appelle la « féodalité financière et industrielle » qui réduit les masses au travail parcellaire, au salariat, au servage économique. Il désire que chaque travailleur soit, en même temps, artiste, savant et maître par le mutuellisme ou, dit dans des termes d'aujourd'hui, l'autogestion. Par le contrat social, pendant économique du contrat politique, les travailleurs s'associent au niveau de l'entreprise, d'un secteur ou d'une branche économique au lieu de subir le joug de la « féodalité financière et industrielle » ou celui de l'État : « Le but de ces fédérations particulières est de soustraire les citoyens des États contractants à l'exploitation capitaliste et *bancocratique* tant de l'intérieur que du dehors ; elles forment par leur ensemble, en opposition à la féodalité financière aujourd'hui dominante, ce que j'appellerai fédération agricole-industrielle ⁴. »

Bakounine, lui, suite à sa participation en 1849 au mouvement révolutionnaire de Dresde, est envoyé en Sibérie par le tsar. Au bout de onze ans d'emprisonnement, il réussit à s'enfuir. Quelques années plus tard, en 1864, il rencontre le vieux Proudhon à Paris. Il devient alors anarchiste et adhère à un État qui, dit-il, « s'organisera désormais non plus, comme aujourd'hui, de haut en bas et du centre à la circonférence, par

¹ Le suffrage universel au XIX^e siècle, sauf mention contraire, est réservé aux hommes. Cela est encore plus vrai pour Proudhon qui était nettement misogyne. Selon lui, la femme est inférieure à l'homme aux points de vue physique, intellectuel et moral. Elle ne le dépasse que par sa beauté et trouverait sa destinée comme épouse et mère dans le mariage monogame et indissoluble.

² *Op. cit.*, p. 319.

³ *Op. cit.*, p. 327.

⁴ *Op. cit.*, p. 357.

voie d'unité et de concentration forcées, mais en partant de l'individu libre, et de la commune autonome, de bas en haut et de la circonférence au centre, par voie de fédération libre ¹ ». La même année, il rencontre à Londres Marx dont il admire les analyses économiques (il deviendra d'ailleurs le traducteur en russe du premier livre du *Capital*, ce qui entraînera des disputes de redevances entre lui et Marx). Mais Bakounine n'adhère pas à l'*Association internationale des Travailleurs*, la *I^e Internationale*, qui est fondée la même année et que Marx marquera de sa personnalité. Il met plutôt sur pied sa propre organisation politique. Cette non adhésion s'explique peut-être par son opposition à la vision centralisatrice de l'État socialiste que Marx soutient depuis le *Manifeste* ou, encore, parce qu'il se méfie des capacités organisatrices du savant Marx. Il rejoint avec ses partisans l'A.I.T. en 1869 lorsque le prestige de celle-ci est reconnue et dépasse de loin les tentatives organisationnelles de Bakounine.

Élie Halévy explique de la façon suivante l'origine de l'A. I. T. ² En 1862, un groupe d'ouvriers français doit se rendre à l'exposition universelle de Londres sous la direction d'une délégation patronale. Les ouvriers protestent contre cette tutelle patronale. Napoléon III, qui poursuit une politique semblable à celle de Bismark (répression des organisations socialistes ; concessions faites aux ouvriers ; utilisation des oppositions entre ouvriers et bourgeois), intervient et permet l'envoi d'une délégation ouvrière autonome à Londres. Cette délégation rencontre des ouvriers anglais qui manifestent le vœu de nouvelles rencontres. L'année suivante, ils se réunissent de nouveau pour protester contre la politique russe en Pologne. Tous s'accordent alors pour élire une commission dont la tâche est de préparer pour 64 la séance inaugurale d'une association ouvrière internationale.

À l'époque, parti signifie mouvement d'idées. Ce n'est qu'avec la III^e République en France que se constitue peu à peu le parti dans le sens moderne du terme : une organisation avec des membres qui soutiennent un programme précis et dont les députés doivent défendre la ligne du parti ³. Mais même en acceptant la signification qu'a alors le parti, il faut bien reconnaître que ce mouvement d'idées, que cherchera à discipliner Marx, est large, lâche, hétéroclite et regroupera à un moment ou un autre tous ceux qui sont contre l'ordre établi : les syndicalistes anglais qui veulent une réforme électorale en Angleterre et désirent que les ouvriers du continent s'organisent au lieu de les concurrencer en acceptant des bas salaires ; les réfugiés hongrois, italiens, polonais pour qui la question nationale prédomine sur les questions sociales ; les réformistes proudhoniens ; les conspirateurs blanquistes ; les anarchistes révolutionnaires disciples de Bakounine ; les partisans de Marx ; etc.

¹ Bakounine in Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, t. 1. Petite coll. Maspero, 1980, p. 172.

² *Histoire du socialisme européen*. Idées, 1974, Gallimard, pp. 200-201.

³ Beaucoup d'interprètes attribuent aux mots utilisés par Marx des significations contemporaines et s'empêchent ainsi de le comprendre. Mais il y a plus aberrant : Roger Dangeville qui parle du parti chez Marx comme si celui-ci était léniniste ! Vg. Marx et Engels, *Le parti de classe*, 4 tomes. Petite coll. Maspero, 1973.

L'écrasement des armées de Napoléon III par celles de Bismark, qui envahissent la France et encerclent Paris, donne lieu à la Commune de Paris. Les disciples de Marx sont rares en France et jouent un rôle insignifiant durant la Commune. Bakounine, lui, se rend à Lyon en septembre 70 pour participer au soulèvement révolutionnaire, mais l'échec de la conquête de l'hôtel de ville le force à fuir. Il désespère alors du mouvement révolutionnaire : « Le peuple de France n'est plus révolutionnaire du tout. Le militarisme et le *bureaucratisme*, l'arrogance nobiliaire et le jésuitisme protestant des Prussiens, alliés tendrement au knout de mon cher souverain et maître l'empereur de toutes les Russies, vont triompher sur le continent de l'Europe, Dieu sait pendant combien de dizaines d'années. Adieu tous nos rêves d'émancipation prochaine ¹ ! » Par la suite, en 71, il cherche à faire le lien avec les insurgés parisiens, mais il ne peut intervenir. La Commune de Paris est dirigée surtout par des blanquistes et essentiellement influencée par des proudhoniens.

Marx, dans *La guerre civile en France*, analyse l'insurrection parisienne et modifie ses positions sur la transition et sur l'État socialiste. L'État est plus que le gouvernement : la conquête de celui-ci ne donne pas les clefs de celui-là. Le passage au socialisme ne se fera pas sans une lutte révolutionnaire visant la destruction de l'État bourgeois. Contrairement à ce qu'il croyait dans le Manifeste, « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte ² ». Elle doit détruire cette bureaucratie, cette armée et cette police qui se sont constituées au-dessus du peuple pour l'opprimer au service de la bourgeoisie. Dans une lettre à Kugelmann datée du 12 avril 1871, Marx affirme : « Dans le dernier chapitre de mon *18 Brumaire*, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire ³. » Or Marx n'est pas aussi clair. Tout ce qu'il dit, en 1852, dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* est ce qui suit : « Toutes les révolutions n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'État comme la principale proie du vainqueur ⁴. » Il n'affirme à aucun moment que le prolétariat doit détruire les appareils d'État bourgeois. Dans *Les luttes de classes en France* puis dans une lettre à Weidemeyer datée du 5 mars 1852, Marx utilise déjà l'expression de « dictature du prolétariat », mais sans jamais définir clairement ce qu'il entend par cette formule. Ce n'est qu'avec *La guerre civile en France* que Marx proclame la nécessité de détruire l'ensemble des appareils de l'État bourgeois et endosse ainsi la position de l'anarchiste et révolutionnaire Bakounine.

¹ Bakounine in Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, t. 1. Petite coll. Maspero, 1980, p. 152.

² *La guerre civile en France*. Éd. sociales, 1968, p. 59.

³ *Op. cit.*, p. 101.

⁴ Ed. sociales, 1969, p. 125.

Marx approuve l'organisation de la Commune où tous les délégués et fonctionnaires sont élus et révocables en tout temps et où l'armée et la police sont remplacées par le peuple en armes. Marx décrit ainsi le nouvel état : « Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes [...] Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris ; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs ¹. » Cet État socialiste auquel adhère le nouveau Marx a beaucoup plus à voir avec l'État fédératif de Proudhon et de Bakounine qu'avec l'État ultra centralisé qu'il défendait dans le *Manifeste*.

De plus, ce n'est pas l'État ouvrier qui doit organiser la production, mais les producteurs eux-mêmes. Si on enlève l'idée du plan commun et la référence au communisme, on croirait lire Proudhon ou Bakounine : « Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie ; si elle doit évincer le système capitaliste ; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sur son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ² » Lorsque Engels, dans son introduction de 1891, affirme que « la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme ³ », il veut sans doute, tout en critiquant le réformisme de Proudhon condamné par la violence de la Commune, cacher l'évident ralliement de Marx à la conception de l'État fédératif de Proudhon et de Bakounine.

Mais si la Commune est étendue à l'échelle de la France, comment peut-on parler d'État socialiste dans un pays où la petite paysannerie agricole est majoritaire ? Marx ne répond pas à cette question : il ne la pose même pas. (Chez Bakounine, où la lutte oppose les opprimés et les oppresseurs, où il n'y a pas véritablement analyse de classes, la question n'a évidemment pas de sens.)

Cet alignement de Marx sur les positions de Bakounine aurait dû en principe assurer une plus grande harmonie au sein de l'Association internationale des Travailleurs. Il n'en fut rien. Pourquoi ? Les classes dominantes européennes, effrayées par la Commune, réagissent par la répression de tout ce qui conteste. L'A. I. T., pour sa part, est soumise à des tensions centrifuges. Les ouvriers anglais, apeurés eux aussi par la Commune, se distancent de l'A. I. T. Beaucoup de révolutionnaires reprochent aussi aux socialistes allemands leur tiédeur internationaliste. Or Marx tirait surtout ses

¹ *La guerre civile en France.* Éd. sociales, 1968, p. 64.

² *Op. cit.*, p. 68.

³ *Op. cit.*, p. 22.

appuis des syndicalistes anglais et des socialistes allemands. D'autre part, le prestige des blanquistes, qui avaient joué un rôle dirigeant dans la Commune, et des bakouninistes, dont la conception de l'État fédératif avait inspiré la Commune, augmente. Marx réagit à cette perte d'influence par la centralisation de l'Internationale, puis par l'expulsion de Bakounine et le transfert du siège de l'A.I.T. à New York, ce qui est une façon détournée de l'enterrer. (L'A.I.T. survécut, mais comme internationale anarchiste, bakouniniste, du moins jusqu'en 1877.) Un an après cette décision, Engels écrit à Bebel : « Si nous avions voulu nous montrer conciliants à La Haye, si nous avions cherché à dissimuler la scission... les sectaires, c'est-à-dire les bakouninistes, auraient eu une année de plus pour commettre au nom de l'Internationale des bêtises et des infamies encore beaucoup plus grandes ¹. »

Évidemment Bakounine attaquera violemment Marx, en amalgamant les positions du *Manifeste* avec celles de Lassalle qui, même après sa mort, continue d'influencer les socialistes allemands : « Par gouvernement populaire les marxien entendent le gouvernement du peuple au moyen d'un petit nombre de représentants élus par le peuple au suffrage universel (...). Mais cette minorité, disent les marxien, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants ou des représentants du peuple, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'État ; ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner (...). Les termes socialiste scientifique, socialisme scientifique, qui reviennent sans cesse dans les écrits des lassallien et des marxien, prouvent par eux-mêmes que le pseudo-État populaire ne sera rien d'autre que le gouvernement despotique des masses prolétaires par une nouvelle et très restreinte aristocratie de vrais ou de prétendus savants (...) Ils prendront en main les rênes du gouvernement, parce que le peuple a besoin d'une bonne tutelle ; ils créeront une banque d'État unique qui concentrera entre ses mains la totalité du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et même de la production scientifique, tandis que la masse du peuple sera divisée en deux armées : l'armée industrielle et l'armée agricole, sous le commandement direct des ingénieurs de l'État qui formeront une nouvelle caste politico-savante privilégiée ². »

Lorsque le parti fondé par Lassalle se fusionne avec le parti social-démocrate de Bebel et Liebknecht, Marx, soumis aux attaques de Bakounine, cherchera à se démarquer du programme de Gotha trop influencé à sa guise par les positions des lassallien.

¹ Cité par Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*. Idées, Gallimard, 1974, p. 217.

² In Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, t. 2. Petite coll. Maspero, 1980, pp. 13 et 15.

b) La II^e Internationale ou la république marxiste

[Retour à la table des matières](#)

En 1889, un siècle après la révolution française, six ans après la mort de Marx, lors d'une exposition universelle comme celle d'où avait surgi le projet de la I^{re} Internationale, se tient à Paris deux congrès internationaux socialistes, dont l'un marxiste. Or depuis le début des années 80, l'influence bakouniniste s'est dissipée, la théorie marxiste s'est répandue dans l'ensemble du mouvement ouvrier et des partis ouvriers marxistes se sont constitués dans la plupart des pays capitalistes. Aussi le congrès marxiste, de par la représentativité et la qualité de ses délégations, éclipse son rival, fonde la II^e Internationale, fait du 1^{er} mai journée chômée en l'honneur de la manifestation durement réprimée des ouvriers américains à la place de Haymarket à Chicago en 1887. Alors que la I^{re} Internationale, enterrée par Marx à La Haye en 1872, avait constitué des sections nationales à partir du centre, du conseil général, la II^e Internationale est une fédération de partis nationaux déjà constitués ¹.

Le parti social-démocrate allemand, fondé à Gotha en 1875 par la fusion du parti des lassalliens avec le parti marxiste de Bebel et Liebknecht, devient le parti le plus important et le plus influent de la II^e Internationale. Durant 12 ans, de 1878 à 1890, le parti, les syndicats et les journaux socialistes sont interdits en Allemagne par Bismark. À cette politique de répression des organisations ouvrières est liée une politique de concessions aux ouvriers : les lois sur l'assurance-maladie, l'assurance-accident et l'assurance-vieillesse-invalidité ne seront imitées en France ou en Angleterre qu'avec beaucoup de retard.

Karl Kautsky est le directeur de la revue théorique du parti, *Die Neue Zeit*. Engels lui confie les manuscrits de Marx sur la plus-value pour qu'il les structure en vue de la publication du tome 4 du *Capital*. Kautsky devient l'intellectuel dominant du parti social-démocrate allemand et de la II^e Internationale. Tant que le parti socialiste allemand est interdit, Kautsky insiste sur la nécessité de la violence révolutionnaire pour passer au socialisme : « Nous *désirerions*, aujourd'hui encore, si jamais cela était possible, réaliser la révolution sociale par *la voie pacifique* (...). Mais, si nous continuons encore aujourd'hui à nourrir cet espoir, nous cessons cependant d'insister sur ce point car chacun de nous sait bien *qu'il n'est qu'une utopie*. Les plus

¹ Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*. Idées, Gallimard, 1974, p. 269.

clairvoyants de nos camarades n'ont jamais cru en la possibilité d'une révolution pacifique ; ils ont appris de l'histoire que la violence est l'accoucheuse de toute vieille société grosse d'une société nouvelle ¹. » Mais la politique bismarkienne du bâton et de la carotte, de répressions et de concessions, n'empêche pas la progression du parti social-démocrate qui a le droit, durant les périodes électorales, de tenir des réunions et de présenter des candidats. Aussi, en 1890, Bismark demande à Guillaume II la suppression du scrutin secret et les moyens requis pour écraser tout soulèvement contre cette mesure : ce qui lui est refusé. La loi d'exception n'est pas renouvelée et les organisations socialistes peuvent se développer au grand jour. À partir de ce moment, Kautsky défendra la possibilité d'un passage pacifique au socialisme.

Mais ce passage pacifique n'implique pas l'absence de grandes luttes sociales et politiques de masse. Au contraire, celles-ci sont essentielles pour conquérir la majorité des consciences, pour acquérir la majorité parlementaire. Ainsi Kautsky prend-il ses distances par rapport à la Commune de Paris et aux enseignements que Marx en tire pour en revenir aux positions du *Manifeste*. Il ne faut pas détruire l'État bourgeois, mais le transformer et l'utiliser pour la construction du socialisme ; l'insurrection armée est évitable, il s'agit d'obtenir la majorité au suffrage universel ; le parlement est le centre d'action politique auquel doivent être subordonnées toutes formes de démocratie directe ; le régime parlementaire peut être l'instrument de la dictature du prolétariat comme il est celui de la bourgeoisie. La lutte pour le socialisme continue d'être une lutte pour une plus grande démocratie – cela demeure une constance de la I^{re} comme de la II^e Internationale –, mais le modèle n'est plus la brève et bakouniniste Commune de Paris, mais la République parlementaire.

Kautsky justifie la possibilité d'une révolution pacifique par la progression constante des syndicats et du parti socialistes allemands et par la faiblesse de la bourgeoisie qui a été contrainte de légaliser les organisations et journaux socialistes. Il peut d'autre part s'appuyer sur l'autorité incontestée d'Engels qui lui écrit en 1891, commentant le programme adopté par le congrès d'Erfurt : « Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique ². » En 1895, dans son introduction à *Les luttes de classes en France*, Engels sera encore plus précis : « Dès aujourd'hui, nous pouvons compter sur deux millions et quart d'électeurs. Si cela continue ainsi, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive dans le pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres grandes puissances, qu'elles le veuillent ou non. Maintenir sans cesse cet accroissement, jusqu'à ce que de lui-même il devienne plus fort que le système gouvernemental au pouvoir (ne pas user dans des combats d'avant-garde ce « groupe de choc » qui se renforce journallement, mais le garder intact jusqu'au jour décisif),

¹ Cité par Massimo L. Salvadori, « La conception du processus révolutionnaire chez Karl Kautsky de 1891 à 1922 » in *Histoire du marxisme contemporain*, t. 1, coll. 10/18, Christian Bourgois, 1976, p. 81.

² Marx et Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*. Ed. sociales, 1966, p. 103.

telle est notre tâche principale. Or, il n'y a qu'un moyen qui pourrait contenir momentanément le grossissement continu des forces combattantes socialistes en Allemagne et même le faire régresser quelque temps, c'est une collision de grande envergure avec les troupes, une saignée comme en 1871 à Paris (...) L'ironie de l'histoire mondiale met tout sans dessus dessous. Nous, les « révolutionnaires », les « chambardeurs », nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement ¹. »

La lutte théorique qui opposera Kautsky à Bernstein ne porte donc pas sur le rôle du parlement dans la révolution : les partis socialistes de la II^e Internationale défendent tous les idéaux de 48, ceux du *Manifeste*, celui d'une république socialiste. Édouard Bernstein n'est pas le dernier venu. Dès 1881, Bebel puis Marx et Engels le jugent digne d'occuper le poste de rédacteur en chef du journal clandestin du parti social-démocrate allemand. En 1888, expulsé de Suisse, il se réfugie en Angleterre où il demeure jusqu'en 1891. Durant ce séjour, il entre en contact avec les fabiens qu'il fréquente régulièrement et qui l'amènent peu à peu à remarquer les progrès économiques, sociaux et politiques que vivent les masses populaires anglaises. Les théories relatives à l'effondrement économique inévitable du capitalisme, dont on retrouve les sources dans des passages de Marx et qui sont partagées par la plupart des sociaux-démocrates dont Rosa Luxemburg, semblent être contredites par la prospérité économique croissante. La réalité semble démentir la théorie marxiste et Bernstein, éloigné de ses camarades militants et après la mort de Engels, trouve le courage nécessaire pour questionner l'ensemble du marxisme, pour le réviser : « Au début était le Verbe, et le Verbe était auprès de Dieu, et le Verbe était Dieu. C'est ainsi qu'une théorie, née de la pratique du mouvement ouvrier et de l'évolution intellectuelle qui lui est liée, se trouve présentée comme une Révélation divine, parfaite dès le premier jour – qui a toujours été, qui est, et qui sera, comme au commencement de toutes choses. Si c'est de cette façon qu'on présente le marxisme pour en faire le dernier mot de toute sagesse, on nuit plus au souvenir de Marx qu'on ne lui rend service. Car la connaissance est alors forcée, pour faire des progrès, de polémiquer contre Marx pour mieux conserver son esprit ². »

Bernstein, en 1899, dans *Les présupposés du socialisme*, amorce sa critique en attaquant l'influence hégélienne chez Marx. Le schéma de la dialectique hégélienne a conduit Marx à une vision déterministe et simpliste de l'histoire où tout, en définitive, dépend du facteur économique. Or, la réalité historique est le fruit d'une multitude de forces hétérogènes dont fait aussi partie la liberté des hommes et des femmes. L'hégélianisme explique aussi le « blanquisme » à l'œuvre dans certains textes de Marx : la nécessité abstraite du moment de la négation conduit parfois Marx à privilégier le saut qualitatif, la totale rupture, la destruction, la révolution à une possible évolution. Bernstein rejette aussi le concept de valeur qu'il juge inutile parce que non

¹ Introduction à *Les luttes de classes en France* (1848-1850) de Karl Marx. Éd. sociales, 1970, pp. 33 et 34.

² Cité par Vernon L. Lidtke, « Édouard Bernstein et les prémisses théoriques du socialisme », *Histoire du marxisme contemporain*, t. 1, coll. 10 / 18, Christian Bourgois, p. 350.

mesurable : la quantité de travail socialement utile incorporée dans la marchandise ne peut être calculée. Le concept de plus-value comme mesure de l'exploitation est aussi source de confusions : dans aucune société, les salaires peuvent correspondre à la valeur totale des produits. Il rejette aussi la théorie de la paupérisation absolue : il est faux d'affirmer que la bourgeoisie devient de plus en plus riche tandis que la classe ouvrière en est réduite à un état de pauvreté inchangé. Tous, y compris la classe ouvrière, ont vu leur niveau de vie croître. La théorie d'une polarisation et d'une dichotomie croissantes entre bourgeoisie et prolétariat s'avère également erronée : une classe moyenne grandissante, non prévue par Marx, s'est développée au sein du capitalisme.

À la classe moyenne traditionnellement définie par la petite propriété et l'artisanat s'ajoutent les techniciens et les employés qui s'y identifient. Bernstein reconnaît que la concentration du capital entraîne l'augmentation des grandes entreprises. Mais l'actionnariat multiplie le nombre de petits propriétaires et la concentration industrielle va de pair avec le pullulement de petites et moyennes entreprises dans l'industrie, le commerce et l'agriculture : « Tout se passe, dit Bernstein, comme si la grande entreprise n'absorbait pas continuellement les petites et moyennes entreprises, mais comme si celles-ci se développaient parallèlement ¹. » Bernstein admet la possibilité de crises chroniques du capitalisme. Il affirme cependant que les nouveaux instruments de crédit, le développement de monopoles et l'extension des moyens de communication permettent un contrôle du marché qui rend improbable l'espérance marxiste d'un effondrement économique suivi de la révolution. Le socialisme ne viendra pas de la révolution, mais de réformes progressives : il faut donc « faire jouer la force organisée des masses, comme instrument d'une démocratisation croissante de l'État et du système social, dans le cadre d'une alliance constante avec les secteurs les plus avancés de la bourgeoisie libérale ² ».

La révision de Bernstein s'attaque aux fondements de la pensée de Marx. Il est alors violemment critiqué par les fidèles de celui-ci, dont Georges Plekhanov et Rosa Luxemburg. Kautsky, ami intime de Bernstein, désormais l'intellectuel « orthodoxe » de la II^e Internationale, répond lui aussi systématiquement et fermement, quoique avec respect, au révisionnisme de son ami. Pour Kautsky, la théorie de l'effondrement catastrophique du capitalisme n'est qu'une conception vulgaire du marxisme. Marx aurait cependant soutenu avec raison que le développement du capitalisme entraînait la concentration du pouvoir économique, ce que démontre la formation des monopoles et des cartels. Mais il n'aurait pas défendu la théorie de la paupérisation absolue. Le niveau de vie de la classe ouvrière croît mais moins rapidement que le pouvoir économique de la bourgeoisie : la croissance de celui-là est donc non seulement compatible avec la progression du taux d'exploitation de la classe ouvrière, mais rend compte de l'appauvrissement relatif du prolétariat face à l'enrichissement de

¹ Édouard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*. Seuil, 1974, p. 94.

² Massimo L. Salvadori, « La conception du processus révolutionnaire chez Karl Kautsky de 1891 à 1922 », *Histoire du marxisme contemporain*, t. 1, coll. 10/18, Christian Bourgois, 1976, p. 104.

la bourgeoisie. En réaction aux critiques de son ami, Kautsky soutient ainsi ce qui deviendra la théorie de la paupérisation relative, en distinguant la misère physique, qui aurait diminué avec la satisfaction grandissante des besoins physiologiques des travailleurs, de la *misère sociale* qui, elle, croîtrait : « S'il faut au prolétariat un temps si long pour s'arracher à la misère physique, il en résulte une aggravation constante de la misère sociale, car la productivité du travail croît avec une rapidité inouïe. Ce qui signifie que la classe ouvrière est dans des proportions de plus en plus fortes, exclue des progrès, qui sont son œuvre, et que les conditions de vie s'améliorent plus rapidement pour la bourgeoisie que pour le prolétariat, si bien que le fossé se creuse entre les deux classes ¹. » Enfin, pour Kautsky, la classe moyenne, en plus de n'avoir aucune autonomie politique entre le prolétariat et la bourgeoisie, ne progresse pas numériquement : l'issue historique dépend toujours de la lutte de classes entre les deux protagonistes fondamentaux identifiés par Marx. Il faut donc selon Kautsky maintenir l'autonomie idéologique et organisationnelle du parti social-démocrate et continuer de soutenir la nécessité de la révolution, c'est-à-dire d'une rupture radicale. L'incompatibilité des intérêts entre bourgeoisie et prolétariat rend toujours nécessaire cette rupture qui serait instaurée par la conquête d'une majorité parlementaire.

Le programme d'Erfurt, adopté en 1891 par le parti social-démocrate allemand, était le fruit du travail intellectuel de Bernstein et Kautsky. Ce programme était constitué d'une partie théorique et d'une partie pratique. « Le programme pronostiquait, l'inéluctable concentration du capital et le déclin de la petite entreprise, débouchant sur l'exacerbation des antagonismes de classe. Il y était question de l'exploitation du prolétariat, des crises et de l'opposition croissante entre la propriété privée des moyens de production et une utilisation adéquate des techniques existantes. Il parlait de la nécessité de lutter pour des réformes en attendant une révolution future qui amènerait la socialisation de la propriété et soumettrait tous les processus de production aux besoins sociaux ; il se fondait également sur la communauté d'intérêts du prolétariat à l'échelle mondiale. Les revendications pratiques de la seconde partie du programme s'articulaient autour des points suivants : suffrage universel direct et secret, et scrutin proportionnel ; remplacement de l'armée permanente par une milice populaire ; liberté d'expression, de rassemblement et de réunion ; égalité juridique de la femme ; laïcité scolaire et affirmation du caractère privé de la religion ; scolarité obligatoire et gratuite pour tous ; gratuité de la justice ; élection des juges par la population ; abolition de la peine de mort ; gratuité des soins médicaux ; progressivité de l'impôt ; journée de travail de huit heures ; interdiction du travail des enfants de moins de quatorze ans, réglementation des conditions de travail ². » Pour Bernstein, la politique effective du parti s'exprime dans la partie pratique du programme. Reprenant la formule de Schiller, il faut, dit-il, que le parti « ait le courage de paraître ce qu'il est », un parti réformiste, et qu'il relègue au musée des idées, à la bibliothèque,

¹ Karl Kautsky, *Le marxisme et son critique Bernstein*. Paris, Stock, 1900, p. 224.

² Leszek Kolakowski, *Histoire du marxisme*, t. 2, *L'âge d'or de Kautsky à Lénine*. Fayard, 1987, pp. 18-19.

sa phraséologie révolutionnaire. Le « but final du socialisme n'est rien » : le mouvement pour les réformes est tout.

Ces débats disparaissent de l'avant-scène politique lorsque éclate la révolution russe de 1905. Près de 35 ans après la Commune, ce mouvement révolutionnaire prolétarien devient le nouveau point de référence des marxistes. Kautsky, évidemment, analyse ce nouveau phénomène révolutionnaire et il semble même alors accepter que la révolution en Allemagne pourrait se réaliser, comme en Russie, par une action insurrectionnelle et armée. Mais, en Allemagne, il faut attendre le moment approprié si on ne veut pas provoquer la réaction brutale de la bourgeoisie. Cet attentisme, qui sera si vertement critiqué par Luxemburg est défini dès les grèves de masse italiennes qui précèdent celles qui secouent la Russie en 1905.

Les puissants syndicats allemands, eux, refusent totalement de s'inspirer du mouvement révolutionnaire russe : il faut par un patient travail quotidien renforcer l'organisation syndicale et son pouvoir de négociation, et non pas la risquer dans une action aventureuse. Le parti social-démocrate condamne cette « neutralité » syndicale dans la lutte politique du prolétariat et adopte la proposition de son dirigeant Bebel qui est conforme à la politique kautskyiste : la grève politique de masse constitue « un moyen de lutte qui, dans certaines conditions précises, doit être utilisé ¹ ».

Suite à la révolution russe de 1905, Kautsky se permet même de critiquer Engels qui jugeait périmées les luttes de rues et de barricades dans sa célèbre préface au livre de Marx, *Les luttes de classe en France*. L'insurrection armée, dit Kautsky, peut jouer un rôle décisif, même en Europe, si la population appuie énergiquement les révolutionnaires, si ceux-ci réussissent à miner et à démoraliser l'armée, si les classes dominantes ont été préalablement affaiblies. Il faut cependant attendre le moment approprié, car si l'Allemagne ressemble à la Russie par le caractère bureaucratico-militaire de sa superstructure politique, elle s'en distingue par une classe bourgeoise économiquement forte et dynamique ayant à sa disposition un appareil militaire en excellente condition.

La révolution russe, selon Kautsky, n'était ni bourgeoise (la bourgeoisie n'y avait joué aucun rôle dirigeant) ni socialiste (les rapports de production y étaient trop arriérés, l'économie trop peu développée, la classe ouvrière trop faible numériquement). La révolution russe, dirigée par le prolétariat avec l'appui de la paysannerie, est une « démocratie révolutionnaire » dont le rôle est d'affaiblir la réaction internationale, de favoriser ainsi la victoire du socialisme en Europe, notamment en Allemagne. Le socialisme européen victorieux viendrait à son tour aider le prolétariat russe à effectuer son passage au socialisme.

Il est frappant de constater comment les analyses de Kautsky et celles de Lénine convergent sur la nature de la révolution russe de 1905 et sur son rôle international.

¹ Massimo L. Salvadori, *op. cit.*, p. 123.

En 1905, Lénine n'envisage ni le passage au socialisme ni ne voit les soviets comme base d'un futur État prolétarien. Comme l'ensemble des révolutionnaires russes, bolcheviques ou menchéviques, il est d'abord méfiant face aux soviets. Ces organisations ouvrières, mises sur pied par le tsar dans un but uniquement consultatif auprès du patronat, deviennent le centre d'organisation des mouvements de grève et se substituent ainsi aux faibles et clandestins syndicats et partis ¹. Cependant, très rapidement, il reconnaît et accepte le rôle des soviets comme organisateur du mouvement de grève économique et politique. Organe de l'insurrection, les soviets, dit-il, doivent devenir l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire provisoire dont la tâche est de convoquer une assemblée constituante nationale qui jettera les bases de la future république.

En 1905, la révolutionnaire et spontanéiste Luxemburg s'oppose à l'attentiste Kautsky et à l'autoritaire dirigeant Lénine, l'auteur du *Que faire ?* C'est entre celle-la et ceux-ci, et non entre Kautsky et Lénine, que s'inscrivent alors les divergences fondamentales.

À l'instar de Lénine, Luxemburg montre que dans les grèves de masse les luttes économiques et les luttes politiques s'engendrent mutuellement et spontanément. La grève de masse, telle que développée en Russie en 1905, devient ainsi le mode d'action révolutionnaire du prolétariat. La conscience révolutionnaire est donc le fruit de la pratique révolutionnaire du prolétariat : elle ne provient pas de l'extérieur, des partis, comme l'atteste l'extrême faiblesse des partis révolutionnaires russes durant la révolution de 1905. Le parti, chez Luxemburg, joue un rôle pédagogique d'agitateur et de propagandiste, il montre le but et éclaire les masses, mais il ne les organise pas et ne les dirige pas comme chez Kautsky et, encore plus, chez Lénine.

Lénine, avant 1905, avant même le *Que faire ?*, distingue révolution, fruit d'un mouvement spontané des masses, d'insurrection, qui doit être organisée par le parti tandis que Luxemburg ne sépare pas mouvement révolutionnaire de mouvement insurrectionnel ². Dans son livre sur les acquis de la révolution russe de 1905, Rosa Luxemburg pense, à travers l'expérience russe, au pays qu'elle a adopté et dans lequel elle milite : l'Allemagne. Or, pour Luxemburg, le parti social-démocrate allemand tout comme le syndicat veut avant tout assurer sa propre survivance. Il a le regard tourné vers son propre passé, recherche la solution dans le parlementarisme au lieu de préconiser résolument la grève de masse. Centralisés l'un et l'autre, ils sont tous deux devenus opportunistes, même si le parti masque son réformisme sous la phraséologie vaguement révolutionnaire et résolument attentiste de Kautsky. Le parti peut donc s'opposer à la spontanéité révolutionnaire des masses qui, elles, sont créatrices, comme la démontré le prolétariat russe en créant ses deux nouvelles réalités historiques, les soviets révolutionnaires et la grève de masse.

¹ Oskar Answeiler, *Les Soviets en Russie (1905-1921)*. Gallimard, 1972, 348 p.

² Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*. Œuvres 1, petite coll. Maspero, 1976, pp. 91-174. En ce qui concerne Lénine, je renvoie à mes deux ouvrages : *Sur Lénine*, éd. Parti pris, 1972, 300 p. et *Marxisme et pays socialistes*, VLB éd., 1979, 177 p.

En 1907, la réaction triomphe non seulement en Russie mais sur l'ensemble du continent. Le parti social-démocrate allemand, dont les positions s'étaient radicalisées, se voit violemment attaqué par les nationalistes pour ne pas avoir soutenu la patrie face aux révoltes des colonisés marocains : il subit, pour la première fois depuis sa légalisation, une chute importante dans le pourcentage de ses voix et dans le nombre de ses sièges. Peu après ces élections, lors d'un débat au Reichstag sur le budget militaire, Noske affirme solennellement que la social-démocratie défendra la patrie en cas d'attaque par un pays étranger. Cette position nationaliste, qui va à l'encontre de la tradition internationaliste du mouvement socialiste, suscite un scandale, mais devient la position officielle du parti. Au congrès d'août 1907 de la II^e Internationale, Bebel s'opposera donc au mot d'ordre de grève générale en cas de guerre.

Kautsky maintient les positions qu'il avait déjà défendues et refuse d'entériner la nouvelle tendance nationaliste du parti. La distinction entre guerre offensive et guerre défensive est sans fondement : il faut au contraire juger la nature d'une guerre à la lumière des intérêts internationaux du prolétariat. Cependant, il s'oppose à toute grève « militaire » et, encore plus – ce qui sera la position de Lénine et de Luxemburg – à toute volonté de transformer une guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. En cas de guerre, il faut critiquer le chauvinisme, maintenir, tant au niveau national qu'international, l'organisation sociale-démocrate, attendre l'après-guerre où la social-démocratie pourra se redéployer. L'Internationale, dira Kautsky, est un instrument de paix, inefficace en temps de guerre. La caustique Rosa Luxemburg traduira ainsi le mot d'ordre kautskyiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous en période de paix, et égorgez-vous en temps de guerre ¹. »

Mais nous ne sommes pas encore à la guerre et, en 1912, le parti social-démocrate, mettant en sourdine la propagande contre le danger de guerre, remporte une grande victoire électorale et devient le principal parti au Reichstag. Kautsky, évidemment, se réjouit de cette victoire. Il a depuis un certain temps oublié son flirt avec la révolution russe de 1905 : l'accent est dorénavant mis sur la voie parlementaire.

La députation sociale-démocrate demeure cependant isolée au Reichstag. En vue de contrer cet isolement, Kautsky se rapproche alors prudemment de certaines des thèses de Bernstein sans s'y référer. Le développement capitaliste a engendré une classe moyenne coincée entre la bourgeoisie et le prolétariat : il faut donc utiliser les contradictions entre la bourgeoisie et cette classe moyenne, les contradictions entre partis bourgeois pour lutter contre la réaction.

Kautsky révisé aussi ses thèses sur la paix qui, dans un monde dominé par le capitalisme, n'est plus une utopie. Le capital est divisé en deux secteurs. Le capital

¹ Massimo L. Salvadori, *op. cit.*, p. 163.

financier, tirant ses profits de l'exportation des capitaux, représente la force réactionnaire, militariste et chauvine : le capital financier est impérialiste. Le capital industriel, intéressé au libre-échange, est au contraire favorable à une entente internationale. Dans cette perspective, il est envisageable que les grands monopoles industriels se forment en cartel et fondent une entente internationale, un ultra-impérialisme. Il faut donc que le parti social-démocrate appuie cette tendance libre-échangiste et pacifiste du capitalisme industriel contre l'impérialisme militaire du capital financier. (Lénine répondra à Kautsky dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.*)

Mais la guerre éclate en 1914. Sauf le parti socialiste italien et les petits partis menchevique et bolchevique de Russie, l'ensemble des partis de la II^e Internationale appuient leur propre bourgeoisie dans cette guerre. Le parti social-démocrate allemand expulsera tous ceux qui critiquent le mot d'ordre de défense de la patrie, dont Kautsky et Bernstein qui ne voulaient pas renoncer aux idéaux internationalistes du mouvement socialiste. Cette guerre, avec ses millions de morts, enterre non seulement la II^e Internationale mais le XIX^e siècle : avec elle s'ouvre le XX^e siècle.

c) Comment Lénine dépasse les prévisions de Bakounine

[Retour à la table des matières](#)

Le parti chez Marx, on l'a vu, représentait essentiellement un mouvement d'idées qui, dans la I^e Internationale, regroupait tant des syndicalistes que des politiques partageant d'ailleurs des vues fort divergentes sur les tâches à réaliser, les objectifs à poursuivre. Au contraire, les partis de la II^e Internationale sont de véritables organisations qui défendent un programme avec un *membership* déterminé, structuré et hiérarchisé. Ces partis sont généralement reliés à des syndicats – soit qu'ils les ont fondés comme en Allemagne, soit que ceux-ci aient engendré le parti comme en Angleterre – mais dans tous les cas le parti et les syndicats sont deux organisations distinctes.

Face aux positions révisionnistes de son ami Bernstein et aux tendances réformistes des syndicats, Kautsky sent le besoin de réfléchir sur le rôle de la théorie et sur celui du parti dans la révolution, réflexions auxquelles se référera Lénine dans son célèbre *Que faire ?* Les syndicats allemands, de plus en plus puissants, prônent la neutralité politique afin de mieux assurer l'expansion de leur organisation et leur

capacité de négociation. Kautsky critique cette tendance corporatiste qui privilégie les intérêts professionnels sur les intérêts de classe, les particularismes d'usine et de régions sur les intérêts généraux : il préconise la subordination de la lutte syndicale à la stratégie politique du parti. Il insiste sur le rôle de la théorie marxiste, nécessairement développée par des intellectuels, qui doit être introduite de l'extérieur dans la lutte de classe du prolétariat pour que celle-ci devienne révolutionnaire. Enfin Kautsky souligne la nécessité de la discipline dans le parti : les révisionnistes, minoritaires, doivent se soumettre à la décision de la majorité : « Bien sûr, la diversité des opinions, tout comme les discussions, étaient essentielles à la vie de la social-démocratie, mais à la condition que soit préservée l'unité nécessaire dans la lutte commune contre l'ennemi ¹. »

Lénine reprend ces trois thèses de Kautsky en les systématisant. Il relie mouvement syndical à révisionniste, ce que n'avait pas fait Kautsky : le mouvement ouvrier par lui-même, spontanément, ne peut déboucher que sur une conscience « trade-unioniste », une politique « trade-unioniste », c'est-à-dire une politique de négociations et de compromis avec la bourgeoisie. De plus, dit Lénine, s'il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire et si celle-ci est nécessairement élaborée par des intellectuels, il incombe à ceux-ci, aux révolutionnaires professionnels, de diriger ce mouvement et son avant-garde, le parti. Kautsky, au contraire, jugeait que, même si les intellectuels élaborent la science et la diffusent, ils ne peuvent se substituer à la direction ouvrière : « Ce dont le prolétariat a besoin chez les universitaires, c'est de la connaissance de son but ; par contre il n'a pas besoin d'eux pour la direction de son mouvement de classe ². » (Cependant, après 1905, Lénine cessera définitivement d'identifier le parti aux révolutionnaires professionnels : les intellectuels, de par leur mode de vie et de travail, sont portés vers l'individualisme, l'indiscipline, l'anarchie, tandis que les ouvriers auraient appris les bienfaits de la discipline dans l'usine capitaliste : il faut donc encadrer ceux-là par ceux-ci.) Enfin, la discipline et l'unité du parti sont repensées par Lénine sous le mode du fonctionnement de l'armée : le parti doit être extrêmement centralisé et fonctionner de haut en bas. Cette conception ultra-centralisatrice du parti, dont Lénine s'éloignera durant quelque temps avant d'y revenir définitivement, est critiquée par la plupart des disciples de Marx de l'époque, dont Trotsky : « Dans la politique intérieure du parti ces méthodes mènent l'organisation du parti à se *substituer* au parti, le Comité central à se substituer à l'organisation du parti, et finalement un *dictateur* se substitue au Comité central ³. » Malheureusement Trotsky, en adhérant au bolchevisme lors de la révolution d'Octobre, oubliera cette si juste critique qu'il avait proférée en 1904.

C'est seulement à l'occasion de la I^e grande guerre que Lénine se démarque radicalement de la II^e Internationale et de son principal théoricien, Kautsky. Lénine, comme Kautsky, critique les sociaux-démocrates qui appuient leur propre bourgeoisie

¹ Massimo L. Salvadori, *op. cit.*, p. 115.

² *Ibid.*, p. 114.

³ *Nos tâches politiques in Que faire ?* de Lénine. Seuil, 1966, p. 295.

dans la guerre au nom du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », de la « défense de la patrie », de la « légitime défense » : on ne doit jauger les guerres qu'à l'aune des intérêts internationaux du prolétariat. Cependant Kautsky, peu avant le déclenchement de la guerre, avait distingué capital financier de capital industriel et affirmé que ce dernier avait des intérêts à la paix. Lénine, notamment dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, condamne cette position. Le capital industriel et le capital bancaire ont, dit-il, fusionné pour engendrer de grands monopoles financiers qui se développent, entre autres, par l'exportation de capitaux. Ces monopoles ont produit des cartels internationaux qui se sont partagés l'ensemble du territoire du globe. Il n'y a plus de possibilité de créer de nouvelles colonies : les cartels en lutte les uns contre les autres pour l'exportation de capitaux ne peuvent obtenir de nouveaux territoires protégés que par la conquête militaire. Sur la base économique de l'inégal développement de ces cartels en lutte, « Les guerres impérialistes, dit Lénine, sont absolument inévitables ¹. »

Mais l'impérialisme entraîne aussi la division de la classe ouvrière pensée jusque-là, par Marx et ses successeurs, dans son unité. En surexploitant les colonies et les semi-colonies, un petit groupe d'États capitalistes peut utiliser ce sur-profit pour s'acheter l'appui de la couche supérieure de la classe ouvrière : « Le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (...) d'États particulièrement riches et puissants qui pillent le monde entier (...) On conçoit que ce gigantesque *sur-profit* (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de « leur » pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière ². » Cette couche ouvrière devient petite-bourgeoise par son salaire, son mode de vie, sa conception du monde. Profitant du pillage des nations dominées, elle soutient les positions nationalistes de sa bourgeoisie ; voyant son niveau de vie croître, elle défend le réformisme. Elle constitue la base sociale du réformisme et du nationalisme bourgeois qu'elle cherche à propager dans l'ensemble de la classe ouvrière. Mais qu'est-ce que cette aristocratie ouvrière précisément ? Lénine cite Schulze-Gaevernitz qui l'identifie à la « masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et des nombreuses sectes religieuses ³ », mais il n'utilise jamais lui-même cette définition. Il se contente d'employer des descriptions vagues et répète quelle ne constitue qu'une *minorité* de la classe ouvrière. Sa force ne proviendrait que de son alliance objective avec la bourgeoisie. Lénine insiste dès lors sur la nécessité de séparer politiquement la grande masse des ouvriers de l'aristocratie ouvrière : il fonde déjà la nécessité d'une III^e Internationale indépendante, autonome, révolutionnaire ⁴.

Ce que le prolétariat perd en force par sa division, il le regagne en se liant aux luttes anti-impérialistes des colonies et semi-colonies. Aujourd'hui, avec le

¹ *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Œuvres, t. 22. Éd. Sociales, 1960, p. 206.

² *Op. cit.*, p. 210.

³ *Op. cit.*, p. 304.

⁴ *Le socialisme et la guerre*. Œuvres, t. 21. Éd. Sociales, 1960, p. 342.

déclenchement de la première grande guerre, on est, dit Lénine, contre les bourgeoisies impérialistes et les aristocraties ouvrières, « et pour l'utilisation au profit de la révolution socialiste de tous les mouvements nationaux dirigés contre l'impérialisme ¹ ». Lénine introduit donc deux modifications radicales à l'idéologie révolutionnaire qui s'était développée dans le mouvement ouvrier depuis Marx : la classe ouvrière unitaire dans sa potentialité révolutionnaire n'existe plus ; le nationalisme anti-impérialiste des nations dominées devient révolutionnaire. Le XX^e siècle se sépare ici du XIX^e siècle.

D'autres éléments importants de la tradition révolutionnaire seront révisés par Lénine. En février 1917, la révolution éclate en Russie, le régime tsariste est renversé, un gouvernement provisoire bourgeois est constitué. La révolution intervient, dit Lénine, non pas dans les pays industrialisés où la classe ouvrière est la plus forte, mais au maillon faible de la chaîne impérialiste, là où des contradictions d'origines diverses et hétérogènes se sont fondues pour engendrer cette rupture. Deux pouvoirs coexistent alors en Russie : le gouvernement provisoire bourgeois qui cherche à prendre en main les appareils d'État laissés en place par le tsarisme ; les soviets ouvriers de Petrograd et de Moscou appuyés par certains détachements militaires. Lénine affirme alors qu'il faut passer à la deuxième étape de la révolution, amorcer la transition vers le socialisme, que les soviets doivent conquérir tout le pouvoir. La nécessité d'un passage rapide de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste était soutenue par Trotsky depuis 1905, mais elle était nouvelle pour les bolcheviks : Lénine dut utiliser tout son prestige pour convaincre les membres de son parti d'adhérer à cette thèse défendue pour la première fois dans ses « Lettres de loin ² ».

Dans l'intervalle des deux révolutions, entre février et octobre, Lénine rédige *L'État et la Révolution*, qui consiste pour l'essentiel en un commentaire de l'analyse consacrée par Marx à la Commune de Paris dans *La guerre civile en France*. L'existence de l'État, organisme de domination et d'oppression d'une classe sur une autre, manifeste le fait, dit Lénine, que les contradictions de classe sont inconciliables. Les grands cartels financiers exercent un contrôle indirect sur le gouvernement en ayant accès au lieu où se prennent les véritables décisions : le pouvoir exécutif. La domination bourgeoise sur l'État se manifeste aussi par l'intermédiaire d'une armée, d'une police et d'une bureaucratie coupées des masses et placées au-dessus d'elles. Cette domination indirecte du capital sur l'État explique pourquoi le prolétariat ne peut s'affranchir par le suffrage universel, par une victoire parlementaire. La révolution socialiste, comme la Commune de Paris, sera violente et nécessitera la destruction des appareils d'État bourgeois : « Il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution

¹ « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres*, t. 22. Éd. Sociales, 1960, pp. 368-369.

² Les soviets doivent conquérir tout le pouvoir en vue, notamment, de convoquer une assemblée constituante. Cette ambiguïté sur la nature du nouveau pouvoir sera dissipée au début de 1918, nous le verrons.

violente, *mais aussi sans la suppression* de l'appareil du pouvoir d'État qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère *étranger* ¹ ».

L'État bourgeois sera remplacé par une dictature du prolétariat et, ajoute parfois Lénine, des paysans pauvres (nous reviendrons plus loin sur cette ambiguïté). Par cette dictature, le prolétariat dominera la bourgeoisie, organisera le nouveau régime économique et dirigera la grande masse de la population dans la transition vers le socialisme. Les bureaucrates, dont la fonction est définie par le contrôle et l'enregistrement, seront remplacés par des fonctionnaires élus, révocables en tout temps, payés au salaire ouvrier. Lénine distingue les fonctionnaires, dont les tâches n'exigent comme connaissances que les quatre règles d'arithmétique, des spécialistes qui, à cause de leurs connaissances particulières, auront une « certaine autorité ». Mais ils seront, eux aussi, payés au salaire ouvrier et leur autorité sera soumise au contrôle ouvrier. Les fonctions militaires et policières seront exercées par le peuple en arme, par la milice sous le contrôle des soviets.

Dans *Que faire ?*, Lénine avait critiqué la démocratie primitive : « L'ouvrage des époux Webb sur les trade-unions anglaises renferme un curieux chapitre sur la *démocratie primitive*. Les auteurs racontent que les ouvriers anglais, dans la première période d'existence de leurs unions, considéraient comme une condition nécessaire de la démocratie la participation de tous les membres à tous les détails de la gestion des syndicats : non seulement toutes les questions étaient résolues par le vote de tous les membres, mais les fonctions mêmes étaient exercées par tous les membres à tour de rôle. Il fallut une longue expérience historique pour que les ouvriers comprissent l'absurdité d'une telle conception de la démocratie et la nécessité d'institutions représentatives d'une part, et de fonctionnaires professionnels de l'autre ². » Mais Lénine, qui aurait été fort surpris d'apprendre qu'il était devenu bakouniniste en adhérant à l'interprétation de la Commune de Paris par Marx, sent maintenant le besoin de soutenir la démocratie primitive : « En régime socialiste, bien des aspects de la démocratie « primitive » revivront nécessairement car, pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la *masse* de la population se haussera à une participation *autonome*, non seulement aux votes et aux élections, *mais encore à l'administration journalière*. En régime socialiste, tout le monde gouvernera à tour de rôle et s'habituera vite à ce que personne ne gouverne ³. »

Cet État, de par sa structure même, dans la mesure où les appareils d'État sont fusionnés avec la masse, dans la mesure où la majorité du peuple exerce le pouvoir, est déjà en voie d'extinction : « Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate *elle-même* ses oppresseurs, *il n'est plus besoin* d'un « pouvoir spécial » de répression ! C'est en ce sens que l'État *commence à s'éteindre* ⁴. » Ici nous sommes

¹ *L'État et la Révolution*, Œuvres, t. 25. Éd. Sociales, 1957, p. 420.

² *Que faire ?*, Œuvres, t. 5. Éd. Sociales, 1965, p. 493.

³ *L'État et la Révolution*, *op. cit.*, p. 527.

⁴ *Ibid.*, p. 454.

confrontés au même problème que nous avons avec l'analyse de la Commune de Paris par Marx : si c'est une dictature du prolétariat, c'est la dictature d'une minorité, si c'est une dictature de la majorité, c'est une dictature paysanne. C'est sans doute pour obvier à ce problème que Lénine utilise parfois la formule de dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre : celle-ci étant selon Lénine, majoritaire dans la paysannerie, nous aurions alors une dictature exercée par la majorité contre une minorité. Cette autre formule pose cependant un nouveau problème : dans quelle mesure la paysannerie pauvre est-elle intéressée par la transition vers le socialisme ?

En octobre 1917, les bolcheviks, devenus majoritaires dans les soviets de Petrograd et de Moscou, organisent une insurrection et s'emparent du pouvoir. Ils proclament alors de façon unilatérale la paix avec l'Allemagne, sans concession financière ni annexion territoriale. Les paysans ayant déjà commencé à s'emparer et à se partager les grandes terres des propriétaires fonciers, les bolcheviks mettent de côté leur propre programme de nationalisation, s'emparent du programme des socialistes-révolutionnaires et encouragent le processus de parcellisation et de redistribution des terres. L'alliance désirée par Lénine entre le prolétariat et la paysannerie prend consistance dans la mesure où les représentants de celui-là, les bolcheviks, accordent à celle-ci ce qu'elle veut, ce que la révolution bourgeoise française avait accordé en 1789 aux paysans : la terre. (Les socialistes-révolutionnaires de gauche, représentants des paysans pauvres, accepteront alors d'entrer dans le gouvernement contrôlé par les bolcheviks.) De plus, afin de contrer le mouvement centrifuge des diverses nationalités de l'empire russe, les bolcheviks prônent comme compromis, une fédération des républiques nationales au lieu de l'État centralisé qu'ils chérissaient.

Les bolcheviks entrent en conflit avec l'assemblée constituante élue à la mi-novembre, élection qui avait accordé près de 55 % des votes aux socialistes-révolutionnaires (de droite et de gauche) tandis que les bolcheviks n'en avaient obtenu que 34 %¹. Sous prétexte que cette assemblée ne représente plus les courants populaires depuis l'entrée des socialistes-révolutionnaires de gauche au gouvernement des soviets, les bolcheviks, au lieu de déclencher de nouvelles élections, la somment de reconnaître le pouvoir des soviets. Devant le refus de cet ultimatum, ils suppriment l'assemblée qui devait rédiger la constitution. Le système parlementaire ainsi que le suffrage universel² sont alors définitivement abandonnés par les disciples de Lénine.

Un des premiers décrets du pouvoir bolchevik institue le contrôle ouvrier sur la production. L'achat des matières nécessaires à la production, l'organisation de l'ensemble du processus de production, la vente des produits manufacturés et la comptabilité de l'entreprise relèvent des ouvriers qui consultent les intellectuels et les spécialistes. Mais dès janvier 1918, quelques mois à peine après le décret Lénine se plaint de la « monstrueuse inactivité » des ouvriers. De plus, les ennemis du pouvoir bolchevique s'infiltrant dans les soviets et cherchant à saboter la production, les

¹ Marcel Liebmann, *Le léninisme sous Lénine*, tome 2. Seuil, 1973, p. 38.

² Seuls les travailleurs avaient droit de vote, et le vote d'un ouvrier vaudra celui de dix paysans.

bolcheviks mettent sur pied une police secrète pour les identifier et les neutraliser. Enfin, la bourgeoisie allemande refusant la paix sans concession ni annexion et les masses armées étant incapables de contrer l'invasion de la grande Russie par l'armée allemande, les bolcheviks créent l'armée rouge dirigée par Trotsky.

Pour se maintenir au pouvoir, les bolcheviks doivent donc très tôt remettre en question les principes de L'État et la Révolution. Mais ils espèrent toujours que le prolétariat européen, et surtout allemand, vienne à la rescousse de la révolution russe et lui permette de s'épanouir. Mais cet espoir est déçu. En mars, les armées allemandes étant aux portes de Pétersbourg les bolcheviks doivent à contre-cœur renier leur engagement antérieur et signer un traité de paix comportant d'importantes annexions et contributions financières. Cette paix marque un tournant. Les socialistes-révolutionnaires de gauche se retirent du gouvernement et vont rejoindre l'opposition : le pouvoir bolchevique est complètement isolé. Les puissances militaires de l'Entente interviennent et appuient les luttes des représentants de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers qui ont été spoliés de leurs biens et de leur pouvoir : la guerre civile déchire le tissu social.

Dans « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », Lénine propose un recul par rapport aux principes de l'État socialiste. Les ouvriers n'arrivant pas à contrôler la production, il faudra payer des salaires « bourgeois » aux spécialistes afin qu'ils acceptent de travailler pour le nouveau pouvoir. Lénine affirme aussi qu'un pouvoir illimité peut être accordé aux spécialistes – nous sommes loin de la certaine autorité qui leur est reconnue dans *L'État et la Révolution* – tout en respectant la démocratie socialiste : la dictature personnelle, si elle s'exerce dans l'intérêt de la majorité des exploités, est démocratique. Il défend aussi l'utilisation du taylorisme pour accroître la productivité. Mais comme l'a montré Robert Linhart, le taylorisme implique nécessairement la bureaucratisation du processus de travail par la création d'une couche de spécialistes qui chronomètrent les moindres gestes des travailleurs, suppriment les gestes superflus et les temps morts, parcellisent « scientifiquement » le travail, planifient le travail émietté en vue du nécessaire assemblage de ses productions ¹.

Lénine propose même d'imiter l'État allemand qui était alors l'État le plus bureaucratisé des sociétés capitalistes. Il affirme que c'est un autre pas en arrière par rapport à la démocratie socialiste, tout en soutenant toutefois que la structure de l'État, contrairement à ce qu'il affirmait dans *L'État et la Révolution*, ne détermine pas son contenu de classe, que l'État soviétique peut avoir la même forme que l'État des bourgeois et des junkers allemands. Le Tsar Pierre I^{er} devient alors un modèle à imiter : « Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre I^{er} pour les mœurs

¹ Lénine, *les paysans*, Taylor. Seuil, 1976, 172 p.

occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie ¹. »

Dans cette conjoncture de guerre civile exacerbée, le petit producteur, l'ensemble des paysans, la majorité de la population russe devient l'ennemi principal : « Comment les communistes de gauche peuvent-ils ne pas voir que le petit propriétaire, le petit capital, est notre ennemi ? Comment peuvent-ils voir dans le capitalisme d'État notre principal ennemi ? Dans le passage du capitalisme au socialisme, ils ne doivent pas oublier que notre ennemi principal, c'est la petite bourgeoisie avec ses habitudes, ses coutumes, sa situation économique ². » Les petits paysans, dit-il, nous soutiennent volontiers dans la lutte contre les gros exploiters, les grands propriétaires fonciers, mais ils s'opposent à tout recensement, à tout contrôle par l'État socialiste.

Kautsky consacre son livre, *La dictature du prolétariat*, à la critique de cette domination qu'exerce, moins d'un an après sa conquête du pouvoir, le parti bolchevique sur l'ensemble de la société russe.

Avant d'analyser ce qui est advenu en Russie, l'orthodoxe Kautsky définit les conditions historiques nécessaires pour que le socialisme soit possible et la voie que doit suivre le prolétariat pour le réaliser. La première condition est le désir d'une société socialiste qui ne peut naître que sur la base d'un grand développement des forces productives, que sur la base de la grande industrie. Les petits producteurs indépendants ne veulent que la propriété privée et, quelquefois, la redistribution en leur faveur des grandes propriétés : ils n'ont aucun désir pour la propriété sociale. La première condition requiert donc la claire domination de la grande industrie sur la petite propriété, la démonstration pratique de sa supériorité économique sur la petite production, l'impossibilité technique de diviser la grande industrie, l'aspiration des travailleurs à contrôler collectivement la grande entreprise, la création par la grande entreprise d'une richesse matérielle suffisante, la possibilité des masses d'accéder à un certain bien-être grâce à cette création et par la socialisation des grandes entreprises. La deuxième condition est le développement d'un prolétariat qui deviendra majoritaire, mature et plus fort que ses ennemis : « De toutes les classes opprimées et exploitées, le prolétariat industriel est la seule classe dont la force, la capacité et la volonté de lutte croissent constamment : sa victoire finale est inévitable ³. »

Comme nous l'avons déjà vu, sauf lorsque le parti social-démocrate était interdit sous Bismark et sauf lors du mouvement révolutionnaire russe de 1905, Kautsky a toujours soutenu que le prolétariat peut et doit conquérir pacifiquement le pouvoir. Pour Kautsky, le seul avantage des pays dictatoriaux, comme l'Allemagne bismarckienne ou la Russie tsariste, est de permettre aux sociaux-démocrates de se consacrer

¹ « Sur l'infantilisme *de gauche* et les idées petites-bourgeoises », *Œuvres*, t. 27. Éd. Sociales, 1961, pp. 354-355.

² « Séance du comité central de Russie », *Œuvres*, t. 27. Éd. Sociales, 1961, p. 304.

³ Karl Kautsky, *The Dictatorship of the Proletariat*. Univ. of Michigan Press, 1964, p. 4.

au développement de la théorie marxiste tandis que dans les pays démocratiques, ils sont davantage absorbés par les tâches multiples d'organisation du prolétariat. La démocratie ne favorise pas la recherche théorique marxiste, mais elle est une condition indispensable pour que le prolétariat puisse s'organiser : « La lutte de classe du prolétariat comme lutte de masse, présuppose la démocratie. Rejoindre, informer, éduquer et organiser les masses requièrent un minimum de conditions démocratiques. Ces tâches ne peuvent être accomplies adéquatement dans la clandestinité. Quelques tracts ne peuvent remplacer un quotidien. Les masses ne peuvent être organisées clandestinement et surtout une organisation clandestine ne peut être démocratique. Une telle organisation conduit toujours à la dictature d'un seul homme ou d'un petit noyau de dirigeants sur les simples membres transformés en de purs exécutants. En l'absence de démocratie, la lutte clandestine d'une classe opprimée peut être nécessaire, mais elle ne peut promouvoir l'auto-organisation et l'indépendance des masses. Au contraire, elle développe l'esprit messianique et les habitudes dictatoriales des dirigeants ¹. »

Le prolétariat pour s'émanciper doit avec le développement de l'industrialisation, devenir la majorité, dépasser numériquement le nombre de paysans et de petits-bourgeois. Avec le développement de sa conscience, il pourra alors conquérir la majorité parlementaire et, par étapes, réaliser la révolution sociale. Kautsky admet que la bourgeoisie pourrait être tentée d'utiliser la violence pour briser la démocratie, pour empêcher le prolétariat vainqueur d'utiliser sa majorité gouvernementale. Mais ça ne l'empêche pas de défendre la voie parlementaire : « La perspective que la classe dirigeante détruit la démocratie pour empêcher une victoire prolétarienne ne démontre pas l'inutilité de la démocratie ; au contraire, elle fonde la nécessité pour le prolétariat de défendre avec toute son énergie la démocratie ². »

Les révolutions n'ont jusqu'ici été que le fait de minorités en vue de leurs propres intérêts, la révolution prolétarienne sera la première qui sera faite par la majorité, pour la majorité : cette affirmation tirée du *Manifeste* de Marx et d'Engels appuie les propos de Kautsky. Il montre que la Commune de Paris, dont Lénine dit s'inspirer, tint des élections au suffrage universel dans des conditions de liberté d'expression complète : les Communards, représentant le spectre des diverses tendances socialistes, obtinrent la majorité à ces élections tandis que les bourgeois et réactionnaires, qui avaient les mêmes libertés électorales que les autres, acquirent une minorité de sièges.

Lénine scinde le prolétariat en deux entités opposées, l'aristocratie ouvrière et la majorité potentiellement révolutionnaire. L'orthodoxe Kautsky réaffirme l'unité de la classe ouvrière, même s'il reconnaît l'existence d'une aristocratie ouvrière défendant le réformisme. Comme toute classe, le prolétariat peut diriger une société, mais, du fait qu'il est une masse, il ne peut, contrairement aux affirmations de Lénine, gouverner :

¹ *Ibid.*, pp. 19-20.

² *Ibid.*, p. 8.

seule une organisation, le parti, peut gouverner. Or il est rare qu'une classe ne soit représentée que par un parti. Pour des raisons de stratégie, de tactiques ou, plus fondamentalement, d'alliances avec d'autres classes ou partis, les représentants des intérêts d'une même classe sont souvent divisés en différents partis. Aussi, en Russie, on n'a pas la dictature du prolétariat mais la dictature d'un parti, les bolcheviks, sur un autre parti ouvrier (les mencheviks) et sur l'ensemble de la classe ouvrière.

Toute l'action bolchevique était fondée sur l'espoir que la révolution en Russie marquerait le point de départ d'un soulèvement du prolétariat européen, notamment allemand. Celui-ci viendrait par la suite à la rescousse du numériquement faible prolétariat russe. Kautsky, qui partageait cette hypothèse en 1905, la réfute maintenant : l'Europe est trop différente de la Russie pour qu'une révolution russe puisse entraîner une révolution européenne. Leur espoir ne s'étant pas réalisé, les bolcheviks cherchent maintenant à imposer le socialisme par la dictature de leur parti.

La Russie étant majoritairement dominée par une population paysanne, Kautsky accorde une attention particulière à la question agraire. L'agriculture socialiste ne peut se développer que sur la base de la grande ferme industrielle. Si celle-ci est contrôlée par les travailleurs et repose sur des méthodes de production moderne, elle assurera aux travailleurs des conditions de travail avantageuses qui exerceront un attrait sur les petits paysans isolés : « L'agriculture socialiste ne peut se fonder que sur la socialisation des grandes fermes existantes. Il faut prévoir que de bons résultats seront obtenus si le travail autogéré des cultivateurs remplace le travail salarié (celui-ci est très peu productif en agriculture). Alors les petits paysans, voyant que les conditions de vie et de travail des cultivateurs sont supérieures dans les grandes fermes socialisées, s'orienteront volontairement vers les méthodes socialistes de production ¹. »

La destruction de la grande propriété agricole en Russie et sa répartition entre des petits paysans est, dit Kautsky, une mesure contraire au socialisme. La révolution russe n'a fait qu'imiter la révolution française en détruisant les reliquats de relations féodales et en remettant la terre aux paysans. Ce faisant, elle a engendré les plus grands défenseurs de la propriété privée : « Les paysans, qui désiraient la destruction de la propriété privée de la terre, des grandes exploitations privées agricoles, sont devenus, grâce à la réforme agraire, les plus ardents défenseurs de la petite propriété privée. Or celle-ci est la condition qui permet au capitalisme, même s'il peut être momentanément bouleversé ou détruit, de reprendre des forces et de se développer ². » Plus les paysans produiront pour le marché, plus ils demanderont des prix élevés pour leurs produits. Le prolétariat, consacrant une part élevée de ses revenus pour subvenir à ses besoins alimentaires, est au contraire intéressé à des bas prix agricoles. De plus, le paysan désire payer le moins cher possible les produits industriels dont il a besoin, même si c'est aux dépens de la formation du surplus nécessaire à l'industrialisation. Le paysan ne se préoccupe que de ses propres intérêts privés. Le socialisme, dit

¹ *Ibid.*, pp. 99-100.

² *Ibid.*, p. 116.

l'orthodoxe Kautsky, ne peut venir de la paysannerie : la Russie bolchevique ne peut être socialiste.

Luxemburg si critique de l'attentiste Kautsky, partage cependant sur la question de la révolution russe des positions similaires. Le pouvoir des soviets signifie celui d'une minorité, le pouvoir des ouvriers qui possèdent un travail. Or le socialisme ne peut être réalisé que par la majorité. La Russie, dont le pouvoir devrait être assumé par la majorité paysanne dominant l'Assemblée constituante, ne peut être actuellement socialiste : « Il est évident qu'aucun social-démocrate ne peut tomber dans l'illusion de croire que le prolétariat a la possibilité de se maintenir au pouvoir ; s'il en était ainsi, il porterait ses propres idées au pouvoir et réaliserait alors le socialisme. Or pour ceci les forces sont *aujourd'hui* insuffisantes, parce que justement le prolétariat, au sens strict, ne représente dans l'Empire russe que la *minorité* de la société. Par ailleurs, la réalisation du socialisme par une minorité est totalement exclue car précisément l'idée même de socialisme exclut l'idée de la domination d'une minorité (...) Pour parler concrètement : après la chute du tsarisme, le pouvoir passera aux mains du groupe révolutionnaire de la société, le prolétariat, car celui-ci occupera tous les postes et les conservera jusqu'à ce que le pouvoir soit légalement transmis à ceux à qui il est destiné, à savoir le nouveau gouvernement, que la Constituante seule – c'est-à-dire le corps législatif élu par la population entière – peut désigner : en fait, dans la société, ce n'est pas la classe ouvrière, le prolétariat, qui représente la majorité, mais bien la petite-bourgeoisie et les paysans, de sorte que ce ne sont pas les sociaux-démocrates qui forment la majorité de la Constituante, mais les démocrates paysans et les petits-bourgeois. Ce que l'on peut déplorer, mais non changer ¹. »

Lénine, se référant aux analyses de Marx sur la Commune de Paris, critique la voie parlementaire, la voie pacifique privilégiée par Kautsky pour conquérir le pouvoir. Sauf exception, la révolution sera violente : il n'y a pas de différence à ce niveau entre la révolution socialiste et la révolution bourgeoise de 1789. Il faut détruire les appareils d'État bourgeois (armée, police, bureaucratie) pour assurer la victoire des forces socialistes. C'est ici que les critiques adressées par Lénine à Kautsky sont les plus convaincantes.

Lénine, dans *L'État et la Révolution*, affirmait que l'État socialiste se distinguait de tous les États antérieurs par la fusion de l'armée, de la police et de la bureaucratie avec le peuple, par cette structure inédite dont la naissance indiquait déjà qu'il était en voie d'extinction. Cependant dans *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, il n'insiste plus que sur le contenu de l'État. L'État est prolétarien : il a, sauf en agriculture, supprimé la propriété privée des moyens de production et est dirigé par un parti marxiste. Lénine renonce donc à la conception bakouniniste de l'État socialiste telle que reprise par Marx dans la guerre civile en France pour en revenir à la vision du *Manifeste* : l'État socialiste centralise entre ses mains tous les moyens de

¹ Rosa Luxemburg cité par L. Amodio in « La révolution bolchevique : l'interprétation de Rosa Luxemburg ». *Histoire du marxisme contemporain*. t. 2, pp. 231-232.

production. Cependant cet État du *Manifeste* reposait sur le suffrage universel, sur une majorité prolétarienne, sur la démocratie. Le socialisme a toujours signifié pour Marx, quelle que soit l'époque de sa vie, un élargissement de la démocratie bourgeoise qui, elle-même, dénotait un progrès par rapport à la monarchie. La dictature du prolétariat marquait pour Marx un approfondissement de la démocratie bourgeoise, non sa destruction. Lénine se sépare ainsi de la tradition socialiste en introduisant une coupure entre socialisme et démocratie, divorce qui imprégnera tout le mouvement révolutionnaire du XX^e siècle. Sur cette question de la démocratie et sur la question agraire, les ripostes de Lénine à Kautsky se révèlent très faibles.

La poursuite de la guerre civile renforcera les positions anti-démocratiques de Lénine : le principe démocratique une personne/ un vote, comme tout ce qui relève de la justice, doit être subordonné, dans un pays où la majorité est paysanne, aux intérêts supérieurs du renversement du capital ; le mot d'ordre d'armer tout le peuple devient, dans une période de guerre civile, un « mot d'ordre éculé de la démocratie bourgeoise » ; le prolétariat doit écraser « toutes les tentatives de toutes les autres classes pour revenir au capitalisme » ; « quiconque n'est pas avec nous est contre nous » ; la dictature du prolétariat est celle du parti bolchevique. Même Bakounine, qui avait pourtant très durement critiqué l'État du *Manifeste* dans *Étatisme et Anarchie*, n'avait pu imaginer un tel État « marxiste » : le gouvernement n'y est pas élu par la majorité au suffrage universel ; il est dominé dictatorialement par un parti unique.

Lorsque la guerre civile se termine, le parti bolchevique, en l'absence de toute liberté d'expression pour les autres courants d'opinion, domine la grande Russie et les grandes masses épuisées, apathiques, voire hostiles. Les Soviets, où seuls les bolcheviks peuvent présenter des candidats et où d'ailleurs plusieurs dirigeants sont nommés par cooptation, sont devenus une des courroies de transmission des directives du parti bolchevique. Les insurgés de Cronstadt ne demandent qu'un retour aux principes démocratiques : liberté d'expression, liberté de représentation, liberté de vote notamment aux Soviets. On connaît la réponse des bolcheviks réunis en Congrès : l'armée rouge dirigée par Trotsky est déléguée pour faire taire les « démocrates » récalcitrants. Les courants d'opposition ne pouvant s'exprimer qu'au sein du seul parti bolchevique, le congrès décide alors de supprimer les fractions par une décision qu'il gardera secrète.

d) L'héritage de Lénine et celui de Bernstein

[Retour à la table des matières](#)

Les différences entre Trotsky et Staline sont fort secondaires, tous les deux adhérant au marxisme-léninisme. Le premier voulait maintenir le romantisme d'Octobre et espérait toujours que le prolétariat européen fasse la révolution et vienne aider l'État « ouvrier » russe contre sa « dégénérescence »¹. Staline utilisa les moyens qu'on sait pour préserver l'existence de la patrie du « socialisme », pour l'industrialiser, pour vaincre son isolement international et pour en faire une des grandes puissances mondiales.

On peut ramener à trois éléments ce que Lénine transmet au XX^e siècle : un parti unique, centralisé, hiérarchisé, homogène, fonctionnant de haut en bas, détient le monopole de l'activité politique ; ce parti est doté d'une science, le marxisme-léninisme, qui rend la société à la fois totalement intelligible et manipulable ; l'État socialiste, en plus de l'usuel monopole des moyens de coercition, détient le monopole des appareils idéologiques et économiques.

La révolution russe est paradoxalement la première révolution ouvrière victorieuse (elle a supprimé la bourgeoisie) et la dernière. Dans les pays de l'Est, c'est l'armée stalinienne qui impose, au nom de la classe ouvrière, l'héritage léniniste. Dans les pays où la révolution surgit de l'intérieur, elle est une révolution portée par la paysannerie, dirigée par des marxistes-léninistes, menée par nationalisme contre l'impérialisme. La révolution yougoslave est une lutte de partisans organisée contre l'armée allemande puis canalisée, malgré Staline, vers la conquête du pouvoir. La révolution chinoise, dirigée contre l'armée japonaise puis contre celle de Chiang Kai-shek, encercle les villes à partir de la campagne. (Schramm montre d'ailleurs que Mao, après la conquête du pouvoir, modifie ses textes pour y introduire la formule jusque-là absente de « direction du prolétariat² ».) La révolution vietnamienne suit la stratégie militaire de Mao. La révolution cubaine, par des focos installés dans la campagne, détruit au nom de la démocratie l'armée de Batista puis, contre l'impérialisme américain, adopte peu à peu l'héritage léniniste. Contrairement à Octobre 17,

¹ Sur l'évolution de la pensée de Trotsky de 1923 à son assassinat, je renvoie à l'intelligente étude de Thierry Malet, « Critique et interprétation du stalinisme chez Trotsky » in Evelyne Pisier-Kouchner, *Les interprétations du stalinisme*, PUF, 1983, pp. 23-48.

² Stuart Schramm, R., *The political Thought of Mao Tsé-Toung*. N.Y., Praeger, 1963.

la classe ouvrière n'est pas un acteur central de ces révolutions. Mais, comme en 1917 et 1789, la révolution est réalisée dans des pays où les paysans, majoritaires, aspirent à la terre possédée par des grands propriétaires fonciers. Ces révolutions imposent la réforme agraire et distribuent les lopins de terre aux paysans, oscillant ensuite entre la NEP de Lénine (concessions économiques aux paysans) et l'étatisation de l'agriculture de Staline. De plus, ces révolutions industrialisent le pays, développent une classe ouvrière et imposent l'héritage léniniste au nom de la classe ouvrière, du socialisme, de l'avenir communiste.

La classe ouvrière, qui continue de se manifester, s'est transformée. Marx prévoyait que les ouvriers de la production et du transport, la classe ouvrière, deviendraient majoritaires : ils sont maintenant, du moins en Amérique du Nord, une minorité par rapport aux travailleurs des services publics et privés qui croissent en nombre et qui assurent dorénavant la plus grande part du P.I.B. Certains recouvrent encore du terme de prolétariat voire de classe ouvrière, ce salariat fort diversifié sociologiquement : ils ne font ainsi que révéler leur attachement à l'espoir mis par Marx dans le prolétariat.

Les organisations mises sur pied par la classe ouvrière au XIX^e siècle (syndicats, coopératives, partis) ont été reconnues et légalisées dans la plupart des pays occidentaux et se sont élargies pour regrouper aussi les travailleurs des services. Ces vastes organisations de salariés demeurent potentiellement contestataires, mais à l'intérieur d'un système dont elles acceptent généralement les paramètres (profit, productivité, progrès économique et technologique) dans la mesure où les salariés en partagent les bénéfices marginaux en terme de croissance de la consommation privée et publique.

La crainte engendrée par Octobre 17 et la grande crise de 29 ont évidemment accéléré le processus de concessions de la bourgeoisie face aux revendications ouvrières et, par conséquent, l'intégration subséquente des travailleurs. Dans certains pays, des partis sociaux-démocrates, résidus de la II^e Internationale, devinrent le gouvernement, favorisèrent la syndicalisation des travailleurs, votèrent des mesures de sécurité sociale, tout en assurant la gestion politique du système. Ce rôle de gestionnaire explique les conflits qui opposent parfois le gouvernement social-démocrate, garant de la croissance économique, aux syndicats du même nom, défenseurs de la consommation. Cette politique de concession et d'intégration peut aussi se faire en l'absence d'un parti social-démocrate, par un parti bourgeois, comme le montre l'exemple du *New Deal* américain ¹.

Lénine et Kautsky, malgré leurs divergences, demeuraient des marxistes orthodoxes : la classe ouvrière était par essence révolutionnaire et ne changerait pas. C'est

¹ Mario Tronti, « Post-scriptum autour de quelques problèmes » in *Ouvriers et capital*. Christian Bourgois, 1977, pp. 328-381.

Bernstein qui, observant à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle le mouvement ouvrier anglais, perçut avec justesse qu'elle deviendrait de plus en plus réformiste.

Les salariés luttent essentiellement pour vendre le plus cher possible la force de travail, soit sous forme de salaire direct par la négociation, soit sous forme de salaire indirect par l'intervention de l'État. Ils peuvent aussi lutter pour la démocratisation du régime, comme on le voit notamment dans des pays de l'Est depuis la mort de Staline et, surtout, depuis le rapport Khrouchtchev. Ces luttes démocratiques se développent presque toujours sur la base d'une pénurie des moyens de consommation ou sur une baisse ou stagnation du niveau de vie. Les luttes pour l'emploi et les salaires sont les priorités auxquelles sont généralement subordonnées les autres questions : le rapport nord/sud, la paix, l'écologie, etc.

Lénine a tracé la voie à ces pays sous-développés qui ont brisé la chaîne de l'impérialisme ; Bernstein a prévu ce qui adviendrait du mouvement ouvrier des pays industrialisés.

Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois

Chapitre II

Postmodernité et quête de sens

[Retour à la table des matières](#)

La publication de *La condition postmoderne* de Jean-François Lyotard aux éditions de Minuit, en 1979, est à l'origine du courant postmoderne qui se substitue au structuralisme et devient dominant durant la décennie quatre-vingt parmi les cercles intellectuels influencés par Paris. Pourtant peu de postmodernes s'entendent sur la définition de postmodernité et sur le moment où celle-ci aurait remplacé la modernité : il y a donc là un effet de mode.

Une caractéristique commune unirait cependant beaucoup de ces postmodernes : ils auraient soutenu durant les années soixante des projets de société souvent révolutionnaires, quoique parfois opposés, dont ils auraient désenchanté¹. Dans ce sens, le court mais brillant essai de Lyotard ne serait qu'une simple rationalisation

¹ Agnès Heller, « Mouvements culturels et changement de modèles de vie quotidienne depuis la deuxième guerre » in *La radicalité du quotidien*, sous la direction de A. Corten et M.-B. Tahon, VLB éd., 1987, pp. 176-177.

d'un désenchantement : Lyotard, qui avait été membre de *Socialisme ou Barbarie* à la fin des années cinquante, dit aux vaincus des années soixante que la victoire était impossible, que toute victoire est impossible, qu'il ne faut plus rêver.

La mode postmoderne sera bientôt démodée, même si on ne peut pas encore percevoir par quoi elle sera remplacée. Je ne m'intéresserai pas ici à l'effet de mode, mais aux questions fondamentales soulevées par ce courant. Je laisserai de côté la version esthétique de la postmodernité pour aborder son aspect politique.

a) Lyotard ou la fin du grand récit

[Retour à la table des matières](#)

Lyotard, lui non plus, ne situe pas avec précision à quel moment se mettent en place les conditions de la postmodernité¹. Mais ce sémiologue définit avec clarté ce qu'il entend par ce mot. La modernité est caractérisée par les « métarécits » de l'émancipation : « La pensée et l'action des XIX^e et XX^e siècles sont régies par une Idée (J'entends Idée au sens kantien). Cette idée est celle de l'émancipation. Elle s'argumente certes tout différemment selon ce qu'on appelle les philosophies de l'histoire, les grands récits sous lesquels on tente d'ordonner la foule des événements : récit chrétien de la rédemption de la faute adamique par l'amour, récit *auf-klärer* de l'émancipation de l'ignorance et de la servitude par la connaissance et l'égalitarisme, récit spéculatif de la réalisation de l'Idée universelle par la dialectique du concret, récit marxiste de l'émancipation de l'exploitation et de l'aliénation par la socialisation du travail, récit capitaliste de l'émancipation de la pauvreté par le développement techno-industriel. Il y a entre ces récits matière à litige et même à différend. Mais tous situent les données qu'apportent les événements dans le cours d'une histoire dont le terme, même s'il reste hors d'atteinte, se nomme liberté universelle, acquittement de l'humanité tout entière². » Ces grands récits, comme les mythes, ont une fonction de légitimation sociale, mais contrairement à ceux-ci, cette légitimité, sauf pour le récit chrétien, ne provient pas du passé, d'un acte originel fondateur, mais d'un futur à accomplir. La postmodernité marque, elle, la fin de tout projet d'émancipation : les grands récits ont perdu, dit Lyotard, toute crédibilité dans les pays industrialisés.

¹ Dans *La condition postmoderne* (éd. de Minuit 1979), il mentionne « la fin du XIX^e siècle » (p. 7) et « la fin des années 50 » (p. 11). Michel Freitag évite élégamment cette imprécision en affirmant que la postmodernité est une tendance inhérente à la société industrielle : « Le retour du refoulé : la question de la normativité », *Société* (automne 1987). 77-130. En 1988, Lyotard adoptera lui aussi cette position « Réécrire la modernité », *L'inhumain*. Galilée, pp. 33-44.

² *Le postmoderne expliqué aux enfants*. Galilée, 1986, p. 47.

Pourquoi ? L'auteur invoque deux ordres d'arguments différents. Auschwitz, cette tentative de détruire tout un peuple, est l'événement de l'histoire occidentale qu'aucun récit d'émancipation ne peut intégrer. Auschwitz a liquidé la modernité. Le goulag était, pour les nouveaux philosophes, cet événement qui manifestait clairement la mort de l'espoir marxiste d'un prolétariat libérateur. En choisissant Auschwitz, Lyotard se démarque non seulement du label publicitaire « nouveaux philosophes » qui avait fait son temps, mais aussi radicalise leur critique délégitimante : le récit libéral d'émancipation est tout autant enterré que le récit communiste. L'histoire n'est plus porteuse de sens. Auschwitz n'est que la métaphore de ces événements qui marquent le déclin des grands récits, l'échec de la modernité : « Tout ce qui est réel est rationnel, tout ce qui est rationnel est réel : Auschwitz réfute la doctrine spéculative. Au moins ce crime, qui est réel, n'est pas rationnel. – Tout ce qui est prolétarien est communiste, tout ce qui est communiste est prolétarien : *Berlin 1953, Budapest 1956, Tchécoslovaquie 1968, Pologne 1980* (j'en passe) réfutent la doctrine matérialiste historique : les travailleurs se dressent contre le Parti. – Tout ce qui est démocratique est par le peuple et pour lui, et inversement : *Mai 1968* réfute la doctrine du libéralisme parlementaire. Le social quotidien fait échec à l'institution représentative. – Tout ce qui est libre jeu de l'offre et la demande est propice à l'enrichissement général, et inversement : *les crises de 1911, 1929* réfutent la doctrine du libéralisme économique, et *la crise de 1974-1979* réfute l'aménagement postkeynésien de cette doctrine ¹. »

L'efficacité, la performance, la productivité, le diktat des moyens, la logique instrumentale dominant tout autre critère de jugement et deviennent le critère discriminant. Peu importe le vrai, le beau, le bien : seule compte la réussite. Ce langage de l'efficacité écrase tous les autres jeux de langage et rend évidemment caduc le récit d'émancipation. Ce langage est celui de la techno-science capitaliste qui semble avoir réalisé le projet moderne de maîtrise du sujet sur les objets, de l'homme sur la nature. Mais ce projet s'est accompli en détruisant l'espoir qui l'accompagnait d'un monde où il y aurait plus de liberté, plus de sens civique, une plus juste distribution de la richesse.

L'homme, s'il maîtrise la nature, ne domine pas ce système, cette techno-science, qui pourrait entraîner la destruction de la planète ou de l'humanité. Ce contrôle de la nature déstabilise aussi l'homme en s'appliquant nécessairement à tous les constituants du sujet humain : son cerveau, son code génétique, ses systèmes de communication, ses organisations de vie en commun... Le développement des techno-sciences, qui s'accélère et se poursuit de façon autonome, que personne ne contrôle, ne peut plus s'appeler progrès. Il ne répond pas aux besoins de l'homme dont les entités individuelles et sociales sont constamment déstabilisées par les résultats matériels, intellectuels et mentaux de ce développement. L'humanité court sans but, et sans jamais le rattraper, derrière ce processus d'accumulation des nouveaux objets de pratique et de pensée.

¹ *Ibid.*, p. 53.

Le désespéré Lyotard semble adhérer à une vision technocratique, cybernétique de la société. Toutes les luttes, toutes les innovations qui peuvent faire croire à une alternative et susciter un espoir sont récupérées par le système dont la finalité est l'optimisation du rapport global de ses inputs et de ses outputs. Ces luttes sont plutôt bénéfiques au système, car elles favorisent sa croissance : la seule alternative au système étant l'entropie, le déclin. Cet effet intégrateur et totalisant du système est vrai tant à l'Ouest qu'à l'Est, et dans la Russie de Gorbatchev, dirait sans doute Lyotard, on est en train d'apprendre que les luttes sont nécessaires pour sortir le pays de la stagnation.

Le choix n'est plus entre socialisme ou barbarie : Lyotard ne croit plus au socialisme ni à aucun autre discours d'émancipation. Entre la barbarie de l'événement d'Auschwitz et la techno-science qui récupère toute alternative, il propose de reconnaître les jeux de langage dans leurs différences et de renoncer à les réduire terroristement à un discours unique, fût-il celui de la performance. Il faut aussi comprendre les rapports sociaux, à quelque niveau que ce soit, à partir d'une théorie de la communication et une théorie des jeux. Le consensus qui peut être réalisé sur les règles qui définissent chaque jeu et les « coups » qui y sont permis doit être limité dans l'espace-temps, « c'est-à-dire obtenu des partenaires actuels, et sujet à résiliation éventuelle [...] Cette orientation correspond à l'évolution des interactions sociales, où le contrat temporaire supplante de fait l'institution permanente dans les matières professionnelles, affectives, sexuelles, culturelles, familiales, internationales comme dans les affaires politiques ¹. »

Cette position n'est évidemment pas une alternative à la techno-science. Lyotard admet que le système, en lutte contre sa propre entropie, favorise la nouveauté correspondant à un « coup » inattendu et le déplacement corrélatif du partenaire ou du groupe de partenaires qui se trouve impliqué dans le jeu : « Le contrat temporaire est favorisé par le système à cause de sa plus grande souplesse, de son moindre coût, et de l'effervescence des motivations qui l'accompagne, tous facteurs contribuant à une meilleure opérativité ². » Cette évolution du système est équivoque car, si elle favorise la performance, elle tolère la pluralité des jeux de langage et permet à chacun d'assumer la responsabilité des règles et des effets des jeux qu'il entreprend avec un ou des partenaires.

Mais la position de Lyotard, elle, n'est pas équivoque. Sous un langage imprégné de la théorie de la communication et de la théorie des jeux, Lyotard propose le libéralisme et la solidarité *ponctuelle d'individus*. Il n'y a pas d'alternative au système : Lyotard montre comment on peut s'y nicher. Le développement du système et la crise entraînent l'éclatement des solidarités « organiques », dont celle de la famille, et la précarisation des liens d'emploi. Que chacun apprenne à s'assumer et à se sentir

¹ *La condition postmoderne*, p. 107.

² *Ibid.*

responsable des liens, limités dans le temps et l'espace, qu'il crée avec d'autres dans le respect et la tolérance des différents réseaux, jeux, langages possibles. Je ne m'étonne plus de la mode qu'il a créée. Les actuelles positions de cet ancien socialiste qui luttait contre la barbarie capitaliste reflètent ce que pensent beaucoup d'anciens militants ¹. Lyotard explicite l'héritage que transmettent des soixante-huitards à la jeune génération : un monde objectivement en crise assumé subjectivement dans le non espoir et la non foi par la solidarité ponctuelle de solitaires.

Lyotard ne change pas ses positions dans *Le différend*. Il les radicalise plutôt, renforce sa position individualiste en explicitant le fondement épistémologique de ses affirmations : tout fait social est réductible à du langage ; aucune règle de jugement universel ne permet de trancher entre genres de discours et entre régimes de phrases. Aussi Lyotard privilégie-t-il l'occurrence, le différend, le dissentiment, la singularité contre le dialogue, la recherche du consensus, la solidarité avec une communauté : « Vous préférez le dialogue au différend. Et vous présumez que l'univocité premièrement est possible ; deuxièmement est la santé des phrases. Et si l'enjeu de la pensée (?) était le différend plutôt que le consensus ? Et cela dans le genre noble comme dans l'ordinaire ? Et en pleine « santé », en toute vigilance ? ² » Jacques Bouveresse, qui critique systématiquement le métalangage de Lyotard, montre bien que, même s'il n'existe pas d'univocité parfaite, les gens réussissent à se comprendre dans la communication ordinaire : « Mais pourquoi devrait-on accorder plus d'importance à l'inexistence d'une explication dernière ou d'une univocité parfaite qu'au fait bien réel et autrement plus significatif que la plupart des phrases, dans leur usage normal, *ne sont pas* (quoi qu'en pense Lyotard), équivoques et ne prêtent pas à contestation ? Il est peut-être tout à fait incompréhensible que les hommes réussissent à se comprendre ; mais c'est un fait qu'ils y parviennent au moins dans une proportion non négligeable de cas ³. »

Contrairement aux présupposés de Jean-François Lyotard, l'histoire ne peut être interprétée à partir d'un événement, fût-il Auschwitz ou – Octobre, la société est irréductible à la cybernétique et un métalangage, quel qu'il soit, ne peut rendre compte de la complexité des faits sociaux. Mais je laisse à d'autres le soin de développer cette critique épistémologique. Je continuerai plutôt mon exploration de la postmodernité en abordant des études de la société postindustrielle, dont celle de Daniel Bell, dans le sillage desquelles Lyotard inscrit ses affirmations sur la culture postmoderne ⁴.

¹ Voir mon livre *La communauté perdue*. VLB éd., 1987, 140 p.

² Jean-François Lyotard, *Le différend*. Minuit, 1983, p. 127.

³ Jacques Bouveresse, *Rationalité et cynisme*. Minuit, 1984, p. 133.

⁴ *La condition postmoderne*, p. 11, note 1.

b) Bell ou la société postindustrielle

[Retour à la table des matières](#)

Dès 1960, Daniel Bell publie un livre qui prépare ses analyses sur la société postindustrielle et où il proclame la fin des idéologies ¹. L'idéologie y est définie comme un ensemble de croyances auxquelles on adhère avec passion et qui visent à changer la vie. C'est une religion séculière, créée par la classe montante des intellectuels, en lutte contre le clergé, ces intellectuels dominants du Moyen Âge. La cause, perçue comme inévitable historiquement, se marie avec la valeur du progrès et se pare des vertus de la science. Le militant trouve un sens à sa vie dans l'action transformatrice du monde. Cinq ans auparavant, Raymond Aron avait publié une semblable critique en attaquant ces militants qui recréent une communauté autour des valeurs théologiques laïcisées. « Le sentiment d'appartenir au petit nombre élus, dit-il, la sécurité que donne un système clos où l'histoire entière en même temps que notre personne trouvent leur place et leur sens, l'orgueil de joindre le passé à l'avenir dans l'action présente, animent et soutiennent le vrai croyant [...] celui qui vit tout entier pour sa cause et ne reconnaît plus l'humanité de ses semblables en dehors du parti ². »

La grande crise des années 30, les camps de concentration stalinien et les procès de Moscou, la montée du fascisme et du social-impérialisme dans un pays industrialisé renommé pour son haut niveau culturel, les camps d'extermination nazis et la destructrice deuxième grande guerre avaient conduit à un cul-de-sac les idéologies qui avaient animé des intellectuels et des militants depuis un siècle et demi. Aron et Bell visent autant le fascisme que le marxisme, même si leurs critiques sont centrées sur ce dernier : les horreurs révélées lors de la défaite de l'Allemagne nazie rendaient superflue toute condamnation du fascisme. Les nouveaux philosophes et Lyotard renouent après 68, et sans s'y référer, aux deux ouvrages de ces contempteurs de l'idéologie. Car, entre temps, la passion militante s'était emparée de la jeune génération. Bell, comme Aron d'ailleurs, ne pensait pas que l'idéologie, en tant que religion séculière, était définitivement disparue. Bell voit poindre dans la jeune génération, coupée de la mémoire de leurs prédécesseurs, une recherche profonde et désespérée pour une cause : « À l'Ouest, parmi les intellectuels, les vieilles passions sont consumées. La nouvelle génération, qui ne connaît pas vraiment ses vieux débats et qui n'a hérité d'aucune tradition solide sur laquelle construire,

¹ *The End of Ideology*, N.Y., The Free Press, 1965, 474 p.

² *L'opium des intellectuels*, Calmann-Lévy, 1955, 334 p. Bell, qui connaît pourtant bien les ouvrages sociologiques et politiques français, ne cite pas Aron dans *The End of Ideology*, pas plus qu'il ne se référera à Touraine dans *Vers la société postindustrielle...*

recherche de nouveaux objectifs à l'intérieur d'une société politique qui a rejeté, d'un point de vue intellectuel, les vieilles visions apocalyptiques. Dans cette recherche d'une cause s'exprime une colère profonde, désespérée, quasi pathétique ¹. »

Aron et Bell critiquent l'idéologie comme religion séculière. La vision de Lyotard est plus noire : toute idée de progrès et d'émancipation, tout espoir, semblent périmés. Il met en relation cette culture postmoderne avec la société postindustrielle que Bell définit en la distinguant de la société préindustrielle et de la société industrielle.

La société préindustrielle se consacre presque exclusivement à des activités extractives, dont l'agriculture et la pêche. L'énergie consommée est la force musculaire de l'homme ou de l'animal domestiqué. Tout est jeu contre la nature, et le temps, comme le rythme du travail, dépend des saisons, des intempéries, des cataclysmes naturels. Les connaissances se transmettent par apprentissage, du père au fils pour les activités productives, de la mère à la fille pour la reproduction et les services domestiques. La famille, dans le sens large, constitue la principale unité sociale et la plupart des gens vivent et meurent dans le patelin qui les a vus naître. Tout, de la structure sociale au mode de vie, procède de la tradition : l'histoire se vit sous le mode de la répétition, du même.

La société industrielle transforme la nature : elle devient une société productrice de biens de consommation ou de biens pour accroître la production. La machine remplace l'outil, l'énergie mécanique (vapeur, électricité, pétrole), la force musculaire brute. Le rythme du travail, la vie quotidienne, sont maintenant dominés par le temps chronométrique, celui de l'horloge. Le monde est désormais voué à la technique et à la rationalisation. Le serf et l'artisan sont transformés en ouvriers dont le travail est fragmenté, parcellisé, soumis aux rouages mécaniques sous l'autorité de l'ingénieur, maître d'œuvre de l'organisation et des cadences de travail. La famille élargie, comme les autres types de communautés organiques, éclate et fait place à de nouvelles formes de socialité. La formation dans les usines ou dans des écoles se substitue à l'apprentissage. L'accumulation, le progrès, l'innovation écrasent les traditions : l'histoire est changement, différence.

La société postindustrielle n'est plus fondée, y compris au niveau du P.I.B., sur la production de biens, mais sur la fourniture de services. Ce terme est évidemment un fourre-tout. Bell distingue quatre catégories de services. Les transports et certains services publics (la voirie, l'électricité...) qui sont des auxiliaires aux activités productives. Les travailleurs de ce type de services, même s'ils ne participent pas directement à la production, sont majoritairement constitués de manuels. Une deuxième catégorie regroupe le commerce en gros et au détail, la banque, l'immobilier et les

¹ « In the West, among the intellectuals, the old passions are spent. The new generation, with no meaningful memory of these old debates, and no secure tradition to build upon, finds itself seeking new purposes within a framework of political society that had rejected, intellectually speaking, the old apocalyptic and chiliastic visions. In the search for a « cause », there is a deep, desperate, almost pathetic anger. » *Op. cit.*, p. 404.

assurances, branches qui se développent avec la production et la consommation de masse. Le troisième secteur est celui des services personnels (restaurants, hôtels, agences de voyages, spectacles, sports) qui croît avec les nouveaux besoins de loisirs. Enfin, la dernière catégorie est formée par la santé, l'enseignement, la recherche et l'administration.

Dans les trois dernières catégories, le travail, effectué par des cols blancs, ne serait plus dominé par le rythme des machines, mais par les relations de personne à personne. Les deux dernières catégories caractériseraient une société de plus en plus préoccupée par la qualité de vie au lieu de la quantité des biens. Mais c'est le développement de la dernière catégorie qui marque, selon Bell, l'émergence de la société postindustrielle. Les techniciens et les professionnels deviennent ce qu'étaient les ouvriers spécialisés et les ingénieurs dans la société industrielle : la classe productive. Le savoir et l'information se substituent aux biens matériels comme denrée importante. Une opposition plus ou moins larvée entre ces techniciens/professionnels et *l'establishment* technocratique-politique remplace les luttes, caractéristiques de la société industrielle, entre ouvriers et entrepreneurs capitalistes ¹.

Ces trois types de sociétés, qui ont pour objectif d'éclairer des transformations de la structure sociale, relèvent de *l'idéal type* préconisé par Weber. Ils pourraient être nuancés et complexifiés comme le fait en partie Bell. La distinction entre société préindustrielle et société industrielle a été largement analysée par les premiers sociologues : la sociologie se serait d'ailleurs constituée autour de cette coupure pour rendre compte des bouleversements en cours. La plus grande partie de la population du globe vit encore dans le premier type de société, tandis que la société postindustrielle est une tendance à l'œuvre en Amérique du Nord, en Europe occidentale, au Japon et en Russie. Elle n'est pas une réalité constituée comme semble l'affirmer Lyotard. Il s'agit, pour Bell, « d'une tentative de prédiction du futur ² ». Et il nous met modestement en garde contre les « post » qui ont marqué l'histoire de la sociologie : postbourgeoise (Lichteim), postmoderne (Enzioni), postcivilisée (Boulding), postcollectiviste (Beer), et j'en passe. Bell, qui est pourtant perçu comme un philosophe de la sociologie par plusieurs de ses empiristes collègues des États-Unis, abstrait, construit ses concepts à partir de données sociologiques tandis que le parisien Lyotard simplifie avec brio, mais de façon abusive, les contradictions du réel sociologique. La prévision du premier est fort différente de la vision cybernéticienne du second.

Bell n'est pas postmoderne ³. S'il récuse les utopies portées par des intellectuels de l'ère industrielle qui identifiaient le réel à l'idéal à construire, qui créaient des religions séculières, il juge cependant valables les utopies qui se reconnaîtraient

¹ Serge Mallet voyait dans les techniciens et les professionnels le nouveau sujet révolutionnaire : *La nouvelle classe ouvrière*. Seuil, 1963, 266 p.

² Daniel Bell, *Vers la société postindustrielle*. Éd. R. Laffont 1973, p. 35.

³ Habermas présente Bell comme « l'un des plus brillants néo-conservateurs américains », mais il a tort à mon avis, de le situer dans le courant postmoderne : « La modernité : un projet inachevé », *Critique*, n° 413, octobre 1981, pp. 950-967.

comme telles : jamais l'humanité ne renoncera à elles. L'utopie, dit-il, est « tout autre chose que cet âge d'or que les modernes espèrent instaurer *hic et nunc*. La république d'Utopie n'a jamais été qu'un modèle, la description d'un état de parfaite harmonie entre les hommes. Les anciens, dans leur sagesse, reconnaissaient en elle l'image féconde de l'Impossible – un idéal à poursuivre toujours même si, par la force des choses, il reste à jamais inaccessible [...] Les modernes n'ont pas voulu de cette séparation de l'idéal et du réel. Poussés par leur *hybris*, ils ont franchi le pas, tenté de donner corps au modèle... C'était le meilleur moyen de ravalier l'idéal, de ternir l'image de l'utopie. Il serait plus sage, sans doute, de revenir à la conception classique ¹. » Bell, n'est pas postmoderne à un second niveau. Dans son livre subséquent, *Les contradictions culturelles du capitalisme*, il décrit la culture qui émerge avec la structure de la société postindustrielle et définit les tâches qui nous y attendraient : tout cela n'a rien à voir avec le sombre tableau de Lyotard.

Les sources structurelles des tensions qui déchirent les sociétés postindustrielles relèvent des valeurs opposées qui animent les trois sous-structures sociales : l'efficacité pour le techno-économique, l'égalité pour le politique, le développement de la personnalité pour le culturel. De plus, ces trois instances se transforment selon des rythmes, des temps différents.

La sphère technico-économique concerne l'organisation de la production et des services ainsi que leur répartition. Elle spécialise chacun, définit son rôle et son statut, hiérarchise et stratifie la société au nom de l'efficacité, du rendement, de la productivité, de l'excellence, de la compétitivité, du profit. Cette organisation bureaucratique des individus a engendré un sentiment d'aliénation qu'ont étudié un certain nombre de sociologues. Une des contradictions de la structure sociale postindustrielle est, selon Bell, que les cols blancs exigent des augmentations salariales équivalentes à celles qu'obtiennent les ouvriers, alors que le secteur des services, devenu dominant, engendre une productivité moindre que le secteur industriel. C'est là un des éléments, selon l'auteur, du processus d'inflation qui sévit ².

Le principe fondamental du gouvernement est la légitimité et en régime démocratique, le pouvoir gouvernemental ne peut s'exercer qu'avec le consentement des

¹ *Op. cit.*, p. 420.

² Indépendamment du désir des travailleurs d'obtenir un salaire équivalent pour un emploi semblable quel que soit le secteur d'emploi, le marché du travail laissé à lui-même tend vers l'égalisation des salaires pour des emplois similaires. Peut-être cette tendance, combinée à la différence de productivité dans les deux secteurs, est-elle une des raisons explicatives de la discrimination du Code du travail envers les travailleurs des services : dans le secteur privé, leur dissémination dans plusieurs petites entreprises entrave leur syndicalisation (le code du travail en Amérique du Nord permet l'organisation syndicale entreprise par entreprise) ; dans le secteur public, le droit de grève est nié, rendu inopérant ou limité par diverses mesures. La croissance de la productivité dans les services pose de plus un autre problème : les services s'adressant à des personnes, la course à la productivité transforme de plus en plus les êtres humains en objets. L'infirmière, qui doit soigner dix patients au lieu de cinq, est plus productive, mais elle ne peut plus accorder à chacun l'attention qu'il requiert. D'ailleurs il est symptomatique que, dans le système hospitalier, on ne parle plus de patients mais de lits.

citoyens formellement libres et égaux. En Occident, ces libertés démocratiques ont été conquises au XIX^e siècle par les hommes de plus de vingt et un ans et au XX^e siècle, par les femmes. Cette valeur d'égalité s'est peu à peu étendue à l'ensemble du champ social et s'est transformée en principe de justice : chacun devrait avoir la même chance que l'autre de se développer. Cette valeur a engendré des droits nouveaux qui se sont ajoutés à ceux du citoyen : droit à la santé, à l'éducation, aux services sociaux, etc. Ce passage de l'État gendarme, au stade industriel, à l'État gestionnaire-de-la-société, au stade postindustriel, débute aux États-Unis dans les années 30. La grande crise entraîne le gouvernement à soutenir une politique économique normative de type keynésien. Les politiques fiscales et gouvernementales cherchent à redistribuer les revenus et à orienter les investissements en vue de la croissance de l'économie et de l'emploi. Dans les années 50, du moins dans le pays où vit Bell, le gouvernement supervise la science et la technologie par des politiques de financement de la recherche et de l'enseignement supérieur qui déterminent leur développement. En 1960, se met en place une politique sociale normative qui comprend les droits civils, le logement la santé, l'environnement... et qui vise à porter remède aux inégalités économiques et sociales. C'est dans cette décennie que prendrait forme l'État de la société postindustrielle.

La société industrielle repose sur l'éthique protestante analysée par Weber. Travailler durement et vivre frugalement constituent des conditions nécessaires, même si elles sont insuffisantes, pour obtenir le salut. Dans la société postindustrielle, la production et la consommation de masse créent de nouveaux besoins qu'alimente l'invention du crédit. Il ne faut plus économiser pour acheter : la carte de crédit permet de satisfaire ses désirs et nourrit l'inflation. L'hédonisme se substitue à l'ascétisme protestant, les insatiables désirs recouvrent les besoins essentiels. Le développement du *moi* par la consommation de biens et de services personnalisés devient l'idéal de l'individu libéré de toute contrainte morale et religieuse, de toute convention. Le plaisir, l'excitation enivrante, la sensation vraie se muent en règles de vie de ces *moi* à la recherche de leur authenticité. La culture de la société post-industrielle se vit à l'enseigne du narcissisme.

L'État de la société postindustrielle doit gérer une bourgeoisie qui refuse tout entrave à son appétit pour le profit et qui demande plus d'aide à l'investissement tout en payant moins d'impôt. Il doit satisfaire les divers groupes sociaux qui veulent que leurs droits soient respectés. Il doit tenir compte du désir des payeurs de taxe qui se rebiffent contre toute politique fiscale réduisant leurs revenus personnels : « Les dilemmes économiques auxquels doivent faire face les sociétés occidentales découlent du fait que nous avons essayé de combiner les appétits de la bourgeoisie qui ne supporte pas qu'on refrène son âpreté au gain, soit moralement, soit par la fiscalité, une politique démocratique qui, naturellement réclame de plus en plus d'aide et de services sociaux, devenus des droits, et des mœurs individualistes qui, au mieux, défendent l'idée de la liberté personnelle et au pire, échappent aux nécessaires

responsabilités et sacrifices sociaux qu'exige une société communautaire ¹. » L'État doit donc assurer l'impossible tâche de gérer une société tout en respectant les libertés diverses de chacun, en satisfaisant les besoins des ayants droit de tous les groupes sociaux, et non seulement des déshérités, en ne restreignant pas les désirs de consommation individuelle. L'État doit accomplir ces multiples et contradictoires tâches en favorisant une croissance économique qui ne serait pas inflationniste et qui protégerait l'environnement.

Daniel Bell distingue trois domaines d'activité économique : la cellule familiale, l'économie de marché et la famille communautaire. La famille, ou l'économie domestique, vise à satisfaire les besoins des divers êtres humains qui la constituent en partageant un ensemble de biens. Cette définition, inspirée d'Aristote, implique que, dans la famille, le rapport entre les personnes prédomine le rapport aux choses et que celui-ci est orienté vers la satisfaction des besoins. Dans une économie de marché, les résultats de la production ne sont pas mis en commun, mais consommés par l'individu ou la famille. De plus, dans un marché dominé par la production et la consommation de masse, les motifs d'acquisition des biens et des services ne sont pas uniquement des besoins mais des désirs qui sont par définition, illimités et insatiables.

La famille communautaire, l'État en d'autres mots, cherche à répondre à des besoins communs, à procurer aux particuliers des services qu'ils ne peuvent se procurer eux-mêmes. Or le problème de la famille communautaire est quelle est devenue « le lieu où s'expriment non seulement les besoins de caractère général, *mais les désirs personnels* ² ». (On pourrait porter le même jugement sur la cellule familiale, éclatée par la volonté de chacun de satisfaire la multiplicité de ses désirs.) À ce problème, Bell propose une nouvelle morale, une nouvelle *civitas*, qui accepterait l'inévitable tension entre le particulier et l'universel, qui marierait liberté individuelle et solidarité collective. Le terme « famille communautaire » a précisément comme objectif de mettre l'accent sur la nécessaire solidarité des individus d'une société pour satisfaire les besoins de chacun.

Plus tard, notamment dans la revue *The Public Interest*, Daniel Bell précisera ce qu'il entend par nouvelle *civitas* : la restauration morale de l'Amérique par un retour aux valeurs familiales et religieuses traditionnelles. Bell deviendra ainsi un des principaux leaders du courant néo-conservateur américain.

¹ *Les contradictions culturelles du capitalisme.* PUF, 1979, p. 258.

² *Op. cit.*, p. 235.

c) Touraine ou les mouvements sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Lyotard se réfère aussi à Touraine qui, trois ans avant Bell, avait publié un ouvrage sur la société postindustrielle. Alain Touraine, comme Lyotard, fait partie de la famille des intellectuels de gauche marquée par les espoirs et les mouvements de la Libération, mais contrairement à celui-ci, il n'a jamais adhéré à une philosophie de l'histoire. Sans doute doit-on y voir la conjonction de deux influences fort différentes : Jean-Paul Sartre, qui a toujours refusé toute forme de transcendance, et dont la pensée anime ou hante les écrits de Touraine ; la sociologie américaine, dont l'empirisme éloigne toute recherche de Sens, qui apporte à l'auteur ses méthodes et ses techniques de recherche avant qu'il ne fonde sa propre méthode d'investigation et d'intervention dans *La voix et le regard*. Aussi n'a-t-il aucune difficulté à admettre avec les postmodernes ce qu'il avait déjà affirmé : il faut rejeter toute philosophie de l'histoire, fut-elle celle du Progrès, de l'Émancipation ou de la Raison. Il y a des histoires : l'Histoire n'existe pas. Cependant, contrairement à Lyotard et compagnie, il est demeuré de gauche, porteur d'espoir.

Touraine reconnaît, du moins dans ses premiers livres, la validité des connaissances qu'apporte la perspective fonctionnaliste, l'étude de la société comme système social structuré par des rôles., des strates, une mobilité sociale, des normes, etc. Daniel Bell se rattache à ce courant qu'a théorisé Talcot Parsons. Toutefois Touraine s'intéresse à autre chose, aux classes sociales, non pas définies de façon structuralo-fonctionnaliste par leurs places et leurs fonctions au sein d'une structure sociale, mais par leurs actions, leurs mouvements (leurs *praxis* dirait Sartre), leurs consciences n'étant que les orientations de leurs actions (les projets pour Sartre). L'acteur de classe est donc liberté créatrice animée par une volonté de contrôle et de développement. Il n'y a pas un Sens à l'histoire, mais celle-ci est animée par les sens que lui donnent les classes en lutte. La conscience de classe, celle de l'acteur social, combine selon Touraine trois principes : principe d'identité (définition de soi) ; principe d'opposition (définition de la classe antagoniste) ; principe de totalité (définition du champ social dans lequel se situe l'antagonisme). Vient-il à manquer un de ces éléments, il n'y a pas pour Touraine conscience de classe, ni action de classe, ni classe proprement dite : il y a des groupes sociaux de pression, d'opposition, de contestation, qui ont conscience de leurs intérêts, qui entrent en lutte ou en conflit sans atteindre ce que l'auteur nomme l'historicité.

L'organisation sociale, la société, devient pour Touraine le résultat de rapports conflictuels entre les acteurs sociaux « qui luttent pour s'assurer le contrôle des modèles selon lesquels la collectivité organise, de manière normative, ses relations avec son environnement ¹ ». Dans *Sociologie de l'action*, Touraine sépare l'analyse sociologique qui décompose la réalité sociale et la recompose sur un plan théorique de l'analyse historiographique qui construit des ensembles concrets définis dans le temps et l'espace ². Dans ces livres ultérieurs, Touraine explicitera cette séparation méthodologique. La sociologie est l'analyse synchronique du fonctionnement d'une société perçue comme lieu de luttes des acteurs sociaux. L'histoire est l'analyse diachronique d'une société, du passage d'une collectivité d'un type de société à un autre, du changement dont l'acteur principal est l'État. La sociologie s'intéresse donc aux facteurs endogènes du fonctionnement d'une société, tandis que l'histoire porte sur le changement social qui est toujours à un degré ou à un autre exogène, qui dépend des relations d'État des relations internationales ³.

Le mouvement ouvrier constitue pour la gauche l'acteur social par excellence. Aussi les premières études de Touraine porteront-elles sur celui-ci. Touraine découpe en trois phases le développement de la classe ouvrière. Dans la première phase, l'ouvrier s'isole dans son autonomie professionnelle et s'oppose à l'entrepreneur sans que ce conflit soit perçu comme pivot central de la société. Ce n'est que dans la seconde, alors que l'Europe est bouleversée par la première vague du développement industriel, lorsque le travail professionnel décomposé rencontre l'organisation rationalisée du travail, lorsque le métier émietté fait face à la chaîne de montage, lorsque l'ouvrier s'oppose au directeur qui a remplacé l'entrepreneur, que la classe ouvrière se constitue vraiment comme classe, comme acteur social. À ce moment de l'histoire, l'ouvrier défend son autonomie professionnelle (principe d'identité) contre le directeur (principe d'opposition) tout en voyant l'entreprise, lieu de rapports sociaux antagoniques, comme le microcosme de la société (principe de totalité). Dans la phase subséquente, l'ouvrier spécialisé ne se définit que par son rôle et sa position dans le système économico-social, que par les différences d'avantages qu'il en retire, il n'a plus qu'une conscience de strate économique ou professionnelle. La classe ouvrière, comme acteur social, a vécu. Touraine expliquera par la suite que l'exercice du pouvoir au sein de l'entreprise n'est plus le moteur du développement du système économique, que le conflit industriel a été institutionnalisé par l'action syndicale et l'intervention de l'État, que des négociations entre partenaires se sont substituées aux luttes de classes, que différentes formes de participation des travailleurs ont été mises sur pied, que les ouvriers ont vu leur niveau de vie s'élever et leur genre de vie se transformer, etc. Les études ultérieures de Touraine ne modifieront pas ses positions : le recul du mouvement syndical recouvre le déclin du mouvement ouvrier comme

¹ *Le retour de l'acteur*. Fayard, 1984, p. 67.

² Seuil, 1965, p. 99.

³ *Sociologie de l'action*, Seuil, 1965, pp. 9, 10 et 99 ; *La voix et le regard*, Seuil, 1978, pp. 39, 40, 135 et 136 ; *Le retour de l'acteur*, Fayard, 1984, pp. 183-185.

mouvement social, comme acteur de classe, et le progrès de son influence sur le système de décisions politique, économique et sociale ¹.

Le mouvement de Mai 68 redonne espoir à l'auteur : il existe de nouveaux mouvements sociaux, de nouveaux sujets sociaux, de nouvelles classes sociales. La technocratie est la nouvelle classe dirigeante qui accumule les ressources sociales en vue d'accroître la puissance des divers appareils et qui, pour ce faire, subordonne le service à l'équipement. La domination de la technocratie se manifeste sous trois aspects : l'intégration sociale qui impose des conduites en accord avec ses objectifs et son système de pouvoir ; la manipulation culturelle qui, par les mass médias et les industries de loisirs, crée chez les consommateurs des besoins et des attitudes conformes au type de croissance recherchée ; la domination des grands appareils politiques et économiques plus orientés « que jamais vers la puissance, vers le contrôle proprement politique et de son fonctionnement interne et de son environnement ² ». « La technocratie est, dit Touraine, le pouvoir exercé au nom des intérêts des appareils de production et de décision, politiques et économiques, qui visent la croissance et la puissance et qui ne considèrent la société que comme l'ensemble des moyens sociaux qui doivent être utilisés pour parvenir à la croissance et au renforcement des appareils dirigeants qui la contrôlent ³. »

Les technocrates peuvent être, écrit Touraine, alliés aux dirigeants capitalistes ou aux industrialisateurs communistes ayant initié l'industrialisation. Mais ils entrent fréquemment en conflit avec ces classes dominantes qui représentent le passé et qui subordonnent la croissance économique à leur volonté de pouvoir. Bell pour sa part refuse de parler d'une nouvelle classe dirigeante technocratique : l'État contrôlant plus ou moins 40 % du produit national brut, c'est l'élite politique qui dirige encore les technocrates ⁴.

À la classe technocratique s'opposent en Mai les étudiants ainsi que des cadres techniques et intellectuels de diverses organisations. Dans *La société postindustrielle*, Touraine opposera aux technocrates l'ensemble des consommateurs d'où surgissent les nouveaux mouvements sociaux.

L'arrivée de ces nouveaux sujets sociaux, de ces nouvelles classes sociales, marque l'émergence d'une nouvelle société, la société postindustrielle qui est technocratique par sa classe dirigeante et programmée par sa capacité de créer des modèles de gestion à tous les niveaux (production, organisation, distribution, consommation, etc.). Si la société industrielle produisait des biens matériels, la société post-

¹ Touraine, Wieviorka et Dubet, *Le mouvement ouvrier*. Fayard, 1984, 438 p.

² *La société postindustrielle*. Coll. Médiations, Denoël, 1969, p. 13.

³ *Ibid.*, p. 135.

⁴ On pourrait aussi distinguer, au niveau de l'entreprise privée, les sociétés à contrôle interne, où la dilution des actionnaires permet le pouvoir technocratique, des compagnies où les gestionnaires sont sous la direction des actionnaires majoritaires. Sur cette distinction, voir Jorge Niosi, *Le contrôle financier du capitalisme canadien*. PUQ, 1978, 216 p.

industrielle produit des biens symboliques (valeurs, besoins, représentations) bien plus encore que les services sur lesquels insiste Bell : « La société industrielle avait transformé les moyens de production ; la société postindustrielle modifie les fins de la production, c'est-à-dire la culture ¹. »

Mais, à la fin des années 70, le repli sur la vie privée de plusieurs soixante-huitards coïncide avec la disparition des mouvements sociaux qui avaient constitué, pour Touraine, la première manifestation des sociétés postindustrielles. La vision du monde qui domine maintenant les intellectuels à la mode est celle de Lyotard : un système social tout puissant auquel font face des individus qui ne peuvent s'associer que sur une base locale et temporaire. Un pouvoir central tout puissant imposerait sa volonté à une société atomisée par la disparition des traditions, des communautés et des grands idéaux de la modernité. Il n'y a plus, et ne pourrait plus avoir, d'espace public autonome entre les États dominés par la rivalité économique et militaire et les individus englués dans des problèmes personnels et interpersonnels. À la limite, la pensée du social, la sociologie, serait impossible : ne subsisteraient que l'étude de l'individu et des petits groupes (la psychologie) et celle des États, de leurs rapports, de leurs relations avec l'individu (la politique).

Touraine relie cette vision du monde, qui nous convie à l'impuissance, à une phase de la conjoncture économique : les périodes d'expansion favorisent l'émergence de mouvements contestataires tandis que les périodes de crise renforcent l'action régulatrice de l'État. Cette périodisation souffre d'économisme, mais elle dit bien ce que révèlent les études sur l'histoire du XIX^e et XX^e siècle : aux périodes de bouleversements et de luttes succèdent des phases de répression et de conservatisme idéologique.

Mais, indépendamment de cette conjoncture morose, en l'absence d'un principe central d'intégration comme le fut la classe ouvrière, comment unifier les multiples luttes, conflits, négociations qui visent plus de justice, plus de liberté, une plus large démocratie ² ?

Touraine voit l'unité des mouvements sociaux de contestation dans leur commune attitude d'opposition à la société programmée et technocratique, à la société post-industrielle. Positivement, l'unité de ces mouvements sociaux ne se créera qu'en conjonction avec des forces politiques qui les réunifieront stratégiquement, tout en respectant leur autonomie : « Du moment que le mouvement n'est plus la base ou la matière première de l'action d'un parti, seul porteur de sens, il faut inverser la relation et reconnaître que les mouvements sociaux ne se constituent et ne s'intègrent entre eux que dans la mesure où ils sont en relation avec des forces politiques qui ne sont nullement leurs représentantes, mais qui appuient sur eux leur stratégie. Des

¹ *Le retour de l'acteur.* Fayard, 1984, p. 223.

² Bell dirait : comment rendre compatibles et satisfaire les demandes des individus et des groupes portés par des désirs insatiables qu'alimente une culture hédoniste ?

mouvements sociaux populaires ne peuvent s'organiser que dans le cadre d'une stratégie politique de « gauche », mais ces mouvements sociaux sont et seront de plus en plus indépendants des partis politiques ¹. » Le Québec des années 70 est un bon exemple de ce processus : le Parti Québécois prend le pouvoir en 76 en conjonction avec les divers mouvements sociaux (nationaliste, syndical, féministe, socialiste), qui demeurent autonomes, et maintient de peine et de misère cette liaison jusqu'à l'échec référendaire.

Touraine, en réfléchissant sur le retour de l'acteur, veut le préparer, tout en espérant que cet acteur soit un mouvement social, un sujet social, une classe sociale.

d) Habermas ou l'agir communicationnel

[Retour à la table des matières](#)

Habermas distingue modernité, modernisation et temps modernes. La modernité prend forme durant le siècle des Lumières, de l'*Aufklärung*, au XVIII^e siècle. Elle instaure, en Occident, un processus de désenchantement, un processus rationnel, qui désintègre les conceptions religieuses du monde et engendre une culture profane. Ce processus désocialise la nature et dénature le monde humain : « Le monde extérieur qui se constitue ainsi se différencie en monde objectif de l'étant et en monde social des normes (ou des relations interpersonnelles régulées par des normes), l'un et l'autre se détachant du monde intérieur de chacun, celui des expériences subjectives ². » Avec l'éclatement de la vision englobante et unifiante de la théologie et de la métaphysique, la sphère de validité des énoncés, qui deviennent eux-mêmes problématiques, se différencie en trois domaines : la vérité, la justesse normative, la sincérité subjective (ou l'authenticité). Avec la disparition de la religion qui garantissait la correspondance entre le langage et le monde, l'homme, devenu présent à lui-même par l'autoréflexion, doit trouver en lui le fondement de ses certitudes : la modernité est obligée de puiser en elle-même sa normativité, les critères en fonction desquels elle s'oriente. Kant est le philosophe de la modernité : on ne peut connaître la réalité en soi (les noumènes), on ne peut connaître que les phénomènes relevant des catégories de l'entendement. Le jugement de vérité est dissocié du devoir-être, dépendant de la Raison pratique, et du beau, soumis au jugement de goût. Les catégories du vrai, du bien et du beau, unifiées dans la métaphysique, sont séparées et coupées de toute prétention à saisir la réalité en soi, l'être en tant qu'être.

¹ *Le retour de l'acteur.* Fayard, 1984, p. 267.

² Jürgen Habermas, *Le discours philosophique de la modernité.* Gallimard, 1988, p. 138.

La modernité doit être distinguée de la modernisation qui est un processus contradictoire englobant, d'une part, la modernité elle-même, c'est-à-dire le développement de la rationalité et d'autre part, l'extension du marché (la subordination des hommes à l'argent) et l'extension de l'État (la subordination des hommes à la hiérarchie et au pouvoir). Or l'argent et le pouvoir tendent à coloniser le monde vécu où s'enracine et croît l'agir communicationnel dont une des composantes essentielles est la raison. Confondre modernité et modernisation empêche de voir le processus contradictoire qu'ouvre le XVIII^e siècle, biffe la différence entre rationalisation et instrumentalisation de celle-ci par l'argent et le pouvoir. Cette confusion a créé, selon Habermas, les conditions épistémologiques permettant au terme de postmodernité de se répandre.

La Renaissance, la Réforme et la découverte du Nouveau-Monde marquent le passage historique du Moyen Âge aux temps modernes. Ces trois événements jettent les bases de la modernité, mais ils ne constituent pas eux-mêmes la modernité dans la mesure où le processus de rationalisation qu'ils inaugurent se développe encore au sein d'une conception religieuse, théologique, métaphysique du monde¹. C'est au XVIII^e siècle qu'éclatera cette enveloppe religieuse pour laisser libre cours à la rationalité, à la modernité.

Hegel se situe au sein de l'époque moderne caractérisée, dans l'idéologie bourgeoise, par la liberté de l'individu qui, dans le marché, poursuit ses intérêts propres garantis par le droit privé, dans l'État, participe de façon égalitaire à la formation de la vie politique, dans la sphère privée, s'actualise à travers l'autonomie morale et enfin, dans la sphère publique, pendant de celle-ci, se réalise en s'appropriant la culture devenue réflexive. Ce processus sépare l'individu en bourgeois (marché), en citoyen (État) et en homme (sphère privée et publique). Ces séparations et ces autonomisations constituent en même temps, pour Hegel, une émancipation par rapport aux liens de dépendance moyenâgeux et une abstraction, une aliénation par rapport à la totalité vécue. L'objectif de Hegel est, par une philosophie de l'histoire, de radicaliser le projet des Lumières, de réunir ce que Kant avait séparé, de transférer à la raison la puissance unificatrice de la religion.

Nietzsche prend acte de l'échec de ce projet hégélien et soumet la raison à une critique systématique. La raison ne peut engendrer que des scissions, elle ne peut fonder le projet de l'unification du genre humain. La modernité ne fait qu'accentuer une rationalisation qui commence avec la philosophie de Socrate et le monothéisme ecclésiastique fondé par le Christ, rationalisation qui détruit le monde unifié et mythologique de la Grèce antique. Nietzsche ne préconise pas un retour réactionnaire aux origines. C'est dans l'expérience esthétique, l'instant présent vécu de façon dionysiaque, que l'individu peut se libérer de ses propres limites, des contraintes de la raison et de l'activité téléologique, des impératifs utilitaires et moraux, qu'il peut fuir

¹ Ernst Cassirer, *Individu et cosmos dans la philosophie de la Renaissance.* Éd. de Minit, 1983, 489 p.

la modernité et renouer avec l'univers primitif. L'art dionysiaque renvoie à la vie qui se moque des catégories de vrai ou de faux, de bien ou de mal, qui est pure jouissance de la puissance manifestée dans ses créations arbitraires : « Le noyau esthétique de la *volonté de puissance* est constitué par la créativité sémantique et par une sensibilité qui se laisse affecter de multiples façons. Cette volonté est en même temps *volonté d'apparence*, de simplification, de masques, de surface ; et si l'art peut passer pour l'activité véritablement métaphysique de l'homme, c'est parce que la vie elle-même repose sur l'apparence, l'illusion, l'optique, la nécessité du perspectivisme et de l'erreur ¹. » Cette volonté de puissance originaire doit être distinguée de celle qui a cours dans le monde depuis Socrate et le Christ, de la raison centrée sur le sujet, de la volonté de domination nihiliste, pervertie et en définitive, masochiste.

Nietzsche, par sa critique radicale de la raison, pose les bases, selon Habermas, du courant postmoderne. Heidegger part de Nietzsche, mais il substitue à la critique totalisante de l'idéologie une analyse du processus d'autodestruction de la métaphysique occidentale, à la mythologie régénérée par une esthétique dionysiaque une philosophie vouée à l'être. Heidegger voit dans le nihilisme l'expression de la domination totalitaire du monde par la technique : « S'y achève, selon lui, la fatalité d'une pensée métaphysique mise en mouvement par la question de l'être, mais qui, devant la totalité de l'étant réifié, oublie toujours plus radicalement cette réalité essentielle ². »

Bataille, Foucault et Derrida se situent dans cette lignée. (Habermas n'aborde pas Lyotard qu'il semble considérer comme faisant partie du menu fretin intellectuel.) Bataille ne critique pas la rationalisation en s'attaquant, comme Heidegger, à la technique qui réifie l'étant au détriment de l'être, mais en condamnant la subordination de la société à l'accumulation, l'aliénation du travail en vue de celle-ci, la domination des personnes par le monde des produits, des choses, la réduction des relations humaines au calcul, aux règles de comptabilité. Bataille ne se voue pas à l'être, mais préconise la souveraineté comme Nietzsche le faisait pour le surhomme. C'est par la dépense improductive vécue dans la fête ou le potlatch que le souverain transcende la raison accumulatrice, c'est par la violence subie ou infligée dans l'érotisme ou la mort que le souverain transgresse les interdits, qu'il sort des limites de son individuation dans un monde réifié, qu'il libère la subjectivité de ses chaînes.

Foucault, s'inspirant de Nietzsche pour qui le monde est livré à la lutte implacable des puissances, réduit tout ce qui existe à une lutte de pouvoirs. Tout contre-pouvoir, s'il réussit dans sa lutte, se transforme lui-même en pouvoir qui engendrera un nouveau contre-pouvoir. Même le discours est pouvoir dans la mesure où c'est celui-ci qui détermine les critères de validité : « L'apparence selon laquelle le meilleur argument n'est d'aucune violence se dissipe en effet dès l'instant où « on se place à une autre échelle » et où on adopte l'attitude de l'archéologue qui dirige son regard

¹ Jürgen Habermas, *Le discours philosophique de la modernité*, op. cit., p. 116.

² *Ibid.*, p. 126.

vers les fondements ensevelis du sens, vers les infrastructures difficiles à mettre à jour par lesquelles est bel et bien prescrit ce qui, à l'intérieur du discours, doit être tenu pour vrai et pour faux ¹. » Il n'y a de vérité que le pouvoir.

Derrida part de Heidegger et poursuit son entreprise de déconstruction de la pensée occidentale. Mais il ne recherche pas l'Être masqué par l'étant. Pour Derrida, tout est écriture. Chaque texte renvoie à des textes plus anciens, sans jamais pouvoir atteindre l'archi-écriture qui, telle la Bible ou le Nouveau Testament, permettrait de déchiffrer le Sens : « Il est vrai qu'il ne s'agit pas de l'autorité d'un Être masqué par l'étant, mais celle d'une écriture qui n'est plus sainte, d'une écriture exilée, errante, étrangère à son propre sens et qui témoigne de manière testamentaire de l'absence du sacré ². »

La poursuite de la critique nietzschéenne de la modernité par Bataille et Foucault, Heidegger et Derrida, ne leur permet pas de sortir de la problématique du sujet initiée par Descartes et formalisée par Kant. Malgré leurs visées de dépassement, leurs argumentations demeurent, selon Habermas, piégées par les problèmes posés par la philosophie de la conscience (la connaissance d'objets par des sujets ³. Habermas évite ce piège en faisant appel à une raison qui serait essentiellement intersubjective. La raison est intercompréhension. Cette raison, inhérente à l'agir communicationnel, qui se développe avec la modernité, ne transcende pas l'espace et le temps et est toujours susceptible de révision. Habermas affirme la validité de cette raison, tout en renonçant à la Raison universelle poursuivie par les métaphysiciens et des philosophes.

Il faut remplacer le paradigme de la philosophie de la conscience par celui de l'entente, de l'intercompréhension de sujets capables de parler et d'agir. Dans la communication langagière, Ego, en accomplissant un acte de parole, met Alter devant la responsabilité de prendre position par rapport à cet acte de parole, d'affirmer ou de nier sa validité. Ceux qui participent à cette communication peuvent coordonner leurs projets dans la mesure où ils s'entendent les uns les autres sur quelque chose qui existe dans le monde. Les divergences qui peuvent surgir impliquent la possibilité qu'elles soient aplanies par l'argumentation. L'agir communicationnel révèle sa rationalité dans cet accord mutuel sur la validité d'un énoncé.

Dans l'agir communicationnel, le langage acquiert, en plus de cette fonction d'intercompréhension, le rôle de coordonner les activités, orientées vers un but, de plusieurs sujets de l'action et la fonction de socialiser les sujets de cette action. La communication langagière permet donc en même temps la reproduction culturelle, l'intégration sociale et la socialisation des sujets : « Dans l'aspect « information », les

¹ *Ibid.*, p. 293.

² *Ibid.*, p 214.

³ Mon propos n'étant pas philosophique, je schématise de façon abusive l'argumentation complexe et serrée qu'Habermas développe sur près de 500 pages dans *Le discours philosophique de la modernité*.

actes de communication servent à *transmettre le savoir culturel accumulé* : la transmission culturelle se reproduit [...] grâce au médium de l'action orientée vers l'intercompréhension. Avec l'aspect « coordination de l'action », ces mêmes actes communicationnels servent à *effectuer les normes* adaptées à chaque contexte particulier : l'intégration sociale se réalise aussi à travers ce médium. Enfin, avec l'aspect « socialisation », les actes de communication servent à construire les contrôles internes du comportement et en particulier à former les *structures de la personnalité*¹. »

L'agir communicationnel implique donc simultanément trois types d'agir, trois relations différentes au monde : envers quelque chose dans le monde objectif sur lequel des énoncés vrais sont possibles ; envers quelque chose dans le monde social, celui des relations interpersonnelles fondées sur des règles légitimes ; envers quelque chose dans le monde subjectif que le locuteur peut exprimer devant un public : « L'agir communicationnel s'appuie sur un processus d'interprétation coopératif : les participants s'y rapportent *en même temps* à quelque chose dans le monde objectif, le monde social et le monde subjectif, même si dans leur énonciation ils *n'avancent* thématiquement *qu'une* des trois composantes². »

Ces trois mondes constituent le cadre de référence au sein duquel les participants à l'agir communicationnel s'entendent sur des définitions communes de leur situation d'action. Celle-ci renvoie toujours à la complexité d'un monde vécu qui constitue son arrière-plan. Ce monde vécu forme un réservoir de convictions, d'évidences qui ne sont pas sues au sens strict dans la mesure où elles ne sont pas problématisées. Ce monde vécu, cet univers pré-réflexif, consiste en certitudes culturelles, en pratiques sociales, en valeurs et normes assimilées et, enfin, en capacités individuelles. Ce sont uniquement les éléments particuliers de ce monde, lorsqu'ils deviennent pertinents dans la définition d'une situation, qui sont mobilisés sous la forme d'un savoir par le fait qu'ils peuvent être discutés, contestés, fondés. La maîtrise d'une situation met en évidence deux aspects de l'agir communicationnel : l'aspect intercompréhension sur la définition de la situation et l'aspect téléologique sur la réalisation des projets poursuivis. Le consensus et le succès sont les deux critères de la maîtrise de la situation. Sans le premier, le second est évidemment impossible : « Une *situation* constitue un découpage dans le monde vécu, bien délimité par rapport à un thème. Un *thème* émerge en lien avec des intérêts et des buts d'action d'(au moins) un participant ; il circonscrit la *sphère de pertinence* des éléments de la situation susceptibles d'être thématiques et il reçoit ses accents propres par le biais des *plans* mis en œuvre par les participants à partir de leurs interprétations de la situation, pour réaliser effectivement leurs fins respectives³. »

¹ Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, T. 2. Fayard, 1987, p. 74.

² *Ibid.*, p. 133.

³ *Ibid.*, p. 140.

Les structures symboliques du monde vécu se reproduisent par l'usage du savoir valide, la solidarité de groupe et la formation d'acteurs responsables. Le processus de reproduction rattache, sous trois aspects, les nouvelles situations à l'état existant du monde vécu. La reproduction culturelle garantit, dans la dimension sémantique des contenus, la continuité de la tradition et la cohérence du savoir, évaluées toutes deux à l'aune de la rationalité. L'intégration sociale veille à la coordination des acteurs par des relations interpersonnelles légitimement réglées et à la permanence de l'identité des groupes, permettant ainsi la solidarité des membres. La socialisation assure à la nouvelle génération l'acquisition des capacités généralisées d'agir et la coordination de son histoire de vie aux formes de vie collective. Les crises de ces processus de reproduction se traduisent, en perte de sens au niveau culturel, en anomie au niveau de l'intégration sociale et en psychopathologie au niveau de la socialisation. La culture, la société et la personne constituent les composantes structurelles du monde vécu correspondant à ces trois processus de reproduction : « J'appelle *culture* la réserve de savoir où les participants de la communication puisent des interprétations quand ils s'entendent sur une réalité quelconque dans le monde. J'appelle *société* les ordres légitimes à travers lesquels les participants de la communication règlent leur appartenance à des groupes sociaux et assurent ainsi une solidarité. Par *personnalité*, j'entends les compétences qui rendent un sujet capable de parole et d'action, donc le mettent en mesure de participer à des procès d'intercompréhension et d'y affirmer sa propre identité ¹. »

Le sacré, la religion, le rite qui assuraient l'assujettissement de l'individu à la tradition et à la société sont brisés par la modernité qui libère le potentiel de rationalité inhérent à l'agir communicationnel. Le consensus, n'étant plus fondé sur le sacré, doit être produit dans la communication. Ce processus de désenchantement, qui assure le passage de la solidarité mécanique à la solidarité organique, se manifeste par la rationalisation des images du monde, l'universalisation du droit et de la morale et par l'individuation. La reproduction culturelle ne repose plus sur une tradition vécue comme immuable et fondée sur l'autorité divine : la transmission culturelle, dépendant de la validité consensuelle, soumise à la critique permanente, devient fondamentalement problématique. Les modèles concrets de comportement normatif venus de la tradition et les rôles établis par les liens de parenté ne définissent plus l'orientation des acteurs. L'épuisement de ces modèles et de ces rôles traditionnels va de pair avec la généralisation des motivations et des valeurs. L'intégration sociale ne peut plus passer par la foi, mais par la coopération poursuivie par les acteurs. L'individuation, la croissance de l'autonomie de l'individu, ne réside pas fondamentalement dans l'élargissement des possibilités d'agir, dans la liberté de choix, mais dans le « rapport à soi réfléchi ». Dans la mesure où Ego, dans le processus de l'intercompréhension, anticipe une objection d'Alter, se regarde avec les yeux d'un opposant, il acquiert un rapport réfléchi à lui-même et s'autonomise.

¹ *Ibid.*, p. 152.

Mais l'interaction de participants n'est pas uniquement orientée vers l'intercompréhension, fondée sur une confiance rationnellement motivée : elle peut aussi être centrée sur les conséquences de l'action et dépendre d'une obligation empirique motivée par l'attraction et la dissuasion. Dans le premier cas, Ego traite Alter comme un égal ; dans le second, il l'instrumentalise en fonction de ses propres objectifs. Ces deux stratégies d'action reposent sur le prestige, sur des attributs de la personnalité (les capacités intellectuelles et la capacité d'un sujet agissant à prendre ses responsabilités¹ pour l'agir communicationnel ; la force physique, la séduction corporelle, les compétences techniques et pratiques pour l'obligation empirique) et sur l'influence (le savoir pour le premier, les biens pour le second).

Les liens empiriquement motivés permettent de substituer, au processus de formation d'un consensus par le langage, les médiums argent et pouvoir qui codifient les interactions en fonction de valeurs quantifiables et calculables : « Aux engagements empiriquement motivés se rattachent des médiums comme l'argent et le pouvoir. Ils codifient les relations rationnelles pour atteindre une fin grâce à des volumes de valeurs calculables, et ils rendent possible une prise d'influence stratégique généralisée sur les décisions d'autres parties prenantes de l'interaction : ils se passent des processus de formation langagière d'un consensus. Du fait qu'ils ne simplifient pas seulement la communication par le langage, mais qu'ils la *remplacent* par une généralisation symbolique des dommages ou des dédommagements, le contexte du monde vécu où les processus d'intercompréhension sont toujours insérés est déprécié au profit des interactions régulées par des médiums : il n'est plus besoin du monde vécu pour coordonner les actions². »

L'argent, institutionnalisé en propriété et en contrat par l'intermédiaire du droit civil, et le pouvoir, institutionnalisé en organisation administrative par le droit public, sont deux médiums dont l'ancrage dans le monde vécu est différent. Alors que l'argent institue, du moins d'un point de vue formel, des relations d'égalité entre participants dans leur calcul utilitaire, une relation d'échange dans l'intérêt des deux parties, le pouvoir, repose toujours sur une relation hiérarchique entre administrateurs et administrés, entre supérieurs et inférieurs. C'est pourquoi le pouvoir a besoin d'une référence à des buts collectifs, une légitimation qui compense cette inégalité : « Le médium argent est certes arrimé, à travers son institutionnalisation juridique, au monde vécu structuré par la communication, mais il n'est pas rendu, en retour, *dépendant* des processus de formation langagière du consensus, comme l'est le médium du pouvoir, qui a besoin de légitimation³. »

En réaction aux médiums argent et pouvoir se constituent au niveau du monde vécu, la sphère privée et l'espace public. Le noyau institutionnel de la première est la

¹ « J'entends par là la force de la volonté, la crédibilité et la fiabilité, donc des vertus cognitives, expressives et morales-pratiques d'un agir qui se guide d'après des prétentions à la validité. » Habermas, *op. cit.*, p. 198.

² *Ibid.*, p. 309.

³ *Ibid.*, p. 300.

famille spécialisée dans les tâches de socialisation ; d'un point de vue systémique, elle est définie comme économie domestique privée. Le noyau institutionnel du second est formé par les réseaux de communication qui rendent possible la participation d'un public à la reproduction culturelle et à la formation d'une opinion publique. Ce sont les technologies de communication (écriture, presse écrite, médias électroniques) qui ont rendu possible la création d'espaces publics en libérant les actes langagiers des limitations spatio-temporelles. Du point de vue du système, l'espace public de la culture et de la politique est perçu comme le monde ambiant permettant la légitimation. Entre les médiums et le monde vécu s'instituent des relations d'échange. Le système économique échange un salaire contre du travail (rôle du salarié) et des biens et des services contre une demande solvable (rôle du consommateur). Le système politique échange des services contre des impôts (rôle du bénéficiaire ou de l'utilisateur) et des décisions politiques contre le vote (rôle du citoyen). Le sujet, en tant que consommateur et citoyen, a plus d'autonomie face au système, qu'en tant que salarié et bénéficiaire : « Certes, *l'autonomie de la décision d'acheter* des consommateurs indépendants ainsi que *l'autonomie de la décision de vote* des citoyens souverains ne sont que des postulats de l'économie et de la théorie de l'État bourgeoises. Néanmoins, dans ces fictions est mis en avant le fait que les modèles de la demande et de la légitimation culturelles manifestent des structures de résistance ; elles sont rattachées à des contextes du monde vécu et ne sont pas à la merci des incursions de l'économie et de la politique comme le sont la force de travail et l'utilisateur ¹. »

Les sous-systèmes de l'économie et de l'État, du marché et du monopole de force, se complexifiant avec la croissance du capitalisme, tendent à coloniser le monde vécu, à empiéter sur sa reproduction symbolique, à réduire l'agir communicationnel, à tout ramener à des liens empiriquement motivés. Aux impératifs de la raison communicationnelle, ils opposent leurs propres impératifs fondés sur la maintenance du système et tendent ainsi à chosifier le monde vécu : « Dans la mesure où le système économique soumet à ses impératifs la forme de vie de l'économie domestique et la conduite de la vie chez les consommateurs et les salariés, le consumérisme et l'individualisme de la propriété, les thèmes de l'efficacité et de la compétition prennent une force prégnante. La pratique communicationnelle courante est rationalisée unilatéralement au profit d'un mode de vie spécialisé-utilitariste ; et cette conversion à des orientations rationnelles en vue de fins à atteindre, induite par des médiums, appelle la réaction d'un hédonisme qui soulage de la pression de cette rationalité. De même que la sphère privée est traversée et évidée par le système économique, de même l'espace public l'est par le système administratif. D'un côté, la domination et le dessèchement bureaucratiques des processus spontanés de formation de l'opinion et de la volonté élargissent les possibilités pour mobiliser, de manière planifiée, la loyauté des masses ; de l'autre, elles facilitent la disjonction entre décisions politiques et apports en légitimation venus de contextes vécus concrets, formateurs d'identité ². »

¹ *Ibid.*, p. 354.

² *Ibid.*, p. 358.

L'État social – dont les bases sont jetées aux U.S.A. par le « New Deal » de Roosevelt – marque sûrement un progrès par rapport aux initiatives privées de charité, mais, comme tout progrès, il comporte des inconvénients : l'État social qui pénètre partout, y compris dans la famille, s'introduit dans le monde vécu des ayants droit et transforme ses structures. Les assistés sociaux et les pensionnés de l'État, s'ils sont soustraits à la misère, voient leur compréhension d'eux-mêmes et leurs relations à autrui transformées par un sentiment de dépendance, leur participation à des solidarités communautaires et à des organisations bénévoles étiolée par un sentiment d'isolation.

De la même façon que le fardeau du travail aliéné est compensé par la liberté du consommateur, la participation du citoyen, limitée au vote et vidée de toute son affectivité, est rendue supportable par le statut de bénéficiaire des services de l'État. Mais ces services sont dispensés par des professionnels englués dans un processus de bureaucratisation et de légalisme qui entoure, régleme et contrôle la vie quotidienne des ayant droit. La vie quotidienne, qui lie étroitement interprétations cognitives, attentes morales et formes expressives, est appauvrie et séparée de la culture élitiste des experts qui reproduisent les dichotomies modernes entre science, morale, art et technique, entre vrai, bien, beau et efficace.

L'État social apporte des correctifs nécessaires au fonctionnement discriminatoire du marché, mais il appauvrit aussi la vie quotidienne : « L'État social va au-delà de la pacification du conflit de classes qui surgit immédiatement dans la sphère de production, il étend son réseau de rapports clientélares sur les sphères de la vie privée : plus s'accroît ce processus, et plus nettement entrent en scène les effets indirects pathologiques d'une extension du droit qui signifie simultanément bureaucratisation et monétarisation de domaines centraux de la vie vécue. Le *dilemme inhérent à cette structure de l'extension du droit* vient de ce que les garanties de l'État social doivent servir à l'objectif d'intégration sociale : en réalité, elles suscitent la désintégration des contextes vécus, qui sont détachés, par une intervention sociale de nature juridique, des mécanismes d'intercompréhension coordonnant l'action et reconvertis sur des médiums comme l'argent et le pouvoir ¹. »

L'État social voulait domestiquer le marché. Il faut maintenant penser à domestiquer l'État social, lui aussi entré en crise : « Le système politique a pris un caractère aussi problématique et en tout cas aussi ambigu que le système économique. Aujourd'hui, le système politique apparaît lui-même, du point de vue de la régulation, comme une source de problèmes, et non plus comme un moyen de les résoudre. Du même coup, on prend conscience de la *différence entre problèmes de régulation et problèmes d'intercompréhension*. [...] L'argent et le pouvoir ne peuvent acheter – ni obtenir par la force – ni la solidarité ni le sens. En un mot, le résultat du processus de désenchantement est un nouvel état d'esprit dans lequel le projet de l'État social entre

¹ *Ibid.*, p. 400.

pour ainsi dire dans une phase réflexive et s'oriente vers une domestication, non seulement de l'économie capitaliste, mais encore de l'État lui-même ¹. »

Contre la colonisation du monde vécu par l'argent et le pouvoir se manifestent des formes de refus et de protestation : mouvements antinucléaires et écologiques ; mouvement de la paix ; mouvement d'initiatives civiles ; mouvement alternatif ; action de protection des minorités ; groupes d'entraide psychique ; mouvements autonomistes ; mouvement des femmes... Les nouveaux conflits sociaux ne surgissent plus dans la sphère du travail, ne sont plus canalisés par les partis et les syndicats, ne sont plus apaisés par des indemnités de l'État social : « Les nouveaux conflits surgissent, bien au contraire, dans les sphères de la reproduction culturelle, de l'intégration sociale et de la socialisation ; ils revêtent des formes de protestation infra-institutionnelles, en tout cas extra-parlementaires ; et les déficiences qui sont à l'origine de ces mouvements sont le reflet d'une réification des sphères d'action structurées par la communication, réification dont on ne viendra pas à bout par les médiums de l'argent et du pouvoir. Il ne s'agit pas d'indemnités, que l'État social peut toujours octroyer, mais de défendre et de restituer des modes de vie menacés, ou encore d'imposer de nouveaux modes de vie. Bref, les nouveaux conflits ne naissent pas de *problèmes de redistribution*, mais de questions qui touchent à la *grammaire de vie* ². »

Le mouvement des femmes, en plus de révéler une protestation et un refus, manifeste un potentiel d'émancipation. Dans la mesure où, au-delà de l'égalité au niveau du marché du travail et au niveau de l'État (en tant que système de représentation et d'indemnité), le mouvement féministe lutte pour transformer la vie quotidienne marquée par la domination masculine, il peut remettre en question la logique instrumentale qui colonise le monde vécu.

Il faut créer des espaces publics autonomes qui ne sont pas entretenus par le système du marché à des fins de profit ou par le système politique à des fins de légitimation : « Les centres de communication condensée qui se forment spontanément dans les micro-secteurs de la pratique quotidienne ne peuvent se développer en espaces publics autonomes pour prendre la forme solide d'intersubjectivités indépendantes et parvenues à un ordre supérieur, que dans la mesure où le potentiel offert par le monde vécu est exploité à des fins à la fois d'organisation autonome et d'utilisation des moyens de communication en fonction d'une telle organisation ³. »

La modernité ouvre l'espace de l'agir communicationnel, mais celui-ci est colonisé par l'argent et le pouvoir. Dans la mesure où il y a des mouvements de résistance, de protestation et d'émancipation face à cette colonisation, il y a espoir. La modernité, dit Habermas, est un projet inachevé : on peut poursuivre l'utopie de sa réalisation.

¹ Habermas, *Le discours de la modernité*, op. cit., p. 429.

² Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, T. 2, op. cit., pp. 431-432.

³ Habermas, *Le discours philosophique de la modernité*, op. cit., pp. 430-431.

e) Gorz ou la quête du sens

[Retour à la table des matières](#)

André Gorz, dans *Métamorphoses du travail*, reprend les thèses qu'il développe depuis *Adieu au prolétariat* et les repense à la lumière d'Habermas. Mais contrairement à ce dernier dont la base de réflexion est l'intersubjectivité, Gorz, en disciple sartrien, part du sujet.

La société industrielle émerge de la société féodale en imposant la rationalité économique, le calcul comptable, qui détruit toute autre forme de rationalité, de considération. Ce qui est quantifiable, en termes de coût et de rendement, façonne dorénavant la vie de chaque individu. Le travail cesse alors d'être ce qu'il avait été jusque-là : une activité privée orientée vers l'autoconsommation et soumise aux nécessités naturelles, une activité parmi d'autres intégrée à la richesse et à la complexité de la vie quotidienne, une activité dans laquelle le producteur arbitrait entre effort, satisfaction des besoins et agrément au travail. Le travail, pour être intégré au marché, doit être transformé en une grandeur quantifiable dont on peut calculer le coût et le rendement. Le travail est détaché de l'individu, de sa personnalité, de ses motivations, de ses goûts, de ses désirs propres : le travailleur devient une simple force de travail, interchangeable et comparable, soumise à la dictature de la croissance de la production.

L'activité productive, déployée en vue de l'échange marchand, devient un simple moyen de gagner un salaire. Le travailleur salarié naît de la transformation du producteur en travailleur-consommateur « qui ne produit rien de ce qu'il consomme et ne consomme rien de ce qu'il produit, pour qui le but essentiel du travail est de gagner de quoi acheter des marchandises produites et définies par la machine sociale dans son ensemble ¹ ». La vie au travail et la vie privée sont alors scindées et soumises à des rationalités radicalement différentes. Le travail, objet d'un calcul comptable, organisé selon des critères d'efficacité purement techniques et fonctionnels, sera compensé, dans la sphère privée, par un mode de vie confortable relevant de valeurs hédonistes : « Autrement dit, la réussite professionnelle devient le *moyen* d'un confort et de plaisirs privés sans rapport avec les qualités professionnelles. Les qualités

¹ André Gorz, *Métamorphoses du travail*. Galilée, 1988, p. 36.

professionnelles sont exemptes de vertus personnelles et la vie privée abritée contre les impératifs de la vie professionnelle ¹. »

Mais le sujet, transformé en consommateur, incité à être « soi-même » par la publicité, cherche à satisfaire ses propres désirs, à privilégier la poursuite d'avantages personnels au détriment de tout sentiment d'appartenance. La civilisation de la consommation désagrège la cohésion sociale et familiale, les réseaux de solidarité et d'entraide.

La rationalité économique, le calcul comptable, s'impose à tous les niveaux et réduit tout à l'exigence d'accroissement : « Il suffit d'adopter la quantification comme méthode d'évaluation et guide des décisions pour que l'exigence d'accroissement illimité surgisse à tous les niveaux : comme insatisfaction, envie et désir « de plus » au niveau des individus ; comme exigence de maximisation illimitée au niveau des capitaux partiels ; comme exigence de croissance perpétuelle au niveau du système ; comme valorisation idéologique de la performance accrue [...] au niveau de la civilisation ². »

Le fonctionnement du marché atomisant le corps social, une instance séparée, l'État, doit entrer en action pour assumer l'intérêt général. Si l'État intervient au début du XIX^e siècle pour briser les entraves au libre déploiement du marché, il doit rapidement inverser son intervention pour fixer des limites à l'intérieur desquelles la rationalité économique peut jouer. L'État doit suppléer au dépérissement des solidarités sociales, prendre en charge les besoins collectifs autrefois pris en compte par les communautés, créer des enclaves au sein de la rationalité économique, devenir un substitut de société. L'État doit « suppléer au dépérissement des rapports sociaux autorégulés et des solidarités familiales que provoque la socialisation par le consommationnisme. En assumant des services que des gens, jusque-là, se rendaient normalement à eux-mêmes, l'État-providence leur assure non seulement un degré de sécurité appréciable ; il augmente aussi le temps qui peut être consacré à la scolarisation, au travail salarié et à la consommation marchande ³. »

Les domaines d'activités autorégulées par les individus s'appauvrissent au profit de l'extension de la sphère de l'hétéronomie qui, de l'extérieur, dicte des conduites prédéterminées à chacun. Gorz distingue l'hétérorégulation spontanée par le marché qui impose aux individus, poursuivant leurs propres fins, une certaine cohérence externe, comme résultat aléatoire de leurs activités individuelles, de l'hétérorégulation programmée, grâce à des régulateurs incitatifs ou prescriptifs, par les appareils économiques ou administratifs : « J'appelle *sphère de l'hétéronomie* l'ensemble des activités spécialisées que les individus ont à accomplir comme des fonctions coordonnées de l'extérieur par une organisation préétablie. Au sein de cette sphère de l'hétéronomie,

¹ *Ibid.*, p. 54.

² *Ibid.*, p. 153.

³ *Ibid.*, p. 68.

la nature et le contenu des tâches ainsi que leurs rapports sont hétérodéterminés de manière à faire fonctionner les individus et des collectifs eux-mêmes complexes comme des rouages d'une grande machine [...] ou, ce qui revient au même, de leur faire accomplir à l'insu les uns des autres les tâches spécialisées qu'exige une machine qui, en raison de ses dimensions et du nombre de servants requis, enlève à son personnel toute possibilité d'accorder ses activités par des procédures de coopération autorégulées (par l'autogestion) ¹. »

La présente mutation technologique, fondée sur l'utilisation de l'informatique, de la bureautique et de la robotique, permet de produire plus et mieux avec moins d'heures de travail, d'économiser du temps de travail, non seulement à l'échelle de l'entreprise, mais à l'échelle de la société toute entière. Que faire du temps disponible ainsi libéré ?

La réponse des appareils économiques et politiques a été de segmenter la classe ouvrière : d'un côté, les travailleurs réguliers, bien payés, avec sécurité d'emploi, auxquels on offre la participation ; de l'autre, les précaires, condamnés à passer d'un travail occasionnel, souvent sans intérêt, au chômage, à l'assistance sociale, au travail au noir ou à un quelconque autre travail occasionnel : « L'entreprise remplace le travail par des machines, produit plus et mieux avec une fraction décroissante des effectifs employés précédemment et offre aux travailleurs d'élite qu'elle sélectionne des privilèges qui ont pour contrepartie le chômage, la précarité de l'emploi, la déqualification et l'insécurité du plus grand nombre. Le changement technique a donc pour effet de segmenter et de désintégrer la classe ouvrière. Une élite est gagnée, au nom de l'éthique du travail, à la collaboration avec le capital ; la masse est précarisée et marginalisée ². » Cette logique de segmentation sera intégrée par des travailleurs eux-mêmes : ceux qui ont un revenu stable embaucheront, au noir, les seconds pour des services personnels, pour leur faire effectuer des tâches domestiques qu'ils ne veulent plus assumer.

Pour humaniser le travail, pour assurer la participation des travailleurs à l'entreprise, il faut leur offrir une certaine sécurité d'emploi qui permet leur intégration aux objectifs de l'entreprise. Mais comment rendre compatible cette permanence d'emploi avec les fluctuations conjoncturelles de la demande ? En sous-traitant avec des firmes périphériques dont les travailleurs sont le plus souvent laissés sans protection ou en embauchant des précaires considérés comme une armée de réserve.

L'humanisation du travail recèle donc des limites objectives. Elle sert à masquer la précarisation de près de la moitié de la main-d'œuvre et, dans la mesure où elle est couplée généralement avec une éthique du travail bien fait, tend à justifier la discrimination subie par les précaires : « L'exaltation de l'effort, l'affirmation de l'unité du métier et de la vie ne peuvent être que l'idéologie d'une élite privilégiée qui accapare

¹ *Ibid.*, p. 49.

² *Ibid.*, pp. 88-89.

les emplois bien rémunérés, qualifiés et stables et justifie cet accaparement au nom de capacités supérieures. L'idéologie du travail, la morale de l'effort deviennent dès lors la couverture de l'égoïsme hyper-compétitif et du carriérisme : les meilleurs réussissent, les autres n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes ¹. »

Dans le modèle de développement fordiste, le plein-emploi permet non seulement d'intégrer de façon stable les employés à l'entreprise, mais répond aussi à la volonté de façonner le mode de vie des travailleurs et de leurs familles sur le modèle de la consommation : accroître la demande rentable pour accroître l'offre et, ainsi, rentabiliser des quantités croissantes de capital. Les syndicats ont défendu cette logique et continuent d'y adhérer même si, avec la crise du fordisme, le plein-emploi de certains n'est réalisé qu'en précarisant les autres. Le plein-emploi stable et de bons salaires, ces deux objectifs fondamentaux des syndicats, s'insèrent fort bien au sein de la rationalité économique qui soutient l'éthique du rendement au sein de l'entreprise et la boulimie de consommation dans la vie privée. Or, non seulement le travail n'est plus la principale force productive, non seulement il n'y a plus assez d'emplois permanents pour tout le monde, mais le travail, aussi parcellisé que le savoir, ne peut pas, même lorsqu'il est humanisé, donner sens à la vie : « La division du travail a permis, grâce à la spécialisation des tâches, la mise en œuvre, à l'échelle de la société, de quantités immenses de savoir. La rapidité des évolutions techniques, la puissance de l'appareil productif et la richesse des sociétés industrialisées ont là leur source. Mais de la masse croissante des savoirs mis en œuvre, les individus ne maîtrisent chacun qu'une infime parcelle. La culture du travail, éclatée en mille morceaux de savoir spécialisé, est ainsi coupée de la culture du quotidien. Les savoirs professionnels ne fournissent plus les repères ni les critères qui permettraient aux individus de donner sens au monde, d'en orienter le cours, de s'orienter en lui ². »

La société est placée devant une alternative : se soumettre à la dualisation du marché du travail engendrée par le système ou lutter pour réduire le temps consacré au travail salarié, pour accroître le temps disponible de chacun. Des sondages démontrent que de plus en plus de travailleurs, surtout parmi les jeunes, n'accordent plus une importance centrale au travail : c'est la vie hors de celui-ci qui est valorisée. Il faut partir de cette tendance pour développer une politique centrée sur l'extension des activités non marchandes.

Les activités marchandes sont du travail accompli en vue d'un paiement. Gorz distingue le travail rationalisé économiquement (il crée une valeur d'usage, en vue d'un échange marchand, dans la sphère publique, en un temps mesurable et avec un rendement aussi élevé que possible), du travail servile (le travail domestique payé), du travail d'aide (métiers de soins, d'assistance, d'enseignement, ...) et de la prostitution. Les activités non marchandes sont constituées des activités pour soi (travail domestique réalisé par les intéressés eux-mêmes) et des activités autonomes

¹ *Ibid.*, p. 93.

² *Ibid.*, p. 117.

(éprouvées comme épanouissantes, enrichissantes, source de sens et de joie, dont la fin est en elles-mêmes). Il faut développer les secondes en réduisant les activités marchandes.

La dualisation du marché du travail permet aux travailleurs réguliers d'embaucher des précaires dans le rôle de serviteur et reproduit ainsi, au sein même des travailleurs, un rapport d'inégalité. Pourtant le travail domestique exercé par les intéressés eux-mêmes (sur une base individuelle, familiale ou communautaire et dans l'esprit de juste répartition des tâches entre les sexes) permet à chacun de contrôler et de façonner son univers immédiat.

Il faut repenser les activités d'aide, assumées par l'État-providence et reposant sur la division sociale entre retraités, travailleurs réguliers et précaires ; il faut développer les services auto-organisés bénévoles : « Les impasses de l'État-providence tiennent en partie à la conception absurde qui veut que les uns (retraités et préretraités) soient payés pour rester inactifs ; les autres pour travailler beaucoup ; les troisièmes pour faire provisoirement et faute de mieux ce que les premiers n'ont pas le droit et les seconds pas le temps de faire [...]. Toute l'organisation sociale des activités sans but économique (d'aide, de soins, d'animation culturelle, d'aide au développement, etc.) est à redéfinir sur la base de ces données, dans le sens d'une *synergie*, au sein d'un système à deux piliers : des services institutionnalisés et centralisés d'un côté, des services auto-organisés, coopératifs et bénévoles de l'autre ¹. »

La réduction du temps consacré aux activités marchandes ne signifie pas, pour Gorz, la défense d'un poste plein-temps à vie pour chacun. Il faut s'appuyer sur la tendance à la discontinuité du travail salarié engendrée par le système (assumée unilatéralement par certains dans la précarité, l'insécurité) pour la transformer en instrument de liberté : « Je propose donc que le syndicalisme et la gauche politique s'emparent de cette tendance à la discontinuité et, en en faisant l'objet de négociations et de luttes collectives, la transforment en source d'une liberté nouvelle, alors que présentement elle est source surtout d'insécurité ². »

Humanisons le travail marchand là où c'est possible, mais, surtout, réduisons-le car la vraie vie est ailleurs : dans les activités pour soi ou pour nous et dans les activités autonomes.

Un tel projet ne peut se baser sur les intérêts matériels immédiats qui opposent les réguliers et les précaires. Le projet politique est ici porté par une exigence éthique fondée sur la solidarité de sujets libres et créateurs. Il est une utopie qui donne un sens à la vie et qui permettrait de réunir ceux que le système divise : « Je sais que la vision d'une société où chacun(e) peut gagner sa vie en travaillant mais en travaillant de moins en moins, de façon de plus en plus intermittente ; ou chacun à droit à la

¹ *Ibid.*, pp. 180-181.

² *Ibid.*, p. 240.

pleine citoyenneté que le travail procure, et à une *seconde vie*, privée, microsociale ou publique, permet l'union dans la lutte des travailleurs et des chômeurs, des nouveaux mouvements sociaux et du mouvement ouvrier ¹. »

f) La quête de sens

[Retour à la table des matières](#)

Malgré leurs divergences, certaines caractéristiques relient ces divers auteurs. Tous s'opposent aux philosophies de l'histoire. La vie n'a pas un Sens. Il n'y a pas d'Absolu, de Transcendance, d'Histoire. Il faut vivre dans le processus de sécularisation et de désenchantement qui se poursuit, renoncer à remplacer le Dieu absent par une Cause. L'histoire n'a pas un sens : les postmodernes ont raison. Mais elle n'est pas non plus pur non-sens : elle a, comme l'écrivait Merleau-Ponty, du sens. Il n'y a pas de Progrès ; l'idéologie du Progrès est un mythe : les postmodernes ont raison. Mais, comme l'affirme si justement Habermas, il y a eu des progrès que ceux-ci ne veulent pas reconnaître à leur juste valeur. Les conditions de vie matérielle, les conditions de santé et la formation scolaire de l'ensemble de la population, y compris les plus démunis, se sont grandement améliorées dans les sociétés développées. Devrait-on négliger le fait que l'espérance de vie du prolétariat a doublé depuis un siècle ? Il y a eu un accroissement incontestable des savoirs. Le prolétariat au XIX^e siècle puis les femmes au XX^e ont conquis des droits civils et politiques qui les protègent contre l'arbitraire et la force brute. Les femmes ont gagné depuis quelques décennies, notamment au niveau de la procréation, un contrôle sur leur propre corps. Les individus bénéficient en Occident de libertés, de possibilités de choix et d'expression, de marges d'action dont l'affaire Salman Rushdie démontre l'importance. Pourquoi passer sous silence ces indéniables progrès ? Ce faisant, les postmodernes révèlent leur nostalgie de la Transcendance, du Sens de l'histoire : ils sont devenus des mécréants qui, profondément, désireraient encore croire. Du haut du ciel, aurait dit Hegel, toutes les vaches sont grises : du point de vue de l'Absolu, tout est insignifiant. À l'opposé de cette attitude, voir, reconnaître, se rappeler ces acquis permet de saisir la signification des luttes qui visent leur protection et à leur extension.

Lyotard a déjà adhéré au marxisme comme philosophie de l'histoire tandis que Gorz et Habermas ont déjà partagé certaines de ses thèses, mais tous se situent maintenant hors du courant marxiste. La classe ouvrière ne joue plus, pour aucun de ces auteurs, un rôle important dans la dynamique présente des sociétés développées. Sans devoir se référer aux études de Touraine qui remettent en question les potentialités révolutionnaires du mouvement ouvrier, chacun reconnaît avec Bell, et

¹ *Ibid.*, pp. 261-262.

après bien d'autres, que la classe ouvrière, telle que définie par Marx (ouvriers de la production et du transport) et contrairement à ses prévisions, décline dans les sociétés industrialisées : sa force numérique diminue et la proportion du P.I.B. engendrée par les entreprises où elle œuvre se restreint. Affirmer, comme certains trotskystes, que la classe ouvrière est dorénavant constituée, à l'exception des cadres, de tous les salariés, a l'avantage contestable d'épargner les angoisses du doute sur la véracité actuelle du marxisme tout en masquant la complexité sociale du capitalisme contemporain. La classe ouvrière, le sujet historique, le sujet social par excellence pour la gauche, s'affaiblit et avec elle l'espoir socialiste dont elle était le porteur.

L'institutionnalisation du mouvement syndical recouvre le déclin du mouvement ouvrier comme mouvement social, comme acteur de classe. Tous s'entendent pour affirmer que les syndicats sont devenus un rouage de fonctionnement de la société. Les luttes syndicales et l'intervention de l'État ont institutionnalisé le conflit industriel et transformé les adversaires de classe en partenaires ¹. Les syndicats, en cherchant à vendre le plus cher possible la force de travail, s'inscrivent au sein de la logique marchande dont ils acceptent les paramètres.

Mais là s'arrêtent leurs convergences. Habermas, qui est sans doute le critique le plus articulé de la postmodernité, distingue de façon fort éclairante temps modernes, modernité et modernisation. La Renaissance, qui, avec la Réforme et la découverte du nouveau monde, marque le début des temps modernes, prépare la modernité en développant la raison au sein même d'une conception religieuse. La modernité, œuvre du XVIII^e siècle, celui des Lumières, substitue la raison à la tradition, à l'autorité, à la religion comme principe d'explication du monde. La modernisation commence à se développer en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle et se répand en Europe au XIX^e siècle : elle subordonne la raison à la logique instrumentale de l'argent (marché) et du pouvoir (État). Les postmodernes réduisent la modernité à la modernisation et s'empêchent ainsi de reconnaître les effets émancipateurs du siècle des Lumières.

La post-modernité, courant philosophique dont on peut faire remonter l'origine à la critique systématique de la raison par Nietzsche, influence un certain nombre d'intellectuels formés aux sciences humaines et un certain nombre d'artistes. La confrontation des affirmations des post-modernistes avec les analyses de Bell et de Touraine sur la société dite postindustrielle révèle ce qui est évident pour tout anthropologue qui étudie la culture des sociétés contemporaines : elle est toujours animée par de grands récits. En lui attribuant les caractéristiques de la postmodernité, Lyotard tombe dans la manie, trop fréquente chez les intellectuels, qui consiste à

¹ Je partage ce jugement avec les nuances suivantes. Dans une période traversée par des luttes sociales, celles-ci peuvent influencer sur l'institution syndicale et y développer des éléments de luttes, de ruptures. C'est ce qui se produit au Québec dans les années 60 et 70 : l'institution syndicale est transformée en mouvement syndical par l'arrivée massive des travailleurs du secteur public qui lui apportent leurs préoccupations, par l'entrée de nouveaux militants, qui étaient devenus à la périphérie des syndicats, indépendantistes, socialistes ou/et féministes, qui questionnent l'institutionnalisation du mouvement des travailleurs, y insufflent leurs idéaux, lui redonnent un bain de jouvence.

projeter de façon narcissique ses propres lubies sur la réalité sociale. Le terme postindustriel, contrairement à celui de postmoderne, désigne des tendances importantes à l'œuvre au sein de la présente société. Son utilisation a l'avantage didactique de bien montrer qu'on ne peut lire la présente société à la lumière des théories développées au XIX^e ou XVIII^e siècle. Elle a cependant l'inconvénient de mettre sur le même plan les modifications actuelles de la société avec les ruptures qu'introduisent les temps modernes, la modernité et la modernisation, de minimiser l'ampleur de la révolution qui substitue la société industrielle à la société traditionnelle et de biffer les continuités à l'œuvre au sein des mutations de la société industrielle.

Lyotard et Bell analysent la société du point de vue du système, le premier pour se réfugier derrière la liberté de l'individu et le second pour proposer comme remède à ses dysfonctionnements le retour à la morale traditionnelle. Au contraire, Habermas, Gorz et Touraine cherchent un sens, une solidarité vécue, hors du système, hors du domaine du marché et de celui de l'État, Habermas dans le développement de l'agir communicationnel, Gorz dans l'extension des activités autonomes et Touraine dans les nouveaux mouvements sociaux.

Le point de vue de Lyotard et de Bell paraît plus réaliste, plus fondé dans la réalité, que celui des adversaires du système, tout simplement parce qu'il est partagé par la majorité des praticiens des sciences humaines qui ont consacré leurs vies à étudier la société comme résultat de l'agir des dominants, comme effet de systèmes.

Contrairement au postmoderne Jean Baudrillard qui réduit la société aux masses ¹, Vincent Lemieux, s'inspirant de Paul Mus, distingue, dans la socialité, les mouvements opposés de la *sociétation* et de la *sociabilisation*. La première est le fait d'appareils qui cherchent à réguler un public, qu'il soit externe ou interne à l'organisation, et qui tendent à réguler cette régulation. La seconde s'actualise de proche en proche par ramification, sur le terrain où des acteurs sociaux entretiennent des relations d'acceptation réciproque, dans des réseaux de parenté, d'amitié, de « connaissances » ². Or non seulement la sociabilisation est irréductible à la sociétation, mais celle-ci ne peut se réaliser que si elle rencontre des réseaux dont l'action est conforme aux normes et aux finalités des appareils régulateurs. Et tous les réseaux

¹ À l'ombre des majorités silencieuses. Coll. Médiations, Denoël, 1982, 115 p.

² Les réseaux primaires, dont parle Lemieux, sont dotés des caractéristiques suivantes : entité collective (les membres du réseau se connaissent mutuellement) ; regroupement naturel reposant sur des liens affectifs plutôt que fonctionnels ; ensemble dynamique qui fluctue dans le temps en fonction des relations interpersonnelles. Ces réseaux « forment la trame de base de la société et le lieu d'insertion de l'individu dans celle-ci. C'est à ce niveau que l'individuel et le collectif se rejoignent et que se définissent les courants les plus marquants de la vie sociale ». Ils doivent être distingués des réseaux secondaires dont les liens sont de nature surtout fonctionnelle. Marie-Chantal Guédon, de qui relève ces définitions, sépare aussi ces derniers en deux catégories : réseaux secondaires formels, c'est-à-dire institutionnels (par exemple, l'école) et réseaux secondaires informels (initiatives des membres de réseaux primaires pour trouver des solutions collectives à des problèmes communs sans qu'elles acquièrent un statut institutionnel). Marie-Chantal Guédon « Les réseaux sociaux », in Claude Brodeur et Richard Rousseau, *L'intervention de réseaux*. Éd. France-Amérique, 1984, pp. 16-33. Sur cette question, voir aussi l'ouvrage dirigé par Roger Levasseur, *De la sociabilité*, Boréal, 1990, 354 p.

ne sont pas fonctionnels par rapport à la régulation des appareils : certains n'entretiennent aucun rapport (non fonctionnels) tandis que d'autres sont dysfonctionnels. Vincent Lemieux conclut son article en se demandant « si, malgré les apparences, les collectivités humaines ne sont pas premièrement, comme le proposait Paul Mus, des systèmes sociaux organisés pour s'asservir les systèmes économiques et les systèmes culturels, plutôt que l'inverse ¹. »

Habermas, Gorz et Touraine ne nient pas les effets du système, mais ils reconnaissent les espaces sociaux non fonctionnels ou dysfonctionnels au système, partagent, sous des modalités différentes, le projet de les développer, poursuivent l'utopie que ces espaces réussissent à domestiquer le marché et l'État. Cette utopie m'apparaît plus belle, plus bonne, plus vraie que la contre-utopie fallacieuse et morbide des postmodernes.

¹ Vincent Lemieux, « Réseaux et pratiques de communication », in *Masses et postmodernité* (dir. J. Zilberberg). Québec, PUL, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986, p. 163.

Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois

Chapitre III

Sens et politique

[Retour à la table des matières](#)

La question du pour quoi vivre, du comment vivre, ne peut recevoir de réponse concrète qu'en la situant au sein de la présente conjoncture. Peu parlaient de crise face à l'avenir – et des intellectuels n'avaient pas inventé la « postmodernité » – avant que n'éclate au début des années 70 la crise économique qui entraîne peu à peu la remise en question du modèle de développement keynésien dans les pays capitalistes et du modèle stalinien dans les pays socialistes. Si la crise économique ne peut tout expliquer, elle demeure cependant un élément essentiel pour comprendre la conjoncture dans laquelle nous nous interrogeons. Le moteur de la société industrielle, qu'elle soit capitaliste ou socialiste, est la croissance économique ; la société dans laquelle nous vivons, contrairement à d'autres types de sociétés, fonctionne surtout à l'économie : nous ne pouvons réfléchir sur le sens de notre insertion dans cette société sans prendre en compte son infrastructure économique.

a) Remise en question d'un modèle de croissance

[Retour à la table des matières](#)

Beaucoup d'économistes identifient le premier choc pétrolier, en 1973, avec la brusque flambée du prix du pétrole, comme l'accélérateur d'un processus d'inflation qui est déjà là et qui serait inhérent au modèle keynésien de croissance. Pour Keynes, la grande crise des années trente, qui déboussole la bourse, entraîne la faillite de milliers d'entreprises, réduit au chômage des millions de personnes et plonge dans la misère de si nombreuses familles, est une crise de surproduction : des marchandises sont offertes sur le marché, mais les gens n'ont pas d'argent pour les acheter, il n'y a pas de demande solvable. La position de Keynes, qui sera progressivement adoptée par l'ensemble des pays capitalistes, affirme que l'État doit favoriser la demande solvable par une politique monétaire et fiscale qui augmente le pouvoir d'achat des salariés, permet à ceux-ci d'acheter les produits fabriqués et, ainsi, entraîne les entrepreneurs à engager plus d'ouvriers, réduit le chômage et favorise le plein emploi.

Au début des années quatre-vingt, le néolibéralisme triomphe dans la plupart des pays capitalistes : la crise ne s'explique pas par le manque d'une demande solvable au niveau macro-économique (le keynésisme), mais par l'absence, au niveau micro-économique de l'entreprise, d'une offre d'emploi rentable. La croissance des salaires serait responsable de l'inflation, du manque de compétitivité de nos entreprises sur le marché international (les salaires canadiens font augmenter les prix de nos produits face, par exemple, à ceux des nouveaux pays industrialisés), de la faiblesse des investissements au pays (l'augmentation des salaires a réduit le taux de profit, enlevant aux capitalistes l'incitation à investir), etc.

La politique keynésienne, qui cherchait à stimuler l'emploi en accroissant la demande solvable par une politique fiscale et monétaire appropriée, implique l'existence d'un marché intérieur relativement autonome. Or celui-ci est de plus en plus dépendant du marché international : les entreprises doivent faire face sur le marché interne aux importations, tout en exportant leurs propres produits ; la production nationale est de plus en plus conditionnée par la production et la demande internationales. Le nouveau contexte économique est marqué par une intensification de la concurrence internationale, l'affaiblissement dans les pays industrialisés des industries qui étaient de pointe dans les décennies antérieures (acier, automobiles...), la montée de nouvelles industries (l'informatique, l'électronique...), la réorganisation spatiale

des industries avec l'émergence des nouveaux pays industrialisés, la relocalisation chez ceux-ci de secteurs entiers de l'industrie (chaussures, vêtements...). La concurrence internationale interdit maintenant aux grandes firmes de prévoir combien elles pourront écouler tel type de produit dans une année : elles doivent s'ajuster rapidement aux variations quantitatives de la demande.

Le consommateur uniforme disparaît et le marché de consommation se fragmente : les produits doivent répondre aux besoins changeants d'un segment de la population. La rigidité de l'organisation de travail taylorienne (la décomposition et la division du travail en gestes chronométrés) et fordienne (la chaîne de montage), qui empêche l'entreprise de répondre rapidement à la variation quantitative ou qualitative de la demande, est dorénavant remise en question. Celle-ci est d'autant plus radicale que le bouleversement des valeurs vécu par le mouvement étudiant dans les années soixante s'est propagé à l'ensemble des jeunes dans la décennie suivante : on ne veut plus perdre sa vie à la gagner ; les jeunes refusent de plus en plus de s'aliéner à un travail ennuyeux pour consommer davantage ; la trilogie famille / consommation / travail taylorisé et fordisé, à la base de l'expansion économique depuis 1945, ne fonctionne plus, la famille nucléaire ayant éclaté et une idéologie mollement hédoniste s'étant substituée à la morale du travail ¹. Aussi, les structures des qualifications négociées dans les années quarante et cinquante, pendant de l'organisation taylorienne et fordienne du travail, sont jugées trop rigides et abolies dans plusieurs entreprises car elles limitaient la productive mobilité de la main-d'œuvre dans l'usine. Enfin, le poids relatif dans l'économie des PME, évidemment plus flexibles, s'accroît, notamment en Italie et au Québec.

Bref, pour devenir concurrentielle, chaque entreprise doit accroître sa productivité et réduire ses coûts salariaux. Dans cette perspective, la couverture sociale est de plus en plus condamnée comme trop onéreuse, tant pour l'entreprise privée que pour l'État. Il faut freiner la croissance des charges sociales, les rationaliser, d'autant plus que la progression du chômage a augmenté les dépenses de l'État en assurance-chômage et en Bien-être social, tout en réduisant ses revenus sous forme d'impôt des particuliers : le déficit budgétaire de l'État s'est amplifié alors qu'il faudrait le diminuer. Il faut libérer le marché du travail des réglementations étatiques, des rigidités imposées, afin qu'il retrouve sa flexibilité originelle. Il faut réduire le poids de l'État dans l'économie, évacuer l'État des activités productives, privatiser. L'État minimal pour un marché maximal : voilà le mot d'ordre des néo-libéraux.

¹ Daniel Yankelovich, *The New Morality : Profile of American Youth in the 70's*. New York, McGraw Hill, 1974, 166 p.

b) Réguliers et précaires

[Retour à la table des matières](#)

Les formes de flexibilité poursuivies par les politiques patronales et gouvernementales sont multiples et interreliées. La plus visible est celle qui concerne les coûts de la main-d'œuvre qu'on cherche à réduire. Au Québec, les salariés du secteur public n'ont pas encore oublié les coupures de salaire qui leur furent imposées en 1982. Et les travailleurs de Steinberg ; qui regardent encore l'avenir avec inquiétude, doivent se résigner à l'affaiblissement de leur syndicat par le franchisage des magasins même s'ils avaient déjà accepté, sous la menace de fermeture de magasins, une diminution de leurs revenus. Les salariés du secteur public jouissent d'une sécurité d'emploi : ils devraient comprendre, dit-on, que les coupures sont justifiées par le déficit budgétaire de l'État, la volonté de maintenir les services à la population, les limites à la capacité de payer des contribuables. Les salariés du secteur privé doivent, eux, comprendre les règles de la concurrence et accepter une réduction de salaires pour maintenir leurs emplois.

Les politiques de flexibilité affectent l'ensemble de la main-d'œuvre. Et tout en sachant que l'instabilité et la précarité d'emploi sont des composantes historiques du travail salarié, il faut bien reconnaître que la caractéristique dominante de la présente conjoncture est la gestion duale du marché du travail, la tendance à créer deux classes de travailleurs : les travailleurs réguliers, mieux payés et souvent protégés, auxquels on offre parfois la participation ; les travailleurs précaires, sans statut et sans sécurité.

La précarisation de l'emploi est la forme dominante de flexibilisation du statut d'emploi. Le travail précaire n'est pas surtout une question de durée et de revenu (certains cumulent plus d'une « job » et plusieurs revenus), mais consiste essentiellement en une *instabilité du lien d'emploi* et à une *infériorité du statut d'emploi*. La plupart des analystes confondent travail à temps partiel et travail précaire. Or on peut exercer, sur une base permanente, un travail à temps partiel qui a les mêmes attributs que le travail à plein temps tandis que le travail précaire implique toujours l'insécurité d'emploi et, le plus souvent, un statut inférieur aux travailleurs réguliers pour un emploi équivalent. La précarisation du travail permet aux entreprises de répondre rapidement aux variations quantitatives et qualitatives de la demande, tout en réduisant les coûts salariaux et presque toujours la couverture des avantages sociaux. Elle leur accorde surtout une totale flexibilité de gestion, les libérant des mesures de sécurité d'emploi que les syndicats avaient réussi peu à peu à imposer au patronat. Une autre modalité de flexibilisation du lien d'emploi est la sous-traitance qui s'est

aussi répandue dans les secteurs privé et public. Au lieu d'engager des travailleurs réguliers qu'il faudra mettre à pied si la demande faiblit, on fait appel à des entreprises sous-traitantes, la plupart non syndiquées. Les salaires et les avantages sociaux y sont moins élevés que ceux versés dans l'entreprise qui économise ainsi en sous-contractant. Enfin, on peut flexibiliser le temps d'emploi de la force de travail selon les variations de la demande journalière, hebdomadaire, saisonnière... Aux formes traditionnelles de modulation (heures supplémentaires, mises à pied temporaires) se sont ajoutés le travail précaire, l'horaire flexible, le travail partagé, etc.

La précarisation du travail se répand surtout dans les services socioculturels, personnels et commerciaux, c'est-à-dire dans le secteur en pleine expansion des sociétés industrialisées (près de 70 % du produit intérieur brut, le P.I.B., relève maintenant des services). Il n'est donc pas étonnant que la majorité des emplois créés depuis dix ans soit de nature précaire et que plus de la moitié de la main-d'œuvre canadienne soit maintenant constituée de travailleurs précaires. On ne doit pas non plus s'étonner que, depuis 1980, le salaire réel des salariés (augmentation salariale moins l'inflation) ait diminué ; depuis dix ans, le pouvoir d'achat de la majorité s'est contracté, d'autant plus que la croissance nominale des salaires, en entraînant une progression dans les échelons de l'impôt, a amené un plus grand transfert des revenus des salariés à l'État.

La précarisation affecte plus particulièrement les jeunes, les femmes et les immigrants. Chez les jeunes, la précarité s'inscrit au sein d'une culture de l'éphémère : « Fragilité du cadre familial, absence de projets sociaux, modifications perpétuelles des programmes scolaires, emplois précaires [...] L'errance se vit dans le quotidien [...] : errance d'un emploi temporaire à un travail à temps partiel, d'une session d'études en arts à une session en sciences, l'errance d'une relation de couple à l'autre, l'errance des technologies, des logements, des engagements, des familles, des amitiés, des croyances et des projets de vie ! C'est le résultat inévitable du déracinement contemporain ¹. » Chez les femmes, la précarité s'inscrit au sein du processus de discrimination sociale dont elles sont victimes, qui réduit les plus démunies à la pauvreté et qui retient souvent les plus jeunes de donner suite à leur désir de maternité. Chez les immigrants provenant des pays du Tiers-Monde, la précarité est souvent une des conditions des emplois lamentables que refusent les Québécois de vieille souche et que leur réserve la société d'accueil. Chez tous, la précarité renforce l'individualisme qu'avait jusqu'ici réussi à limiter le syndicalisme sur le front de l'emploi : dans un marché précarisé, chacun est en compétition avec l'autre, chacun doit compter sur lui-même pour attirer les faveurs de l'employeur, chacun doit viser l'excellence désirée par le patron avide de productivité.

Les politiques de participation sont souvent utilisées dans les entreprises en difficulté. Elles sont un moyen pour entraîner les travailleurs menacés de perte d'emploi à penser en terme de productivité, à accepter un travail plus intense pour un

¹ Mario Poirier et Jean Gagné, « Béluga Blues : des jeunes à la mer », *Le Devoir*, mai 1989.

salaires moindres ou équivalents, à se dépenser afin de rendre l'entreprise concurrentielle face à ses concurrents. Ces entreprises ne sont pas situées uniquement dans le secteur mou de l'économie (vêtements, textiles...) mais aussi dans ce qui fut le secteur de pointe de l'économie durant des décennies, l'automobile. Ainsi, pour contrer la concurrence japonaise et coréenne, GM, Ford et Chrysler ferment certaines usines et modernisent les autres en supprimant la chaîne fordienne de montage jugée trop rigide et coûteuse, condamnée pour la piètre qualité de ses produits. La chaîne est remplacée par des équipes de travail plus ou moins autonomes dans lesquelles chacun est appelé à la polyvalence, par des équipes dont la direction requiert la participation aux décisions les affectant. Les contremaîtres tendent à disparaître et leurs fonctions sont désormais remplies par l'équipe elle-même qui se répartit le travail et discipline ses membres. L'entreprise, par la formation, favorise la mobilité interne. La convention se simplifie, devient moins contraignante, plus flexible dans un processus où le patronat encourage une sorte de négociation permanente et informelle. Les travailleurs de GM de Boisbriand, sous la menace de fermeture de l'usine, durent d'abord démontrer leur bonne foi en augmentant leur productivité de 30 % durant les six mois précédant l'échéance de leur convention collective, puis durent accepter l'intégralité des demandes patronales. Mais cette adhésion à un programme imposé de participation et un prêt gouvernemental de 220 millions \$ (sans intérêt et remboursable dans 30 ans) n'empêchèrent pas la mise à pied de la moitié du personnel suite à la mévente des autos fabriquées. En vue d'obtenir la fabrication d'un nouveau modèle qui permettra de ré-embaucher, dans deux ou trois ans, une partie de ce personnel, le syndicat accepta de nouveau la ré-ouverture de la convention collective et fit de nouvelles concessions, même si la compagnie s'enorgueillissait d'une année record en terme de profit.

Les expériences de « qualité de vie », qui s'inspirent souvent des politiques japonaises de gestion du personnel, l'ensemble des politiques de participation dont ces expériences font partie utilisent, en vue d'accroître la productivité, le désir des travailleurs d'exercer un travail plus significatif. Ces politiques sont d'autant plus utiles qu'elles contrecarrent les effets pervers que la précarisation du travail engendre pour l'entreprise elle-même : les précaires développent nécessairement une attitude instrumentale par rapport à leurs divers lieux de travail passagers ; ils ne peuvent développer « l'esprit maison » nécessaire pour assurer l'incorporation des travailleurs aux objectifs de l'entreprise. Les programmes de participation cherchent à compenser le détachement des précaires en stimulant l'adhésion des travailleurs réguliers aux politiques de l'entreprise.

c) Le syndicalisme en question

[Retour à la table des matières](#)

Le néo-libéralisme remet en question le compromis social qui s'était peu à peu mis en place depuis la grande crise des années 30. Quel était ce compromis ? Le taylorisme et le fordisme, par la production de masse, avaient accru de façon considérable la productivité : les travailleurs québécois et canadiens, avec l'adoption en 1944 de nouvelles législations du travail qui s'inspirent du « Wagner Act » voté aux U.S.A. neuf ans plus tôt, peuvent négocier le partage du « gâteau », peuvent participer aux bénéfices de cette augmentation de productivité et accèdent ainsi à la consommation de masse. L'État prend de plus en plus en charge les besoins sociaux et fait bénéficier les travailleurs du progrès industriel. Devenu providence, l'État keynésien, par des mesures fiscales et monétaires appropriées, soutient la demande solvable avec l'objectif de favoriser le plein-emploi.

Le néo-libéralisme remet cette politique en question. Il assure la croissance économique, mesurée par l'augmentation du P.I.B., tout en laissant pour compte les salariés : le taux de chômage se maintient, la précarisation de la main-d'œuvre active se répand ; le salaire réel (augmentation salariale moins l'inflation) diminue, les mesures de sécurité sociale sont rognées.

Le syndicalisme, menacé de tous les côtés, se replie sur la défense de ses membres attaqués dans leurs salaires et leur sécurité d'emploi. Il réussit ainsi à protéger certains de leurs acquis. Mais il s'est avéré impuissant à contrer l'extension du chômage, la baisse du niveau de vie des salariés et la progression de la précarisation de la main-d'œuvre. Si les gouvernements ont refréné leur désir de couper dans les mesures sociales, ce n'est pas par crainte d'une hypothétique riposte syndicale, mais par peur de perdre l'appui de leurs électeurs (le recul du gouvernement Mulroney, devant la révolte des retraités, sur la question de l'indexation des fonds de pension, est à ce niveau exemplaire). Le syndicalisme est en crise dans l'ensemble des pays industrialisés et souffre de la désaffection d'une partie de ceux qui, syndiqués ou non, l'appuyaient. Si les syndicats canadiens et québécois ont pu maintenir leur nombre de cotisants, ce n'est pas parce qu'ils ont su repenser de façon imaginative et victorieuse leur stratégie d'intervention, mais parce qu'ils jouissent, contrairement à leurs semblables français, italiens et américains, de la formule Rand largement répandue au Canada et obligatoire au Québec.

Les centrales syndicales se sont penchées sur les nouvelles stratégies patronales, ont consacré des documents à cette question et ont organisé des colloques sur les

divers programmes de gestion participative. La CSD, après avoir défendu sans condition une politique de participation, doit reconnaître lors de son congrès de 85 que cette politique n'a donné que des résultats médiocres, voire néfastes. La CSN voit bien que ces programmes, cherchant à valoriser le travail, exercent un certain attrait sur ses membres ; au lieu de s'y opposer frontalement, les syndicats doivent chercher à en négocier les objectifs et les modalités d'implantation. La FTQ, malgré l'appui qu'accorde son Front de solidarité aux programmes de gestion participative, adoptera des positions similaires à celles de la CSN¹. Toutes ces politiques syndicales répondent aux stratégies patronales qui affectent les travailleurs réguliers : elles laissent de côté, même si elles les mentionnent à l'occasion, les travailleurs précaires.

Malgré certaines initiatives du Conseil central de Montréal (CSN) et de la CEQ orientées vers les précaires, les syndicats se sont généralement repliés de façon corporatiste sur la protection des travailleurs réguliers, laissant les autres se débrouiller avec leurs propres problèmes. Certains syndicats se sont même fait le complice de discrimination salariale en acceptant une double échelle salariale (une clause « grand-père » pour les anciens et des salaires inférieurs pour les nouveaux) : il est évidemment plus facile de convaincre une assemblée générale d'accepter une double échelle salariale qu'une coupure de salaire. Nous n'avons pas de données sur le nombre de syndicats canadiens ou québécois qui ont entériné une telle clause, mais aux USA, le « two tier wage system » était inclus dans 4 % des conventions collectives en 1983, pour s'étendre à 8 % l'année suivante, dont 17 % dans les services². D'autres, comme le syndicat des postiers de Parrot qui lutte pour la création d'emplois réguliers, pénalisent les précaires en leur imposant la même cotisation syndicale que celle des réguliers. Enfin, ce qui est carrément illégal, des syndicats retirent une cotisation syndicale des précaires tout en leur refusant le droit de vote aux assemblées générales.

Comment alors s'étonner que les précaires perçoivent généralement les travailleurs réguliers comme des privilégiés prêts à tout sacrifier à leur sécurité ? Les travailleurs réguliers et à plein temps sont « tantôt définis comme des privilégiés, presque des égoïstes, tantôt comme des aliénés ou des complices du système [...] Ainsi, on les pointe tout autant comme adversaires, ou enfin comme des gens somme toute très peu concernés par ce que vivent les précaires et les exclus³. »

¹ Jean-Marc Potte, « La participation conflictuelle », *1^{er} colloque Léo Roback*. Coll. instruments de travail, dép. des Relations industrielles, Univ. Laval, 1988, pp. 17-24. Lors de son congrès de 1990, la CSN définira une politique qui cherche à passer de la défensive à l'offensive : il ne s'agit plus seulement de négocier les conditions des politiques patronales de participation, il faut imposer au patronat la participation syndicale.

² H. Sarfati et C. Kobrin, « Introduction », *La flexibilité du marché de l'emploi : un enjeu économique et social*. Genève, BIT, 1987, p. 15.

³ Marc Lesage, *Les vagabonds du rêve*. Boréal, 1986, p. 79.

d) L'alternative sociale-démocrate

[Retour à la table des matières](#)

La précarisation du travail a crû avec le chômage : une politique de plein-emploi permettrait de réduire ce fléau. Les pays sociaux-démocrates, dont la Suède, font fonction de modèle : n'ont-ils pas réussi à traverser la crise, malgré des ajustements douloureux qui ont entraîné des conflits syndicaux, tout en maintenant un niveau d'emploi qu'envierait tout pays capitaliste ? La Suède ne vient-elle pas de voter un congé de maternité de deux ans à 80 % du salaire, tandis qu'ici les gouvernements cherchent à restreindre les mesures de sécurité sociale ? Il y a évidemment les pays socialistes qui assuraient le plein-emploi, mais la sécurité et une faible intensité du travail ainsi que les mesures de protection sociale n'étaient obtenues qu'au prix d'une pénurie des moyens de consommation. Ce socialisme, contesté dans ces pays eux-mêmes pour son manque de libertés civiles, sa démocratie étriquée, son contrôle bureaucratique de la culture, sa gestion inefficace de l'économie, n'exerce guère plus d'attrait même chez cette minorité qui le défendait encore il y a une décennie parce qu'il avait supprimé la bourgeoisie.

Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon, qui sont devenues les principales propagandistes québécoises du modèle social-démocrate, expliquent comment la gestion sociale-démocrate se démarque de la théorie keynésienne ¹. **La théorie keynésienne s'appuierait sur trois postulats** : impossibilité d'assurer le plein-emploi par la seule action des entreprises privées ; rôle déterminant du pouvoir d'achat et de la demande dans la détermination du niveau d'emploi ; nécessité de l'intervention étatique pour assurer cette demande jusqu'à l'arrivée des disciples du néo-libéralisme aux postes de commande, la politique nord-américaine était axée sur la gestion de la demande macro-économique par la manipulation des dépenses publiques, de la fiscalité, des taux d'intérêt, etc. Dans cette perspective, le rôle économique de l'État est réduit au soutien de la demande agrégée afin d'assurer un climat général propice à une production régulière du secteur privé. Ce dernier décide du niveau de production, du niveau des prix ainsi que du niveau de l'emploi. Dans le modèle social-démocrate, la politique keynésienne de gestion macro-économique de la demande est complétée par une politique de l'emploi. Celle-ci s'appuie sur une politique des travaux publics, des inventaires de la main-d'œuvre, de l'investissement, de répartition des revenus... Ce modèle keynésien social-démocrate nécessite la participation et la concertation de tous les intervenants : syndicats, coopératives, entrepreneurs privés, État, etc. La participation est ainsi une condition indispensable au succès de la politique

¹ *Le plein emploi. pourquoi ?* PUQ, UQAM (LABREV) et IRAT, 1983, 273 p.

microéconomique de plein emploi : « En effet, seuls les groupes concernés peuvent identifier les causes réelles d'un problème. Qu'il s'agisse d'un problème de compétitivité, de formation, de gestion, de discrimination, de stagnation régionale, ces groupes trouveront plus rapidement les causes du problème que ne le font les études statistiques. La participation des groupes permet aussi l'identification de solutions acceptables pour tous ; or ceci est indispensable au succès de toute mesure correctrice ¹. »

Louis Gill reconnaît l'apport des expériences sociales-démocrates qu'il analyse honnêtement, même s'il les critique du point de vue d'une classe ouvrière qui poursuivrait, sur le plan international, « consciemment ou non », l'objectif de l'abolition de la propriété privée et du remplacement du marché par une planification économique démocratique ². Mais Gill ne nous dit pas, et pour cause, comment celle-ci pourrait se réaliser, quelle troisième voie entre le marché et la planification centralisée et autoritaire assurerait – dans nos sociétés industrielles complexes où prolifère une division sociale poussée et nécessaire du travail – l'interdépendance entre unités de production et entre producteurs et consommateurs : par quelle autre procédure que le vote les travailleurs pourraient-ils contrôler démocratiquement la planification ? Compte tenu de l'immense variété des produits pouvant être rendus disponibles, sur quoi devrait porter ce vote ? Même si cela était possible, pourquoi la majorité devrait-elle imposer ses goûts de consommation aux minorités ?

Si nous ne savons pas comment fonctionnerait le contrôle démocratique de la planification économique à laquelle rêve Louis Gill, nous connaissons maintenant bien le système de planification des pays socialistes réels et comprenons pourquoi le centre, dont tous les organismes subalternes doivent se conformer aux instructions, est incapable de prévoir en détail les besoins multiples des producteurs et des consommateurs. Le centre devrait, comme Dieu, être omniscient et omnipotent pour tenir compte de la quantité des décisions microéconomiques dont dépend la réalisation de son plan. Aucun « indicateur de réussite », aussi précis soit-il, et aucun système informatique, le plus perfectionné soit-il, ne pourront résoudre cette contradiction. Aussi, dans une société industrielle développée, le marché demeure un moyen plus efficace d'allouer les ressources que la planification impérative.

La planification centralisée, consécutive à l'élimination du marché, requiert un lourd et puissant appareil hiérarchique et bureaucratique qui donne des instructions, alloue des ressources et coordonne les intrants et les extrants des unités de production. La planification impérative implique nécessairement une bureaucratie centrale puissante. Toute société industrielle suppose un État dont il faut limiter les excès potentiels en divisant les pouvoirs et en prévoyant des contre-pouvoirs : le système de planification centralisée ne le permet pas, contrairement au marché qui rend possible, mais non nécessaire, une certaine démocratie.

¹ *Ibid.*, p. 43.

² *Les limites du partenariat.* Boréal, 1989, 151 p.

La production devrait répondre aux besoins, et en cas de conflit entre producteur et consommateur sur ce qu'il faut produire, c'est celui-ci qui devrait décider. Dans les pays socialistes, c'est la bureaucratie qui dicte ce que le bon peuple pourra consommer. Comment ne pas reconnaître qu'à revenu égal l'ouvrier québécois exerce une possibilité de choix que l'ouvrier des pays de l'Est n'a jamais pu réaliser dans un système de planification impérative ? Au sein d'un marché, le consommateur manifeste ses préférences en votant avec ses sous. Ce principe devrait aussi s'appliquer aux unités de production en tant que consommatrices : « L'essentiel est que la concurrence, le droit de l'utilisateur de s'adresser à d'autres sources d'approvisionnement, devraient normalement garantir que des efforts soient faits afin de satisfaire la clientèle ¹. »

Le marché est supérieur à la planification centralisée et impérative car il est plus efficace économiquement, rend possible une plus grande démocratie et laisse aux utilisateurs la capacité de manifester leurs préférences. De graves inconvénients sont cependant inhérents au fonctionnement du marché. Le plus connu est l'inégalité qu'il induit et reproduit inévitablement en terme d'argent (capitaux et revenus), de capital culturel (information et éducation) et de capital social (contacts sociaux). La transmission inégale de ses biens marque la naissance de chacun et pipe les dés dans le jeu de la vie. Cette inégalité hiérarchise les individus et introduit des rapports de domination. Le marché favorise donc une des valeurs de la révolution française au détriment de l'autre, la liberté au détriment de l'égalité.

L'efficacité supérieure du marché ne doit pas masquer les vices inhérents à son fonctionnement : processus cycliques d'inflation et de stagnation, crises économiques plus ou moins graves et, surtout, chômage. Des décisions qui sont parfaitement rationnelles pour l'entreprise en termes de profit, de productivité et de croissance peuvent être aberrantes pour les travailleurs de l'entreprise concernée (travail répétitif, ennuyeux ou dangereux pour la santé), pour les consommateurs (dégradation rapide de biens de consommation durable) ou pour l'ensemble de la société (la pollution).

La formation des monopoles dans le milieu du XIX^e siècle limite fortement la liberté de concurrence que louangeait Adam Smith. De plus, les consommateurs sont moins informés sur les biens que les producteurs ; ils sont donc susceptibles d'être trompés. Leurs goûts sont influencés par les décisions de production et les campagnes de publicité des grandes entreprises. Il existe donc des limitations réelles à la souveraineté du consommateur, au suffrage qu'il exerce sur le marché avec ses revenus. Mais cette liberté du consommateur existe : ses choix ne sont pas que le fruit d'une manipulation des appareils comme l'affirment les conceptions déterministes, dont la postmoderne.

¹ Alec Nove, *Le socialisme sans Marx (L'économie du socialisme réalisable)*. Economica, Paris, 1983, p. 215.

Le marché valorise l'égoïsme qui serait à la base des échanges : ceux-ci sont possibles quand chacun y trouve son intérêt. Au sein du marché, l'intérêt devient la valeur dominante, reléguant dans le passé l'honneur ou la gloire poursuivie par les seigneurs féodaux et l'amour du prochain professé par l'Église. Adam Smith l'écrit admirablement bien : « Ce n'est pas de la *bienveillance* du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de leur souci de leur *intérêt propre* ¹. » Le fonctionnement du marché atomise le corps social en renvoyant chacun à son propre intérêt. Cependant, pour Durkheim, le marché détruit la solidarité mécanique des sociétés traditionnelles en engendrant une nouvelle solidarité fondée sur la division du travail, même si cette solidarité n'est pas voulue ou recherchée consciemment par les individus ².

À cause des méfaits qu'il entraîne, le marché libre, tel que le décrit Adam Smith, n'a existé que sur une courte période, s'il n'a jamais existé. Karl Polanyi a très bien décrit le processus par lequel l'État, après être intervenu pour briser toutes les relations sociales qui subordonnent l'individu et l'attachent à un statut, une tâche, une localité, qui entravent la mobilité des travailleurs et empêchent la formation d'un marché libre du travail, doit inverser son intervention pour fixer des limites à l'intérieur desquelles la rationalité économique peut jouer, doit suppléer au dépérissement des solidarités sociales et prendre en charge les besoins collectifs assumés antérieurement par les communautés.

Le modèle social-démocrate n'est pas le meilleur des modèles comme celui auquel rêve Louis Gill. Il n'a pas réalisé l'Harmonie : comme tout ce qui vit, il est traversé par des contradictions, des conflits qu'il cherche à aplanir par la négociation. Mais il existe réellement, on peut l'étudier et s'en inspirer. *La social-démocratie est la moins mauvaise façon de respecter la justice et la liberté dans la gestion efficace et démocratique d'une société industrielle.* Le modèle social-démocrate est plus efficace, plus démocratique et plus respectueux du consommateur que le modèle de planification centralisée et autoritaire. Il est supérieur aux modèles keynésiens et néolibéraux parce qu'il permet la recherche du plein emploi tout en assurant une large couverture des besoins sociaux. Enfin le marché social-démocrate est orienté par des ententes tripartites au sommet entre État, syndicats et entreprises privées : il est soumis à plus de contraintes que le marché keynésien.

Au XIX^e siècle, propriété privée et marché allaient de pair : Marx les unit donc étroitement dans son analyse. Aujourd'hui, nous savons que la prédominance de la propriété publique des moyens de production est compatible avec le marché. Alec Nove propose d'ailleurs une pluralité de formes de possession et de propriété des

¹ Cité par Albert Hirschman, *L'économie comme science morale et politique.* Gallimard/Seuil, 1984, p. 100.

² On sait maintenant après l'expérience des pays socialistes, que la division du travail est une caractéristique des sociétés industrielles, qu'elles soient soumises à l'incitation du marché ou à la contrainte de l'État.

moyens de production qui coexisteraient de façon plus ou moins concurrentielle au sein d'un marché.

La social-démocratie a été bien galvaudée au Québec, car les débats l'ont souvent réduite à la participation, à la concertation, qui n'est qu'une méthode pouvant servir des fins fort différentes. Ainsi une certaine frange du patronat défend diverses formules de participation, mais avec pour seul objectif d'augmenter la productivité par l'intégration de ses salariés aux objectifs de l'entreprise. La social-démocratie tient compte de la productivité – on ne peut répartir que ce qu'on produit – mais celle-ci n'est qu'un moyen pour atteindre le plein-emploi et la couverture des besoins sociaux. Le Parti québécois, lorsqu'il était au pouvoir, défendait la concertation mais celle-ci ne visait, dans une perspective strictement keynésienne, que l'objectif de la croissance du P.I.B. dont devait découler le plein-emploi ¹.

La social-démocratie requiert un certain nombre de conditions qui ne sont pas réunies au Québec. Les lois doivent encadrer des négociations centralisées entre les trois parties tandis que notre code du travail privilégie la négociation entreprise par entreprise. Les travailleurs doivent être organisés par des instances suffisamment représentatives pour pouvoir non seulement bien défendre leurs intérêts face aux deux autres instances, mais pour pouvoir aussi soutenir auprès des divers groupes de travailleurs les ententes intervenues au sommet. Or ici la majorité des travailleurs ne sont pas syndiqués et ceux qui le sont demeurent dispersés entre quatre centrales syndicales et plusieurs syndicats indépendants dont les relations sont souvent définies par la rivalité, la lutte pour les cotisations plutôt que par une volonté d'entente face au patronat et au gouvernement. De plus, une seule centrale, la FTQ, poursuit avec un minimum de cohérence des visées sociales-démocrates, même si dans sa pratique elle manifeste plus de zèle à collaborer avec les divers gouvernements au pouvoir qu'à s'allier aux autres centrales syndicales. Le patronat doit, lui aussi, être unifié par un organisme représentatif et accepter bon gré mal gré d'insérer sa recherche de productivité et de profit au sein d'une politique de plein-emploi et de justice sociale. Or le patronat est représenté par divers organismes – même si le CPQ jouit de l'appui des gouvernements et des médias – et tous se montrent hostiles aux politiques sociales-démocrates. De plus, les régimes sociaux-démocrates existants peuvent s'appuyer sur des pouvoirs économiques situés au centre des pays concernés, tandis qu'au Québec ces pouvoirs sont encore largement dominés par les bourgeoisies américaines et « canadiens. » L'État devrait donc, par la nationalisation ou en aidant la bourgeoisie québécoise comme le fait déjà la Caisse de dépôt et de placement, favoriser la concentration du pouvoir économique au Québec. Dans la même veine, l'État provincial devrait récupérer, dans la mesure évidemment où l'on poursuit l'objectif d'une social-démocratie *québécoise*, des pouvoirs qui relèvent présentement d'Ottawa. Enfin, il faudrait un parti social-démocrate qui s'appuie sur un mouvement

¹ *Bâtir le Québec*, Gouvernement du Québec, 1979 et *Le virage technologique*, Gouvernement du Québec, 1982. Vg. mon article « Un socialisme possible », *Interventions économiques* (AEP), sept. 1984, pp. 73-74.

syndical et populaire porté par un projet social-démocrate. Or aucun projet n'unifie actuellement les diverses organisations syndicales et populaires, et il n'existe pas véritablement de parti social-démocrate : le petit NPDQ, peu clair sur la question nationale et sur le type de social-démocratie poursuivi, est complètement marginalisé ; le PQ, qui n'a pu retisser les liens qui l'avaient jadis uni à des syndicats et des groupes populaires, défend une politique de plein-emploi qui demeure peu convaincante dans la mesure où il n'en explique pas les conditions et où il ne nous dit pas comment elle pourrait s'insérer au sein du libre-échange qu'il soutient avec les USA ¹.

Être social-démocrate au Québec consiste donc à soutenir une utopie, mais une utopie concrète, qui peut s'inspirer de pays réels et qui peut donner sens aux multiples résistances et luttes populaires. Mais ne serait-ce pas un projet condamnable que désirer l'extension d'un État qui, selon Habermas, colonise le monde vécu en le réduisant à la logique de la bureaucratie, à celle du pouvoir ?

e) L'État et le communautaire

[Retour à la table des matières](#)

Le marché, mettant l'accent sur l'intérêt individuel, contribue à briser les solidarités traditionnelles, les liens de réciprocité, les communautés. L'État, après être intervenu pour appuyer le développement du marché en balayant les traditions, les coutumes et les lois qui entravaient la mobilité des capitaux et des travailleurs, doit rapidement inverser son intervention pour protéger la société contre le déferlement des intérêts particuliers, pour prendre en charge les besoins collectifs sacrifiés par le développement du marché.

La protection des démunis n'est plus confiée à la Providence qui interviendrait par l'intermédiaire de communautés religieuses et de chrétiens charitables. L'État se fait providence. Il doit assurer à chacun le minimum décent permettre à chaque individu de satisfaire les besoins essentiels à sa survie. Indépendamment des inégalités engendrées par le marché, il doit assurer à tous des chances égales de se développer et de s'épanouir. Chaque individu a le droit de se nourrir, de se vêtir et de se loger même

¹ Comment les pays sociaux-démocrates affronteront-ils le marché commun européen de 1992 ? L'Autriche est membre avec la Suède et d'autres pays de l'*Association européenne de libre-échange* (AELE). Elle vient de demander son adhésion à la CEE. Comment pourra-t-elle maintenir ses politiques sociales-démocrates et son taux de chômage de 5 % dans une CEE dont les politiques différentes entretiennent un chômage de 10 % ? La prochaine décennie sera déterminante pour l'avenir des social-démocraties européennes.

s'il n'a pas d'emploi (assurance-chômage, prestations aux accidentés du travail, B.S., logements à loyer modique, pensions de vieillesse, maisons de retraite...). Chacun a un droit égal à la santé et à l'éducation, quelle que soit la fortune personnelle ou familiale. L'universalité, l'accessibilité et la gratuité deviennent les caractéristiques des services publics où chacun doit être traité également.

L'État providence, l'État social, a été soumis à une sévère critique par les néolibéraux. Les services publics coûtent trop chers, absorbent une trop grande partie du P.I.B. sous forme d'impôts et de taxes, sont responsables des déficits budgétaires de l'État. On pointe du doigt les services de santé qui prolongent la vie des vieillards à des coûts sans cesse grandissants. On souligne les déformations bureaucratiques qui grèvent l'efficacité des services publics (par exemple, les bureaucrates qui jugent la réussite de leur service à la croissance de son budget). On mentionne le fait que l'État providence n'a pu supprimer les inégalités, même si on oublie de reconnaître qu'il a limité leur extension.

L'État social est aussi critiqué par Jacques T. Godbout qui lui fait grief de rendre les individus dépendants d'une organisation bureaucratique et froide, de soumettre leur vie quotidienne au contrôle et à la réglementation des professionnels, de « transformer les rapports sociaux en rapports entre étrangers ¹ ». Michel Ignatieff, dont Godbout s'inspire, affirme que la prise en charge par l'État des besoins essentiels de chacun constitue sans doute une condition nécessaire à la reconnaissance de leur dignité, mais non une condition suffisante : il faut aussi que chacun soit traité avec respect. Or la tendance des professionnels est de définir les besoins des bénéficiaires comme s'ils n'étaient pas des êtres libres et autonomes. Et en bon penseur libéral, Ignatieff opposera égalité à reconnaissance de l'individualité : « Traiter tous les êtres comme s'ils avaient les mêmes besoins est peut-être une condition nécessaire, mais ce n'est pas une condition suffisante pour traiter *chacun* avec respect. Il est douteux qu'il existe un seul système d'aide sociale capable d'aplanir la contradiction entre un traitement égal pour tous et un traitement respectueux de chacun. La critique qu'on dirige le plus souvent contre l'aide sociale, c'est qu'en traitant tous les êtres de la même façon, elle finit par les traiter comme des choses ². » L'État providence n'apporte pas l'amour, le respect et la fraternité, attributs essentiels pour être en harmonie avec soi-même et les autres : Michel Ignatieff a raison. Mais l'État providence contribue sans aucun doute à poser certaines conditions qui facilitent le partage de ces attributs en cherchant à assurer à chacun le minimum vital.

¹ Jacques T. Godbout « Le retour du social », *Possibles*, vol. 13, n° 1/2, hiver 1989, p. 31.

² *La liberté d'être humain*. La Découverte, 1986, 139 p. On trouve deux variantes de la contradiction égalité/ individualité. L'une anarchiste, à laquelle Lénine paie ses dus dans *L'État et la Révolution*, lorsqu'il affirme que le « droit bourgeois », traitant tous les individus comme égaux, ne reconnaît pas les inégalités existant dans la réalité et est donc forcément injuste. Seul le communisme, société sans État et sans droit, où chacun sera traité selon ses besoins, instaurera le règne de la justice en reconnaissant les différences. Dans la pensée de droite, le respect de l'individu est incompatible avec l'égalité et implique nécessairement la hiérarchie (vg. Robert Laliberté, *L'imaginaire politique de Victor Segalen*. IQRC, 1989, 152 p.).

À la solidarité mécanique des sociétés traditionnelles où la place, la fonction et la vie de chacun étaient déterminées par la naissance, la tradition et la famille, Durkheim oppose les sociétés modernes où chacun est relié aux autres par la division du travail. Dans la société traditionnelle, chacun se *sentait* lié à sa famille, ses voisins et aux membres de sa localité, tandis qu'aujourd'hui personne ne se sent proche des autres personnes dont il dépend objectivement de par la division du travail. Marx affirmait que le capitalisme fétichise les rapports entre hommes en les transformant en rapports entre choses. Les objets que nous utilisons quotidiennement sont le fruit de travailleurs des cinq continents : pourtant très rares sont ceux qui se sentent liés à eux. Les modernes se sentent solidaires des relations qu'ils partagent au sein de réseaux primaires, réseaux d'ailleurs plus mobiles et sans doute plus étendus que ceux qui existaient dans les sociétés traditionnelles. La solidarité de la division du travail demeure abstraite : elle est ni ressentie, ni consciente, ni même formalisée sous forme d'une éthique qui aurait des effets pertinents.

L'État prend en charge dans le monde moderne les solidarités sociales assumées traditionnellement par les communautés. Daniel Bell nomme « famille communautaire » cet État ! providence, cet État social. Mais la solidarité que l'État instaure est aussi abstraite que celle engendrée par la division du travail. Ainsi la plupart des gens voudraient payer moins de taxe et d'impôt tout en recevant plus de services. De même, le travailleur au noir comme l'utilisateur de ses services profitent avec une bonne conscience des revenus qu'ils soutirent à l'État, le second payant moins cher des services sur lesquels le premier ne verse pas d'impôt. Certains défendent une morale qui rendrait les individus conscients et responsables de cette solidarité collective sans renier leur individualité. Mais une telle éthique qui inspirerait la formation donnée dans les appareils scolaires et aurait des effets pertinents sur la conduite des individus n'existe ni au Québec ni ailleurs.

La critique du caractère abstrait de la solidarité étatique alimente chez certains la nostalgie de l'époque pré-moderne, de celle d'avant la Révolution tranquille alors que les besoins sociaux d'éducation et de santé étaient essentiellement assumés et contrôlés par la famille nucléaire et les communautés religieuses. Or les effets pervers de l'intervention sociale étatique ne doivent pas faire oublier que la charité, sur laquelle reposait l'intervention religieuse, implique une relation de dépendance personnelle de type paternaliste. Aujourd'hui chacun a *droit* à des mêmes services d'éducation et de santé dispensés de façon bureaucratique et hiérarchique par des professionnels : jadis chacun *devait demander* l'aide que pouvaient leur accorder généreusement et paternellement les parents ou les institutions religieuses.

Les critiques de gauche de l'État social, comme Jürgens Habermas et André Gorz ne proposent pas le retour au passé ni l'impossible suppression de l'État providence. Il faut, dit Habermas, développer à l'extérieur de l'État social des « espaces publics autonomes » où se vivent une intercompréhension et une solidarité qui donnent sens à la vie. Il faut dit Gorz, à côté des services institutionnalisés et centralisés de l'État développer des services « auto-organisés, coopératifs et bénévoles ».

Cette gauche accuse l'État de contribuer à vampiriser les solidarités sociales qui résistent aux lois du marché et de l'argent. Depuis les années 60 se sont créés au Québec plusieurs groupes populaires et communautaires, les premiers mettant l'accent sur la contestation face à l'État tandis que les seconds privilégient les services à la population¹. Comme les autres institutions sociales, ces groupes constituent des réseaux secondaires formels mais, contrairement à une école par exemple, ils sont *autonomes* face à l'État. Or celui-ci a développé une double pratique face à ces groupes qui, dans les années 80, ont pour la plupart sacrifié la contestation aux services : l'une de récupération de ces initiatives provenant du tissu social, l'autre de soutien à ces groupes. Voyons les raisons de cette pratique ambivalente.

Des groupes populaires et communautaires fondent dans les années 60 des cliniques populaires. L'État récupérera ces initiatives en mettant sur pied à partir de 1972 des Centres locaux de services communautaires (CLSC) qui entraîneront la disparition presque complète des cliniques populaires. Puis des programmes-cadres viendront peu à peu limiter les marges de manœuvre des CLSC. Dès la fin des années 70, des groupes autonomes développent des programmes d'alphabétisation pour venir en aide à ces adultes québécois qui ne savent, ni lire ni écrire et à ceux dont la connaissance de la langue écrite est insuffisante pour bien fonctionner dans la société. Ces groupes cherchent à rejoindre cette partie importante de la population dont l'analphabétisme complet ou fonctionnel, non seulement la condamne à la pauvreté, mais est un obstacle majeur à l'exercice de ses droits démocratiques : vote, accès à l'information et aux services, etc. Le ministère de l'Éducation reconnaît en 1984 les analphabètes comme une clientèle prioritaire et quintuple en 5 ans le budget qui leur est alloué. Pourtant la plus grande part de ce budget va à la formation en institution : les groupes populaires autonomes en reçoivent qu'une part modeste dans un programme de soutien financier que le ministère tend à geler². Cette tendance de l'État à la récupération des initiatives sociales et à la centralisation des services est appuyée par diverses forces sociales, dont souvent les syndicats. Des services gratuits et accessibles pour tous et partout ; pour les travailleurs de ces services, des conditions de travail et de salaire uniformes et comparables à ce qui existe ailleurs : voilà les deux objectifs qui entraînent les syndicats à appuyer *de facto* la tendance de l'État à la centralisation.

Cette tendance à la centralisation est contrecarrée par l'influence du courant néolibéral. Même si ce courant est moins présent dans le dernier gouvernement Bourassa, il est toujours très actif à Ottawa où on cherche désespérément à réduire le déficit du budget, tout en essayant de ne pas heurter de front ni les bénéficiaires de l'État ni les syndiqués de l'Alliance de la fonction publique. La volonté de réduire les dépenses publiques entraîne la valorisation des organismes privés à but lucratif (ils seraient

¹ Cette distinction soutient l'analyse de Louis Favreau, *Mouvement populaire et communautaire*. Alternatives, 1989, 307 p.

² « La place de l'analphabétisme dans la campagne électorale », *Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec*, 29 août 1989.

plus efficaces et créateurs que les organismes publics), des organismes autonomes à but non lucratif (ils coûtent moins chers), des organismes bénévoles. Mulroney était très clair sur les avantages de ces derniers : « Le secteur du bénévolat au Canada représente une ressource inutilisée qui peut réduire les dépenses du gouvernement, mais peut aussi créer des emplois en même temps. Par exemple, la création d'un emploi permanent par le biais d'un organisme bénévole coûte environ un tiers de ce que coûte la création du même emploi par le biais de programmes du gouvernement [...] Laissons les Canadiens travailler pour eux-mêmes plutôt que de charger les gouvernements et les bureaucrates de travailler pour nous ¹. »

Face aux services publics, les groupes populaires et communautaires sont soumis à la précarité : précarité des subventions de l'État dont leur survie dépend ; précarité du personnel bénévole et salarié en proie à un roulement constant ; précarité des conditions de travail de ses salariés ². Les gouvernements exerceraient un contrôle indirect sur ces organismes par le biais des subventions qui déterminent les priorités (types de projets admissibles, clientèle visé), priorités qui changent avec les années « internationales » (sans abri une année puis analphabètes l'année suivante) et les orientations ministérielles. Les gouvernements chercheraient aussi à fixer les modalités d'exécution des programmes subventionnés et à les contrôler en exigeant des rapports financiers ³. Face aux services publics, les groupes populaires et communautaires exerceraient ainsi une fonction de sous-traitance sociale et, étant soumis à la précarité, s'inséreraient au sein de la dualisation du marché du travail.

Des salaires et des avantages sociaux inférieurs à ceux existant ailleurs pour des emplois équivalents, du travail non rémunéré (8 heures en moyenne pour une semaine de 38 heures) et la précarité financière des groupes affectent l'ensemble du personnel des groupes populaires et communautaires. Cependant, certains employés sont plus touchés que d'autres. 44 % des travailleurs possèdent un contrat de travail à durée limitée tandis que 56 % jouissent d'une certaine permanence, étant assurés d'un emploi annuel. Les « permanents » œuvrent dans les organismes qui reçoivent annuellement une subvention récurrente tandis que les précaires se retrouvent surtout dans les projets de création d'emplois. Les groupes populaires reproduisent aussi la discrimination sexuelle. 80 % du personnel de ces groupes est de sexe féminin et 30 % travaille dans des organismes voués à la défense des femmes. Pourtant, les femmes sont moins rémunérées que les hommes (\$324 au lieu de \$398) et occupent plus rarement un poste de direction (14 % contre 30 %) ⁴.

¹ Discours prononcé au congrès du PC, 10 juin 1983, cité dans *Forum des ONG*, octobre 1983, p. 2.

² Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque, « Conditions et division du travail dans les *entreprises* du mouvement populaire » in *Animation et culture en mouvement* (direction Bélanger, Lévesque, Mathieu, Midy). PUQ, 1987, pp. 82-87.

³ Pierre Hamel, « Crise de la redistribution étatique et financement des organismes populaires » in *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50 (automne 83) : 63-76.

⁴ Simon Dumais et Roland Côté, « Enquête sur les conditions de salaire et les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs au sein des groupes populaires », Services aux collectivités de l'UQAM, novembre 1989, 40 p.

Ces groupes satisfont des besoins sociaux auxquels répondent mal ou pas du tout les organismes publics. Ils entretiennent avec leurs usagers des rapports généralement souples et personnalisés. Ils fonctionnent au sein de collectifs de travail autogérés ou cogérés avec des usagers¹. Hors du marché et de l'État, ils instaurent au sein du tissu social des espaces autonomes de solidarité. Au nom de cette spécificité, ils considèrent comme un droit démocratique leur financement adéquat par l'État.

Il y a un certain nombre de services qui pourraient être assumés plus efficacement par les intéressés eux-mêmes. Pensons aux retraités, à ces gens payés pour rester inactifs, qu'on isole en les extrayant de toute activité productrice et qu'on enferme parfois dans les maisons de vieillesse, ces « parkings » de la mort. Des associations subventionnées par l'État et contrôlées par les gens du troisième âge ne pourraient-elles pas, mieux que les services publics spécialisés, œuvrer à réduire la solitude des vieux et à les intégrer, par diverses activités dont – pourquoi pas ? – le bénévolat, à la dynamique sociale ? Au lieu d'ignorer ou de se substituer aux organisations animées par les bénéficiaires eux-mêmes, l'État devrait les épauler.

Reconnaître, respecter et défendre l'autonomie de certains organismes qui répondent à des besoins sociaux ne consistent pas à nier le caractère universel que doivent conserver certains services publics. Les partisans de l'école privée défendent celle-ci et son droit démocratique aux subventions de l'État au nom de la différence. Au sein de l'école publique, certains soutiennent les classes enrichies au nom du droit des doués à leur plein épanouissement. Subventionner de telles entreprises consiste à encourager le séparatisme, la défection de ceux qui accordent le plus d'importance à l'éducation de leurs enfants. L'école publique se prive alors de la présence des enfants et des parents qui, par leur prise de parole, défendraient une éducation améliorée². Des parents, même progressistes, sacrifient alors à la solidarité proche avec leurs enfants, la solidarité plus lointaine avec l'ensemble des démunis. Ils contribuent ainsi à la reproduction des inégalités sociales par le système scolaire.

Quoi qu'il en soit, il faudrait que la concertation sociale-démocrate intègre les organismes qui sont laissés en marge par le marché du travail et du capital ou par l'État : les organisations pour qui l'argent et le pouvoir ne sont pas l'essentiel, qui se préoccupent des laissés-pour-compte, qui s'intéressent autant au sens du travail, à l'utilité du produit et à l'environnement créé qu'aux salaires, aux conditions de travail et à la productivité. La social-démocratie peut réduire le chômage. Mais celui-ci n'est pas le seul effet pervers du fonctionnement actuel du système : « Il faut lui ajouter le

¹ « Chaque groupe possède donc une assemblée générale, un conseil d'administration (et des comités de travail dans les périodes plus achalandées de leur vie) et un exécutif. Le tout avec des intervenants-e-s communément appelés « permanents » qui occupent généralement une place prépondérante : ils-elles possèdent l'ensemble de l'information, constituent plus souvent qu'autrement le noyau le plus régulier et le plus présent, assument, de façon non-hiérarchique, la gestion quotidienne. » Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire*, p. 68.

² Face à une organisation dont on ne partage pas les orientations, il y a trois conduites possibles : la défection, la prise de parole horizontale (entre nous) et la prise de parole verticale (auprès des autorités). Albert Hirschman, *Vers une économie politique élargie*. Minuit 1986, 111 p.

gaspillage du capital naturel et humain, la destruction de la vie ou la détérioration de sa qualité et la perversion du sens du travail. Il est à souhaiter, et à espérer, qu'on lui intégrera les valeurs et les instruments d'un nouveau paradigme plus coopératif, moins réducteur et qui, en ces temps de saccage productiviste et de prise de conscience écologique, ne craint pas le feu de l'expérience ¹. » À l'État, aux syndicats et à l'entreprise privée, le modèle social-démocrate doit intégrer comme partenaires à part entière les organismes alternatifs.

f) Une vie signifiante

[Retour à la table des matières](#)

Que l'individu, comme consommateur, puisse choisir au sein du marché, qu'il puisse, comme usager, opter pour des services alternatifs ou des services publics, qu'il puisse, comme électeur, voter et jouir du plaisir de changer de gouvernement, voilà sans aucun doute des libertés individuelles fondamentales que nous devons protéger et étendre, mais elles ne peuvent donner sens à la vie. Celui-ci ne peut provenir que d'une activité productrice qui, au minimum, requiert la reconnaissance de l'autre, et, dans sa plénitude, s'exerce en solidarité avec d'autres.

Dans les sociétés industrielles, le travail salarié – ce que Gorz nomme activités marchandes – constitue le lieu d'insertion sociale par excellence. Le salaire permet de subvenir à ses besoins de consommation et, aussi, d'établir et de maintenir, par ce niveau de consommation, un réseau social d'appartenance (être pauvre, c'est souvent être seul, comme le sait l'assisté social). Mais le travail n'a pas que cette fonction instrumentale : il permet surtout, comme le sait le chômeur ou le retraité, de se sentir socialement utile et de s'intégrer, lorsqu'il n'est pas précaire, au sein d'un collectif de travail.

Que le travail soit un outil essentiel à l'insertion sociale ne signifie pas que les travailleurs aiment inconditionnellement leur travail. Au contraire, la plupart entretiennent avec lui une relation ambivalente et contradictoire. Le travail permet de combler le vide, de structurer sa vie, d'occuper son temps et ses pensées, de donner une signification au temps libre, de se donner un lieu de rencontre avec autrui. Mais, en même temps, le travail abrutit, épuise, empêche de profiter d'un temps libre trop restreint, réduit le temps important de la vie affective, celui qu'on consacre aux proches. Cette ambivalence face au travail varie en fonction du type et des conditions d'emploi, mais même le travail le plus taylorisé induit une certaine implication du

¹ Henri Sader, « Le plein-emploi : un nouveau paradigme ? », *Le Bulletin de l'AEP*, vol. 10, n° 2 (automne 1989), p. 7.

travailleur afin de rendre le travail supportable. Danièle Linhart, de façon sans doute trop globalisante, explique bien cette adaptation ambivalente : « C'est parce qu'il n'y a pas dans notre société (sous peine de désœuvrement et de difficultés à structurer sa vie), individuellement, d'autres choix que celui de travailler, que chacun, quel que soit le type d'emploi auquel il peut accéder, ressent le besoin de travailler. C'est parce qu'il n'y a pas, pour rendre supportable son travail, aussi rebutant soit-il, d'autres possibilités, individuellement, que celui de s'impliquer, que l'on trouve chez chacun le désir, le besoin d'une implication et dans la pratique les signes d'une implication intellectuelle et affective qui varie évidemment en fonction de l'autonomie permise par le poste de travail, mais qui n'est jamais absente ¹. »

Les gens désirent travailler, mais ils veulent de moins en moins sacrifier leur vie à un travail abrutissant. Ils acceptent de moins en moins, surtout chez les plus jeunes, qu'il ne soit qu'instrumental, qu'un moyen pour consommer ou pour entretenir une famille. Ils souhaitent de plus en plus un travail qui soit en lui-même signifiant. Le patronat l'a compris : il cherche à valoriser le travail par diverses formules de participation, même si son motif premier et fondamental demeure l'augmentation de la productivité et du profit. Les syndicats ont réagi à ces initiatives patronales : il faut maintenir l'unité et la force syndicales ; il faut que la croissance de productivité que permet la participation n'entraîne pas de mises à pied et soit compensée par des augmentations salariales. Mais les syndicats n'ont pu, dans la lignée de la défense de la santé et sécurité au travail, faire un objectif syndical de la conquête des conditions permettant de satisfaire le besoin d'exercer un travail intéressant.

Parmi les activités marchandes, Gorz admet qu'il y en a une – le travail d'aide sous forme de soins, d'assistance ou d'enseignement – qui a un sens en elle-même car elle est, au-delà de sa forme salariale, un don. Avant la Révolution tranquille, le travail (la profession, disait-on) d'infirmière et d'enseignant était valorisé parce qu'il était dévouement : c'était même ce qui justifiait leurs salaires médiocres. Les employés du secteur public et parapublic, lorsqu'ils obtiennent le droit de grève dans la foulée des grandes transformations du code du travail intervenues en 1964 et 1965, se battent avec raison contre cette discrimination salariale, luttent pour être traité comme les autres travailleurs. Mais quelque part, dans ce processus de syndicalisation. et de valorisation salariale des enseignants et des infirmières, s'est perdu ce qui donnait sens à leur travail.

Il est indéniable que le niveau de scolarité et l'espérance de vie de la population ont crû grâce aux réformes en santé et en éducation. Mais l'extension des services engendrée par ces réformes et l'augmentation de la rémunération des salariés ont créé des coûts que l'État a cherché à restreindre en accroissant la productivité : les enseignants se virent confier plus d'élèves, les infirmières, plus de patients. La qualité est dorénavant définie en terme de quantité. Dans les hôpitaux, on ne parle plus de patients mais de nombre de lits. La future infirmière ne reçoit maintenant qu'un

¹ Danièle Linhart, « Crise et travail », *Les Temps Modernes*, T. 39, n° 450 (1984), p. 1298.

enseignement technique : comme les étudiants en médecine, elle apprend que ses futurs patients sont des objets manipulables. Les services hospitaliers sont devenus si bureaucratiques, si impersonnels, si froids qu'on doit faire appel à des bénévoles qui, eux, ont le temps d'être à l'écoute des sujets souffrants. Le climat dans les écoles n'est guère mieux : combien d'enseignants, désespérants de celui-ci, envoient leurs propres enfants au secteur secondaire privé ? Les syndicats ont combattu cette détérioration des conditions de travail. Toute la politique syndicale de la santé et de l'éducation se réduit d'ailleurs à ce combat. Pourtant les questions de pédagogie et du sens de l'enseignement transcendent les conditions de travail même s'ils y sont reliés ; le don, qui devrait être inhérent à tout travail d'aide, est irréductible aux questions de conditions de travail. C'est sans doute pourquoi se sont maintenues, parallèlement aux syndicats, les associations professionnelles axées plus sur le contenu du travail que sur le contenant.

Les enseignants réguliers, surtout ceux du secteur secondaire et collégial, s'ennuient à leur travail : « Faisant le point en somme, un enseignant en arrive à la constatation suivante : il est rare que l'on trouve un enseignant heureux... C'est l'image que la profession me donne. C'est aussi, avec quelques nuances qui ne sont ni sans intérêt ni sans importance, l'image qui ressort lorsqu'on réunit ensemble tous les propos des participantes et des participants rencontrés en entrevue sur leur activité professionnelle ¹. » Les enseignants à statut précaire se sentent, au contraire, valorisés par leur travail : « Une des caractéristiques communes aux personnes que nous avons rencontrées est leur amour de l'enseignement. Pour eux, l'enseignement constitue leur occupation principale, par choix. On considère le statut professionnel d'enseignante et d'enseignant comme valorisant ². » Les enseignants réguliers attribuent souvent, à l'augmentation de leur tâche et au mépris qu'on leur a manifesté lors de la promulgation des décrets, leur ras-le-bol par rapport à l'enseignement qu'ils chérissaient auparavant. Mais comment alors expliquer que les précaires, dont le statut et les conditions de travail sont pires, aiment et valorisent leur travail ? La seule explication suffisante me semble être que tout travail, fût-il celui d'aide, exercé sur une certaine période de temps entraîne de la routine, engendre dans la majorité des cas de l'ennui – surtout lorsqu'il n'est pas stimulé par la présence de jeunes collègues qui y apportent leur enthousiasme et leur passion.

Marc Lesage distingue trois figures de précaire : le néo-prolétaire scandaleux, le vagabond du rêve et le précaire triste. Ce dernier se rencontre plus souvent chez les travailleurs âgés, chez ceux qui ont perdu un emploi régulier et qui, du jour au lendemain, voient leur niveau de vie s'effondrer, leur réseau social se rapetisser, leur famille se déstabiliser. Il « vit sa marginalisation comme une offense, une blessure, une honte ³. » Le premier, le néo-prolétaire scandaleux, « est le refus viscéral du boulot abrutissant (organisation du travail) et « débile » (finalité). Il est la fuite, la

¹ *Faire l'école aujourd'hui*, CEQ, D-9095, p. 29.

² *Vivre la précarité*, CEQ, D-9241, p. 14.

³ *Les vagabonds du rêve*, Boréal, 1986, p. 54.

conduite arrogante, le mépris du boulot-méto-dodo ¹. » On le retrouve entre autres chez tous ceux qui, à un travail abrutissant au salaire minimum, préfèrent combiner le B.S. et le travail au noir. C'est ce chômeur, qualifié de « volontaire » par les néolibéraux, que l'État cherche à contraindre au travail par ses politiques de revenu. Enfin, le vagabond du rêve refuse le travail abrutissant et aliénant à cause même de l'importance qu'il accorde au travail comme activité socialement utile, comme réseau de communications et de relations sociales, comme lieu de création. Plusieurs des salariés des organisations populaires et communautaires sont des vagabonds du rêve. Fortement scolarisés – la majorité a une formation universitaire – ils refusent que leur travail soit soumis à une hiérarchie et défini de l'extérieur par une organisation. Ils aiment leur travail qui a un sens et qu'ils contrôlent. Ils conçoivent leur travail comme un engagement social. En raison de ces valeurs, ils acceptent des salaires inférieurs à ceux du marché. Ils ne sacrifieraient pas volontiers ce travail à un poste permanent dans la fonction publique.

Remarquons qu'aucun des précaires ne valorise la précarité en tant que telle. Des étudiants, des femmes avec enfant en bas âge et la majorité des travailleurs de 55 ans et plus préféreraient un travail à temps partiel, mais personne ne désire qu'il soit aussi précaire. Même ces vagabonds du rêve, qui optent pour la liberté dans la pauvreté contre la consommation par un travail routinier, n'aiment pas ce choix social dans lequel ils sont enfermés. Ce n'est pas par goût de la précarité que de nombreux jeunes critiquent les travailleurs plus âgés qui protègent syndicalement l'emploi où ils s'ennuient : ils préféreraient que la vie au travail ne soit pas confrontée à l'alternative précarité ou permanence à vie. Évidemment toutes les formules qui favoriseraient, sans précarité, la mobilité horizontale du travail aideraient à le rendre moins ennuyeux, plus intéressant. Mais l'implantation de ces formules requiert une politique de plein-emploi, une réduction des heures de travail rendue possible par le développement technologique et la transférabilité universelle des régimes de retraite. On est donc encore renvoyé à une gestion de type social-démocrate.

On ne saurait négliger, comme j'ai tenté de le montrer, le lieu du travail salarié dans la recherche d'une vie signifiante. Contre le salariat, Gorz, lui, privilégie l'activité pour soi et l'activité créatrice. La première, l'activité domestique, permet de contrôler l'environnement immédiat, ce que nos mères savaient bien. Mais elles se sont aussi battues pour briser ce cercle du travail domestique qui devenait à la longue routinier, pour fuir ces activités gratuites et dévouées auxquelles on les astreignait, pour accéder au marché du travail. La seconde, une activité créatrice poursuivie parallèlement à un travail salarié ennuyeux, permet à certains de donner un sens à leur vie.

Jacques T. Godbout pour sa part, distingue travail salarié et activité de don. Celle-ci se manifeste de façon gratuite et sans obligation dans le bénévolat. Le bénévolat peut se vivre sous forme d'aide dans les multiples organismes de loisirs, de sports, de

¹ *Op. cit.*, p. 51.

culture, de services ou sous forme militante, avec des objectifs de revendications ou de changements sociaux et politiques, dans les syndicats, les organisations populaires, les partis. Dans les années 60 et 70, on opposait les organisations bénévoles de type traditionnel aux organisations populaires et communautaires. Les premières étaient le plus souvent liées aux paroisses, dirigées par des notaires, des médecins ou des commerçants et servaient de pépinières aux partis politiques dominants pour y recruter des militants. Les secondes, militantes, revendicatives, dirigées par de jeunes animateurs sociaux formés dans les sciences humaines, servaient de pépinières aux partis politiques nouveaux (PQ et RCM) et aux multiples organisations de gauche qui pullulaient au Québec. Les organismes traditionnels, charitables, reproduisaient une culture de pauvreté marquée par la dépendance, l'impuissance et le fatalisme des populations aidées tandis que les organisations populaires et communautaires visaient la prise en charge des problèmes par les communautés elles-mêmes. Cette opposition entre ces deux types d'organisations s'est cependant atténuée dans les années 80 par la réduction des militants au profit des salariés dans les organisations populaires et communautaires ¹ et par la transformation de la plupart des organismes revendicatifs en organismes de services.

Le sens du bénévolat, comme de toute autre activité, n'est pas unidimensionnel. Des femmes retirées du marché du travail y trouveront un moyen de sortir de chez elles, de s'ouvrir au monde et de se créer un réseau d'amis. Mais si elles préfèrent rompre l'isolement par le bénévolat au lieu d'un retour aux études ou sur le marché de l'emploi, c'est parce qu'elles jouissent de revenus qui ne les contraignent pas au travail salarié et parce qu'elles trouvent dans le bénévolat un lieu non compétitif et non hiérarchique où elles peuvent s'exprimer en contrôlant leur temps de bénévolat. Mais surtout le bénévolat, en rendant service à d'autres, permet aux bénévoles d'obtenir une certaine reconnaissance sociale, de se valoriser, d'exercer une activité signifiante, donc satisfaisante. Une étude menée sous l'égide de *Statistique Canada* le confirme. Les motivations des bénévoles sont par ordre d'importance. aider les autres, favoriser une cause à laquelle on croit, savoir que l'on a accompli quelque chose, faire quelque chose qu'on aime ². Le bénévolat est d'ailleurs pour certains le moyen de trouver à la vie un sens que ne leur apporte pas le temps consacré au travail salarié ³.

Le gouvernement fédéral pratique des coupures dans les services sociaux tout en tenant un discours qui valorise le bénévolat. C'est dans ce cadre qu'il a publié des résultats d'enquêtes réalisées sous l'égide de *Statistique Canada*. On y apprend que 27 % de la population canadienne participe à des activités bénévoles (30 % pour les

¹ Ces militants existent toujours, mais ils sont moins nombreux, moins présents et moins actifs. Une étude menée dans une trentaine d'organismes socio-communautaires révèle qu'un millier de bénévoles sont impliqués dans ces organismes animés par 150 permanents et 200 employés temporaires. Louis Favreau, *Mouvement populaire et communautaire*, p. 57.

² Doreen Duchesne, *Donner sans compter : les bénévoles au Canada*. Statistique Canada, 1989, p. 33.

³ « Le bénévolat, un débat à faire », ICEA, Bulletin spécial, vol. 6, n^{os} 4-5 (février 1984). Francine Sénécal, « Les femmes et le bénévolat », ICEA, novembre 1985, 26 p. Andrée Demers, « Le bénévolat des femmes... et si on parlait des acquis », ICEA, 1988, 34 p.

femmes contre 24 % pour les hommes) tandis que le Québec a le taux de participation provinciale le plus bas, soit 19 % (pas de différence sexuelle dans ce taux de participation)¹. Cette différence de participation entre le Québec et le Canada recoupe la répartition des bénévoles selon l'affiliation religieuse (23 % pour l'église catholique et un taux qui varie de 29 % pour l'église luthérienne à 39 % pour l'église baptiste) et selon l'origine ethnique (21 % pour les Français, le plus bas taux après celui des Italiens). Une différence de participation similaire existant entre la France et l'Angleterre² on peut présumer que la variable religieuse et culturelle rend compte de celle-ci, sans que je puisse avancer des hypothèses qui en expliqueraient le pourquoi. Le taux de participation au bénévolat croît avec la scolarité (45 % chez ceux qui ont un degré universitaire) et avec le revenu (39 % des ménages dont le revenu est de \$60,000. ou plus). Il serait étonnant que des études et des revenus supérieurs prédisposent au dévouement, au don. Peut-être les mieux nantis en formation et en revenu, privilégiant l'argent et le pouvoir, savent très bien les moments où ils agissent gratuitement tandis que les milieux défavorisés, vivant quotidiennement des formes d'entraide, auraient de la difficulté à extirper et nommer ces moments.

Quoi qu'il en soit de ces statistiques troublantes qui requerraient des études plus fouillées, le bénévolat, le don, introduisent à un rapport social qui est irréductible à celui du marché et de l'argent. Hors du circuit de l'échange, le don n'implique aucune assurance de réciprocité, même si le donateur espère la gratitude du bénéficiaire. Étant un acte gratuit, exercé sans contrainte, il se situe aussi à l'extérieur des rapports bureaucratiques et hiérarchiques instaurés par l'État entre le fonctionnaire et l'utilisateur. Cependant, le bénévolat établit une certaine hiérarchie, un certain rapport de domination entre le donateur et le bénéficiaire. Le dévouement, le bénévolat, y compris sous sa forme militante, trouve son sens, non pas chez le bénéficiaire ou dans le monde meilleur à construire, mais dans la valorisation que le don apporte à son auteur.

Au-delà des organismes bénévoles, Jacques T. Godbout attire notre attention sur ces sociétés qui fonctionnent à la réciprocité. Comme les premiers, elles instaurent des rapports fraternels à la place des rapports de commerçants (le marché) ou des rapports de fonctionnaires (l'État). Mais contrairement au bénévolat les rapports fondés sur la réciprocité sont égalitaires. Godbout donne l'exemple des *Alcooliques anonymes* qui crée « un nouveau mode de vie, de nouvelles relations sociales, une nouvelle forme de socialité³ ». Les membres des A.A. s'appuient sur une démarche où chacun doit traverser douze étapes, allant de la reconnaissance d'être alcoolique jusqu'à l'aide à apporter à un autre alcoolique, en passant par l'acceptation de sa dépendance face à Dieu. Sans professionnel, ils obtiennent un taux de guérison supérieur à toute autre forme de thérapie. Ces nouvelles communautés reposent sur *l'adhésion libre* d'individus confrontés à un *même problème*, contrairement aux

¹ Doreen Duchesne, *op. cit.*, Statistique Canada, pp. 11-13.

² Pierre Rosanvallon, *La crise de l'État-providence*. Seuil, 1981, pp. 128-129.

³ Jacques T. Godbout « Le retour du social », *Possibles*, vol. 13, n° 12, hiver 1989, p. 36.

communautés traditionnelles dont les liens entre membres étaient fondés sur un territoire et un passé communs. On retrouve aussi ces communautés sous forme de « réseaux secondaires non formels » créés à l'initiative de membres de réseaux primaires qui décident de partager des ressources en vue de solutionner des problèmes communs, sans institutionnaliser cette mise en commun. Ces réseaux « ne consacrent pas de division rigide des rôles entre ceux qui fournissent les services et ceux qui les reçoivent, ni entre ceux qui décident des services à donner et ceux qui en bénéficient : ce sont des réseaux de service mis sur pied par des individus pour subvenir à des besoins spécifiques. Des mères de famille qui se regroupent pour assurer à tour de rôle la garde de leurs enfants, des personnes seules qui conviennent de former un réseau téléphonique pour se maintenir en contact les unes avec les autres, des familles d'un même quartier qui organisent des loisirs communs sur une base régulière, etc., sont autant d'exemples de réseaux secondaires non formels ¹. »

Gorz, Lesage et Godbout attirent notre attention sur la question existentielle fondamentale : comment rendre la vie quotidienne signifiante et solidaire ? La politique ne peut répondre à cette question, mais elle peut dans le meilleur des cas, faciliter la recherche individuelle de sa solution. Toute politique doit être jugée à l'aune de cette recherche : favorise-t-elle la prise en charge de la vie par chaque individu ? Crée-t-elle des conditions permettant à un maximum d'individus de donner sens à leur vie en se sentant solidaires des autres ?

¹ Marie-Chantal Guédon, « Les réseaux sociaux », in C. Brodeur et R. Rousseau, *L'intervention de réseaux*. Éd. France-Amérique, 1984, p. 27.

Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois

Un projet pluriel

[Retour à la table des matières](#)

L'effondrement des « Républiques populaires » dans les pays de l'Est réduit Lénine à sa véritable dimension : un adversaire intransigeant de la propriété privée et de la propriété foncière, un grand stratège politique, un homme d'État exceptionnel, mais un bien piètre socialiste. Lénine rompt le lien fécond entre liberté et égalité qui avait alimenté jusque-là les courants socialistes et anarchistes. Avec lui, le socialisme peut être imposé de l'extérieur aux masses pour leur plus grand bien. Le soulèvement victorieux contre ce type de socialisme nous permet de renouer, au-delà de la III^e Internationale, avec la tradition critique et libertaire du socialisme.

Le socialisme, pour Marx, ne signifiait pas la destruction de la démocratie bourgeoise mais son élargissement. Non seulement il était favorable au suffrage universel, à la liberté d'expression et à la reconnaissance des partis politiques, mais il revendiquait pour le prolétariat ces libertés refusées par la bourgeoisie. Les lacunes de Marx sont ailleurs. L'utopie d'une société sans État que Marx partageait avec les anarchistes est politiquement peu féconde car elle éloigne du problème réel de

contrôle démocratique sur l'État et ses rouages. Son rêve, qu'il exprime durant la Commune de Paris, de substituer la démocratie directe à la démocratie représentative relève d'une même fuite. Sur ces questions, les réflexions des penseurs libéraux sont souvent plus riches que celles de Marx ou des anarchistes. Marx, du moins durant la période du *Manifeste du Parti communiste*, voulait remplacer le marché par une planification centralisée aux mains d'un gouvernement ouvrier élu démocratiquement. Lui, si critique du despotisme dans l'usine, ne voyait pas que sa position soumettrait l'ensemble de la société à un despotisme similaire. Le XXe siècle nous a appris que diverses formes de propriété peuvent coexister au sein d'un marché plus ou moins planifié par l'État et que c'est la meilleure façon de poursuivre le projet d'une société plus respectueuse de la liberté et de l'égalité tout en soutenant une gestion économique efficace. Enfin, Marx, fidèle disciple de Hegel, partageait une philosophie de l'histoire dont le sens se révélait, non pas dans le développement de l'Esprit mais par les luttes révolutionnaires du prolétariat. Des philosophes ont réduit épistémologiquement à néant toute philosophie de l'histoire et l'histoire réelle a démontré que la classe ouvrière ne pouvait vivre à la hauteur du mythe que des intellectuels lui avaient fabriqué.

Les intellectuels libéraux du XVIII^e siècle critiquent l'ordre établi et opposent la raison à la tradition, à la foi, à l'argument d'autorité. Il faut renouer avec ces intellectuels contre les chantages nostalgiques des communautés perdues et contre les postmodernes qui désespèrent de l'humanité. Les penseurs socialistes et anarchistes critiquent l'ordre capitaliste et rêvent d'une humanité constituée de sujets libres et égaux. Il faut s'inspirer de cette tradition contre les néo-libéraux qui justifient l'inégalité au nom des lois d'un marché sanctifié.

Partout, en Occident, l'accent est mis sur la défense de la démocratie, des droits de l'homme, de la liberté. Les bouleversements qui secouent les pays de l'Est semblent démontrer la validité de cette prédominance. Mais, en même temps, triomphent les inégalités entre pays riches et pays pauvres, entre le Nord et le Sud. Au sein de tous les pays, l'écart grandit entre les mieux nantis et les laissés-pour-compte. Les sociétés riches, comme le Québec, sont confrontées à des problèmes qu'elles croyaient avoir définitivement résolus : sans-abri, faim (résurgence et extension des soupes populaires), analphabétisme, etc. La politique actuelle sacrifie l'une des valeurs à l'autre, l'égalité à la liberté.

Comment protéger les libertés des individus tout en assurant à chacun des chances égales de se développer et de s'épanouir ? La poursuite de ces deux objectifs implique des compromis variables selon le pays, l'époque et les problèmes confrontés. Mais la recherche de ces compromis exige que la liberté et l'égalité soient toutes deux socialement valorisées. Dans la présente conjoncture où le discours omniprésent subordonne la seconde à la première, il faut insister sur la nécessité de l'égalité.

L'esquisse du projet social-démocrate présenté se situe au sein de cette volonté de promouvoir une société plus juste et respectueuse des libertés. Ce projet rompt donc

avec tout désir fantasmatique d'un monde totalement harmonieux, fut-il posé comme idée-limite de nos aspirations, comme horizon de nos combats. Il se situe au sein de la présente société industrielle capitaliste qu'il cherche à rendre plus égalitaire tout en estimant indispensables les libertés dont nous jouissons.

J'ai insisté sur ce que je connais le mieux : les transformations de l'organisation du travail, la dualisation du marché du travail et le manque de réponse appropriée des syndicats à ces nouveaux défis. Je cherche une solution à la précarisation du travail qui affecte particulièrement les jeunes, mais aussi les femmes et les immigrants. Il n'y aura pas de renouveau politique au Québec si les jeunes, dont la vie familiale, scolaire, de travail, amoureuse est affectée par la précarité, ne trouvent pas dans un projet l'espoir de maîtriser leur avenir. Il n'y a pas de sujet révolutionnaire : je ne veux pas placer sur les épaules des jeunes précarisés le rôle que j'attribuais jadis à la classe ouvrière. Mais je sais bien aussi qu'aucun mouvement social et politique ne peut naître et se développer sans leur présence et leur dynamisme.

Ma problématique est insuffisante et partielle : elle devrait être rectifiée et complétée par d'autres problématiques. Il faut se démarquer des ambiguïtés du NPD et penser la social-démocratie à l'intérieur d'un projet souverainiste. Ce projet national doit impliquer les groupes ethniques minoritaires et promouvoir par des mesures concrètes, particulièrement sur l'île de Montréal, leur intégration à la communauté québécoise. La problématique féministe est incontournable : des femmes continueront avec raison de revendiquer l'égalité sur le marché du travail et le respect de leurs libertés. Enfin, on ne peut plus penser développement économique et social sans montrer comment il serait compatible avec une vision écologique.

La rationalité instrumentale du développement économique, sa gestion efficace, doit être subordonnée à d'autres rationalités : le développement social et la rationalité écologique. La rationalité économique doit être mise au service de la recherche de la liberté et de l'égalité pour tous. Si l'histoire n'a pas un Sens, il faut accepter qu'un projet social et politique doive articuler, et de la façon la plus rigoureuse possible, *diverses problématiques autour de valeurs communes*. Un tel projet ne peut être porté que par la coalition de *différents acteurs sociaux* : militants syndicaux, militants des groupes populaires, féministes, écologistes, indépendantistes, travailleurs précaires et immigrants politisés. Mon esquisse social-démocrate appelle ce *projet pluriel*.

Comment un tel projet peut-il s'inscrire au sein de l'intégration de plus en plus poussée des différents espaces nationaux ? L'internationalisation de l'économie ne concerne pas seulement les biens matériels, mais aussi l'ensemble des biens culturels. Un Québec souverain et social-démocrate, respectueux de l'écosystème et ardent défenseur de l'égalité, est-il possible au sein d'un libre-échange où l'égalité formelle des partenaires (le Canada et les USA) masque la domination écrasante des seconds sur le premier ? Le marché commun européen de 1992 sera à ce niveau fort éclairant. Comment les pays sociaux-démocrates avoisinants la CEE réagiront-ils à la formation de ce vaste marché commun ? Celui-ci favorisera-t-il l'usage d'une langue commune

et celle-ci sera-t-elle, comme l'affirment de nombreux intellectuels français, l'anglais ? Ces questions intéressent tous les États petits et moyens, toutes les nations petites et moyennes. Quelle marge de manœuvre leur restera-t-il dans une économie de plus en plus dominée par de grandes multinationales, de grands États, de grands ensembles économiques ?

La poursuite de l'égalité et de la liberté dans les sociétés industrielles développées doit-elle se faire en oubliant que la majorité de l'humanité ne jouit pas des droits que nous nous sommes habitués à considérer comme normaux (droits démocratiques, droit au logement, à la nourriture, à la santé, à l'éducation) ? La formation de grands blocs économiques dans le sillage de la CEE accroîtra-t-elle l'inégalité croissante entre pays riches et pays pauvres ? L'aide apportée par les pays capitalistes riches à la libéralisation de la Pologne et de la Hongrie se fera-t-elle au détriment de l'aide limitée apportée à des pays dont les problèmes sont beaucoup plus énormes que ceux des pays de l'Est ? Comment les politiques des organismes de concertation internationale pourraient-elles réduire les inégalités internationales au lieu de les reproduire ?

Grâce à Gorbatchev, les relations tendent à se décrisper entre les pays membres de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie. Un sérieux processus de démilitarisation des deux blocs est en cours. Le danger d'une guerre nucléaire n'est pas disparu, mais il s'estompe. Mais que faire pour limiter les guerres locales et régionales qui ont déchiré la planète depuis la dernière grande guerre ? Des organismes internationaux oeuvrant pour la paix pourraient-ils être renforcés ?

La pollution est aussi un problème international. La destruction de la couche d'ozone, la destruction des poumons de la planète par les pluies acides ou la déforestation, la pollution des cours d'eau et des océans sont des problèmes qui ne peuvent être réglés localement. La liberté et la justice, la paix et la protection de l'environnement doivent être pensées dans un monde de plus en plus tissé serré.

Il n'est pas nécessaire d'obtenir des réponses à toutes nos questions pour entreprendre, à notre niveau, des luttes pour une société plus juste, plus respectueuse des libertés et plus attentive à l'environnement. La rapidité foudroyante, dans les pays de l'Est, des changements que personne n'avait prévus devrait nous reconforter : tout est possible ici aussi. S'il n'y a pas un Sens à l'histoire, il n'y a pas non plus de Déterminisme. Et les peuples des pays de l'Est, qui apprennent à apprivoiser les libertés qu'on leur avait si longtemps refusées, ne renonceront pas si facilement aux mesures de sécurité sociale dont ils jouissaient, ne tourneront pas si facilement le dos à la vertu d'égalité. À travers essais et erreurs, des avancées et des reculs, ils inventeront sans doute de nouveaux modèles de social-démocratie dont nous pourrions nous inspirer.

La politique peut promouvoir la liberté et l'égalité comme elle peut en être le fossoyeur. Elle peut tenter, comme dans les systèmes politiques de délation géné-

ralisée, de briser les réseaux de solidarité primaire, d'isoler chaque individu et de le rendre dépendant de la religion séculière véhiculée, mais elle ne peut positivement engendrer la fraternité. Celle-ci, comme toutes les relations de proximité, se situe hors du politique. La sphère publique peut chercher à restreindre la sphère privée : elle ne peut la créer. À bien y regarder, les propos de Gorz et d'Habermas indiquent plus les limites du politique qu'ils ne constituent un projet politique. Ils disent que le sens de la vie doit être cherché ailleurs que dans l'économique (le marché ou la planification) et le politique (l'État). Ils affirment que le politique devrait respecter l'autonomie de cet ailleurs, même s'ils ne s'entendent pas sur la définition de cet ailleurs.

Les relations affectives (l'amour, l'amitié, la tendresse...) sont essentielles à nos vies. En être privé est sans doute la pire maladie qui peut nous arriver. Or elles ne relèvent pas du politique, mais du domaine de l'intime. Des conditions de vie décentes en terme de logement, de nourriture et de vêtement peuvent favoriser l'épanouissement de la vie affective comme des conditions indécentes peuvent l'entraver : elles ne peuvent l'engendrer. L'assurance-santé et l'assurance-maladie permettent à chacun de se faire soigner ; des généreux fonds de pension pourraient rendre plus supportable le vieillissement. Aucune politique ne peut supprimer le vieillissement, la maladie, la séparation et la mort.

Marx, poursuivant Feuerbach, affirmait : « L'homme fait la religion, et non la religion l'homme. La religion est la conscience de soi de l'homme, ou quand il ne s'est pas encore trouvé, ou quand il s'est déjà perdu. Or, l'homme, c'est le monde de l'homme, l'État, la Société. Cet État et cette Société produisent la religion, conscience faussée du monde parce qu'il est un monde faussé [...] La misère religieuse est à la fois l'expression de la misère réelle, et la protestation contre cette misère réelle. C'est le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans âme, et l'esprit d'un monde sans esprit. C'est l'opium du peuple ¹. » Même en supposant que l'humanité puisse un jour constituer une société prospère, juste, respectueuse des libertés et de l'environnement, chaque individu sera confronté tôt ou tard aux limites inhérentes à son existence. Certains l'accepteront stoïquement. D'autres épouseront des utopies. Plusieurs continueront de chercher dans la religion ce que la vie ne peut offrir : une santé et une jeunesse perpétuelles, une présence amoureuse éternelle. Les post-modernes ont tort : les utopies renaîtront avec les printemps sociaux. Feuerbach et Marx avaient tort : la religion est une réalité sociale indépassable.

La politique ne peut donner un sens à la vie de chacun, même si certains militants peuvent y en trouver un. La politique ne peut rendre les êtres plus fraternels ni la vie quotidienne, signifiante et solidaire. Elle peut cependant créer des conditions favorisant la prise en charge de la vie par chaque individu ; elle peut cependant créer des conditions qui permettraient à un maximum d'individus de donner sens à leurs

¹ Cité par Henri Lefebvre, *La pensée de Karl Marx*. Bordas, 1966, pp. 33-34.

vies en se sentant solidaires des autres. Le projet pluriel, dont j'ai esquissé l'élément social-démocrate, poursuit cet objectif.

Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

Anweiler, Oskar, *Les Soviets en Russie (1905-1921)*. Gallimard, 1972, 348 p.

Amodio, L., « La révolution bolchevique : l'interprétation de Rosa Luxemburg ». *Histoire du marxisme contemporain*, t. 2, coll. 10 / 18, Christian Bourgois, pp. 196-273.

Aron, Raymond, *L'opium des intellectuels*. Calmann-Lévy, 1955, 334 p.

Bakounine in Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, t. 1, pp. 139-226 et T. 2, pp. 5-36. Petite coll. Maspero, 1980.

Baudrillard, Jean, *À l'ombre des majorités silencieuses*. Coll. Médiations, Denoël, 1982, 115 p.

Bélanger, Paul R. et Lévesque, Benoît, « Conditions et division du travail dans les entreprises du mouvement populaire » in *Animation et culture en mouvement* (direction Bélanger, Lévesque, Mathieu, Midy). PUQ, 1987, pp. 82-87.

Bell, Daniel, *The End of Ideology*. N.Y., The Free Press, 1965, 474 p. *Vers la société postindustrielle*. Éd. R. Laffont, 1973.

Les contradictions culturelles du capitalisme. PUF, 1979, 292 p.

Bellemare, Diane et Poulin-Simon, Lise, *Le plein-emploi : pourquoi ?* PUQ, UQAM (LABREV) et IRAT, 1983, 273 p.

Bernstein, E., *Les présupposés du socialisme.* Seuil, 1974.

Bouveresse, Jacques, *Rationalité et cynisme.* Minuit, 1984.

Cassirer, Ernst, *Individu et cosmos dans la philosophie de la Renaissance.* Éd. de Minuit, 1983, 489 p.

CEQ, *Faire l'école aujourd'hui*, D-9095.
Vivre la précarité, D-9241.

Demers, Andrée, « Le bénévolat des femmes... et si on parlait des acquis », ICEA, 1988, 34 p.

Duchesne, Doreen, *Donner sans compter : les bénévoles au Canada.* Statistique Canada, 1989.

Dumais, Simon et Côté, Roland, « Enquête sur les conditions de salaire et les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs au sein des groupes populaires », Services aux collectivités de l'UQAM, 1989, 40 p.

Engels, introduction à *Les luttes de classes en France* de Karl Marx. Ed. Sociales, 1970, pp. 11-36.

Favreau, Louis, *Mouvement populaire et communautaire.* Alternatives, 1989, 307 p.

Forum des ONG, bulletin, octobre 1983.

Freitag, Michel, « Le retour du refoulé : la question de la normativité », *Société* (automne 1987) : 77-130.

Gill, Louis, *Les limites du partenariat.* Boréal, 1989, 151 p.

Godbout Jacques T., « Le retour du social », *Possibles*, vol. 13, n° 1 / 2, hiver 1989.

Gorz, André, *Métamorphoses du travail.* Galilée, 1988.

Gouvernement du Québec, *Bâtir le Québec*, 1979, 186 p. *Le virage technologique*, 1982, 248 p.

- Guédon, Marie-Chantal, « Les réseaux sociaux » in Claude Brodeur et Richard Rousseau, *L'intervention de réseaux*. Éd. France-Amérique, 1984, pp. 16-33.
- Habermas, Jürgen, « La modernité : un projet inachevé », *Critique*, n° 413, octobre 1981, pp. 950-967.
Théorie de l'agir communicationnel, 2 tomes, Fayard, 1987.
Le discours Philosophique de la modernité. Gallimard, 1988, 484 p.
- Halévy, Elie, *Histoire du socialisme européen*. Idées, Gallimard, 1974, 408 p.
- Hamel, Pierre, « Crise de la redistribution étatique et financement des groupes populaires » in *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50 (automne 83) : 63-76.
- Heller, Agnès, « Mouvements culturels et changement de modèles de vie depuis la deuxième guerre » in *La radicalité du quotidien*, sous la direction de A. Corten et M.-B. Tahon. VLB éd., 1987, pp. 169-186.
- Hirschman, Albert, *L'économie comme science morale et politique*. Gallimard/Seuil, 1984.
Vers une économie politique élargie. Minuit, 1986, 111 P.
- ICEA, « Le bénévolat, un débat à faire », bulletin spécial, vol. 6, nos 4-5 (février 1984).
- Ignatieff, Michel, *La liberté d'être humain*. La Découverte, 1986, 139 p.
- Kautsky, Karl, *Le marxisme et son critique Bernstein*. Paris, Stock, 1900.
The Dictatorship of the proletariat. Univ. of Michigan Press, 1964.
- Kolakowski, Leszek, *Histoire du marxisme*, t. 2, *L'Âge d'or de Kautsky à Lénine*. Fayard, 1987, 607 p.
- Labelle, G. et Piotte, J.-M., « Marx, l'individu moderne et le politique », in *Un siècle de marxisme* (éd. L. Beaudry, C. Deblock et J.-J. Gislain), PUQ, 1990, pp. 137-152.
- Laliberté, Robert, *L'imaginaire politique de Victor Segalen*. IQRC, 1989, 152 p.
- Lefebvre, Henri, *La pensée de Karl Marx*. Bordas, 1966, 278 p.
- Lemieux, Vincent, « Réseaux et pratiques de communication » in *Masses et postmodernité* (dir. J. Zilberberg). Québec, PUL et Paris, Méridiens Klincksieck, 1986.

- Lénine, *Que faire ? Œuvres*, t. 5. Éd. Sociales, 1965, pp. 353-544.
Le socialisme et la guerre. Œuvres, t. 21. d. Sociales, 1960, pp. 305-350.
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Œuvres, t. 22. Ed. Sociales, 1960, pp. 201-327.
« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres*, t. 22. Éd. Sociales, 1960, pp. 344-388.
L'État et la Révolution. Œuvres, t. 25. Éd. Sociales, 1957, pp. 413-531.
« Séance du comité exécutif central de Russie », *Œuvres*, t. 27. Éd. Sociales, 1961, pp. 289-326.
« Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises », *Œuvres*, t. 27. Éd. Sociales, 1961, pp. 337-370.
- Lesage, Marc, *Les vagabonds du rêve*. Boréal, 1986, 141 p.
- Levasseur, Roger, *De la sociabilité*. Boréal, 1990, 354 p.
- Lidtko, Vernon L., « Édouard Bernstein et les prémisses théoriques du socialisme », *Histoire du marxisme contemporain*, t. 1, coll. 10/18, Christian Bourgois, pp. 347-382.
- Liebmann, Marcel, *Le léninisme sous Lénine*, 2 tomes. Seuil, 1973.
- Linhart, Danièle, « Crise et travail », *Les Temps modernes*, t. 39, n° 450 (1984).
- Linhart, Robert, *Lénine, les paysans, Taylor*. Seuil, 1976, 172 p.
- Luxemburg, Rosa, *Grève de masse, parti et syndicats. Œuvres 1*. Petite coll. Maspero, 1976, pp. 91-174.
- Lyotard, Jean-François, *La condition postmoderne*. Éd. de Minuit, 1979, 109 p.
Le différend. Minuit, 1983.
La postmodernité expliquée aux enfants. Galilée, 1986. « Réécrire la modernité », *L'inhumain*. Galilée, 1988, pp. 33-44.
- Maclet, Thierry, « Critique et interprétation du stalinisme chez Trotsky » in Evelyne Pisier-Kouchner, *Les interprétations du stalinisme*. PUF, 1983.
- Mallet, Serge, *La nouvelle classe ouvrière*. Seuil, 1963, 266 p.
- Marx, Karl, *Manifeste du Parti communiste*. Éd. Sociales, 1966, 80 p.
Les luttes de classes en France (1848-1850) Ed. Sociales, 1970, 218 p.
Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Ed. Sociales, 1969, 156 p.
La guerre civile en France. Ed. Sociales, 1968, 127 p.

- Marx et Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*. Éd. Sociales, 1966, 154 p.
Le parti de classe (éd. Roger Dangeville), 4 tomes, Petite coll. Maspero, 1973.
- Milot Pierre, *La camera obscura du postmodernisme*. L'Hexagone, 1988, 83 p.
- Niosi, Jorge, *Le contrôle financier du capitalisme canadien*. PUQ, 1978, 216 p.
- Nove, Alec, *Le socialisme sans Marx (L'Économie du socialisme réalisable)*. Paris, Économica, 1983, 305 p.
- Pottie, Jean-Marc, *Sur Lénine*. Éd. Parti pris, 1972, 300 p. *Marxisme et pays socialistes*. VLB éd., 1979, 177 p.
« Un socialisme possible », *Interventions économiques* (AEP), sept. 1984.
La communauté perdue. VLB éd., 1987, 140 p.
« La participation conflictuelle », *1^{er} colloque Léo Roback*. Coll. instruments de travail, dép. des Relations industrielles, Univ. Laval, 1988, pp. 17-24.
« Vivre en Québécois », *Conjoncture*, n^{os} 10-11, 1988. « La précarisation du travail », CEQ, mars 1989, D9280, 23 p.
- Poirier, Mario et Gagné, Jean, « Béluga Blues : des jeunes à la mer », *Le Devoir*, mai 1989.
- Polanyi, Karl, *La grande transformation*. Gallimard, 1983, 419 p.
- Proudhon, P.-J., *Du principe fédératif* in *Œuvres complètes*, T. 14. Éd. Lib. Marcel Rivière, 1959, pp. 252-551.
- Proudhon in Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, T. 1. Petite coll. Maspero, 1980, pp. 37-138.
- Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, « La place de l'analphabétisme dans la campagne électorale », 29 août 1989.
- Rosanvallon, Pierre, *La crise de l'État-providence*. Seuil, 1981.
- Rubel, Maximilien, *Pages de Karl Marx*, t. 2, *Révolution et socialisme*. Payot, 1970, 287 p.
- Sader, Henri, « Le plein-emploi : un nouveau paradigme ? », *Le Bulletin de l'AEP*, vol. 10, n^o 2 (automne 1989).
- Salvadori, Massimo L., « La conception du processus révolutionnaire chez Karl Kautsky de 1891 à 1922 » in *Histoire du marxisme contemporain*, t. 1, coll. 10/18, Christian Bourgois, 1976, pp. 81-206.

- Sarfati, H. et Kobrin C., *La flexibilité du marché de l'emploi : un enjeu économique et social.* Genève, BIT, 1986, 384 p.
- Schramm, Stuart, *The political Thought of Mao Tse-toung.* N.Y., Praeger, 1963.
- Sénécal, Francine, « Les femmes et le bénévolat », ICEA, novembre 1985, 26 p.
- Touraine, Alain, *Sociologie de l'action.* Seuil, 1965, 506 p.
La société postindustrielle. Coll. Médiations, Denoël, 1969.
La voix et le regard. Seuil, 1978, 309 p.
Le retour de l'acteur. Fayard, 1984.
- Touraine, Wieviorka et Dubet, *Le mouvement ouvrier.* Fayard, 1984, 438 p.
- Tronti, Mario, « Post-scriptum autour de quelques problèmes » in *Ouvriers et capital.* Christian Bourgois, 1977, pp. 328-381.
- Trotsky, Nos *tâches politiques*, extraits in *Que faire ?* de Lénine. Seuil, 1966, pp. 293-297.
- Weber, Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme.* Plon, 1964.
- Yankelovich, Daniel, *The New Morality : Profile of American Youth in the 70's.* New York, Mc Graw Hill, 1974, 166 p.

Fin du texte.